

Université de Montréal

Pour le Dominion et l'Empire
L'idéologie du *Montreal Board of Trade*
1897-1921

par
Jonathan Lessard

Département d'histoire
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Maître ès arts
en histoire

Avril 2007

© Jonathan Lessard, 2007



D

7

US4

2007

V. 020

Direction des bibliothèques

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Pour le Dominion et l'Empire
L'idéologie du *Montreal Board of Trade*
1897-1921

présenté par :

Jonathan Lessard

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Pierre Trépanier
président-rapporteur

Jacques Rouillard
directeur de recherche

Fernande Roy
membre du jury

11 SEP. 2007

RÉSUMÉ

Ce mémoire étudie l'idéologie de l'élite économique montréalaise de 1897 à 1921 par l'analyse du contenu éditorial des archives du *Montreal Board of Trade*. Le premier chapitre démontre que le *Board*, organisme à l'influence pancanadienne, est tout à fait représentatif des valeurs et des intérêts de cette élite. Celle-ci vit alors une sorte d'âge d'or de puissance et de prospérité et ses ambitions s'étendent à tout le Canada. Le deuxième chapitre étudie l'identité du *Board* par l'analyse du « nous » dans son discours, ce qui révèle les valeurs clefs de ses membres en tant qu'hommes d'affaires ainsi que vrais Canadiens. Le troisième chapitre s'intéresse toujours à l'identité mais cette fois par le biais de la construction discursive de « l'autre », principalement les travailleurs, les Canadiens français, et les Américains. Le travail, l'utilité, la générosité, la stabilité, la prudence, l'énergie, la liberté, la propriété privée, l'adaptation au climat nordique et la loyauté à la couronne britannique sont au nombre des valeurs fondamentales de l'idéologie de l'élite économique montréalaise. Le dernier chapitre étudie la question du fort sentiment impérialiste chez les membres du *Board*. Cette position idéologique est mise en rapport avec l'intérêt qu'ils portent à l'intensification des échanges commerciaux avec l'Angleterre en vue de maintenir Montréal comme métropole économique canadienne.

Mots Clefs : Élite économique, bourgeoisie, chambre de commerce, identité, analyse du discours, mentalité, impérialisme, nationalisme, libéralisme

ABSTRACT

This thesis explores the ideology of the Montreal business elite from 1897 to 1921 through an analysis of editorial content in the archives of the *Montreal Board of Trade*. In the first chapter, it is found that the Montreal business elite are living, during this period, a golden age of power, prosperity and national ambition, and that the *Board* is representative of their values and interests. The second chapter analyses the *Board's* self-defined identity and reveals its members' key values as businessmen and as Canadians. The third chapter also analyses the *Board's* identity but through the reflection of its discursive construction of "others", mainly the workers, the French Canadians and the Americans. Work, utility, honesty, generosity, stability, prudence, energy, liberty, private property, adaptation to the northern climate and loyalty to the British crown are found to be important values defining the business elites' ideology. The last chapter studies the question of the *Board's* favor of British Imperialism through discourse and action. A strong link is suggested between this ideological position and the *Board's* interest in maintaining a West-East commercial connection with England as preferred market in order to preserve Montreal's position as Canadian economical metropolis.

Keywords : Business elite, Bourgeoisie, Board of Trade, Chamber of Commerce, Identity, Imperialism, Liberalism, Nationalism, Discourse analysis, Mentality

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	IV
ABSTRACT	V
TABLE DES MATIÈRES	VI
FIGURES, TABLEAUX ET ILLUSTRATIONS.....	VIII
LISTE DES FIGURES	VIII
LISTE DES TABLEAUX	VIII
LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	VIII
REMERCIEMENTS.....	IX
INTRODUCTION.....	1
ÉTAT DE LA RECHERCHE.....	2
LE CONCEPT D'IDÉOLOGIE.....	10
SOURCES ET MÉTHODOLOGIE	14
APPORT À LA RECHERCHE	17
CHAPITRE 1 : LE MONTREAL BOARD OF TRADE AU DÉBUT DU XX^{ÈME} SIÈCLE.....	20
CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE	20
<i>La Politique nationale et le tarif préférentiel</i>	<i>23</i>
<i>La concentration économique.....</i>	<i>25</i>
LA COMMUNAUTÉ D'AFFAIRES ANGLOPHONE MONTRÉLAISE.....	26
<i>Solidarité</i>	<i>27</i>
<i>Profil social</i>	<i>29</i>
LE MONTREAL BOARD OF TRADE.....	30
<i>Activités du Board.....</i>	<i>33</i>
<i>Portée des revendications.....</i>	<i>37</i>
<i>Ses dirigeants.....</i>	<i>39</i>
CHAPITRE 2 : LE « NOUS »	43
DES HOMMES D'AFFAIRES	44
<i>Travailler, être utile.....</i>	<i>45</i>
<i>Intégrité, honnêteté.....</i>	<i>47</i>
<i>Générosité et philanthropie</i>	<i>48</i>
<i>Loyauté</i>	<i>50</i>
DES CANADIENS.....	51
<i>Une terre d'avenir.....</i>	<i>52</i>
<i>La nordicité.....</i>	<i>53</i>
<i>La loyauté</i>	<i>56</i>
<i>Un héros</i>	<i>57</i>
CHAPITRE 3 : LES «AUTRES».....	62
LES TRAVAILLEURS	63
<i>Le marché libre du travail et l'harmonie des intérêts</i>	<i>65</i>
<i>L'agitation étrangère</i>	<i>67</i>
<i>Des organisations tyranniques</i>	<i>68</i>
LES CANADIENS FRANÇAIS.....	70
<i>Une race admirable, mais.....</i>	<i>72</i>

<i>La participation à la Première Guerre mondiale</i>	74
LES AMÉRICAINS	76
<i>Crainte de l'annexion américaine</i>	78
<i>Les États-Unis comme repoussoir</i>	80
CHAPITRE 4 : L'EMPIRE	85
L'IDÉE IMPÉRIALE	85
<i>Les valeurs de l'Empire</i>	87
<i>Leur vision de l'Empire</i>	89
<i>Une grande famille</i>	91
L'EMPIRE EN ACTES	92
<i>Le commerce au sein de l'Empire</i>	94
<i>La défense de l'Empire</i>	97
DES INTÉRÊTS	101
CONCLUSION	106
BIBLIOGRAPHIE	114
SOURCES PRIMAIRES	114
<i>Archives</i>	114
<i>Périodique</i>	114
<i>Documents</i>	114
OUVRAGES DE RÉFÉRENCE	114
ÉTUDES	115
<i>Ouvrages généraux</i>	115
<i>Idéologies et analyse du discours</i>	115
<i>Économie canadienne</i>	116
<i>Histoire et sociologie des milieux d'affaires</i>	116
<i>Identités canadiennes</i>	117
<i>Montreal Board of Trade et chambres de commerce</i>	118
ANNEXE A : MEMBERSHIP DU MONTREAL BOARD OF TRADE (1887-1906)	IX
ANNEXE B : MEMBRES DE L'EXÉCUTIF (1895-1918)	X
ANNEXE C : DONNÉES BIOGRAPHIQUES SUR LES PRÉSIDENTS (1895-1918)	XI
RÉSUMÉ	XVI
ANNEXE D : CORRESPONDANCE DU MONTREAL BOARD OF TRADE (1897-1921)	XVII

FIGURES, TABLEAUX ET ILLUSTRATIONS

Liste des figures

1. *Membership du Montreal Board of Trade (1897-1921)*.....32

Liste des tableaux

- I. Origine ethnique des membres du *Montreal Board of Trade*32

Liste des illustrations

- A. Réception chez Robert Meighen, Mille Carré Doré, 1908.....26
- B. Le siège social du *Montreal Board of Trade*.....37
- C. Monument Strathcona, Square Dominion, Montréal, 191059
- D. *The Coming Empire Business Conference*.....93

REMERCIEMENTS

Je souhaiterais surtout remercier M. Jacques Rouillard pour m'avoir donné plusieurs belles occasions de faire mes preuves, ce projet de maîtrise y compris. Je le remercie de sa disponibilité, de son implication et de ses judicieux conseils. Je lui suis reconnaissant de m'avoir fourni un encadrement rigoureux tout en me laissant la liberté d'explorer mes intérêts.

Je voudrais également remercier Benoîte Legeais pour ses conseils, ses commentaires et ses révisions, ainsi que pour avoir défriché le terrain de la recherche historique avant moi, m'épargnant ainsi plusieurs surprises.

J'aimerais aussi exprimer toute ma gratitude envers Danielle Gobeil et Pierre Lessard, mes parents, pour leur support inconditionnel et multiforme.

Enfin, la production de cette étude a été grandement facilitée par le généreux financement du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) et du département d'histoire de l'Université de Montréal.

INTRODUCTION

Lorsqu'on imagine Montréal au début du XX^e siècle, on pense généralement à ce qui fut la métropole incontestée du Canada, son berceau commercial, financier et industriel. On pense aux manufactures bordant le canal Lachine et aux travailleurs vivant dans la misère. Cette image nous ramène souvent au revers du miroir : l'opulente bourgeoisie résidant dans les somptueuses demeures du Mille Carré Doré, là où se trouvent les résidences des Lords Strathcona et Mount Stephen, les Ogilvie, Redpath, Drummond, Molson, et Holt, ainsi que les rues qui aujourd'hui portent leurs noms. À la tête des plus grandes entreprises du pays : Banque de Montréal, Canadien Pacifique, Grand Tronc, Banque Royale, et autres, ils jetèrent les bases de la prospérité canadienne actuelle, tout en assurant leur propre fortune. Certains historiens estiment que moins d'une centaine de familles montréalaises détiennent à l'époque près de la moitié des actifs canadiens.

Que sait-on de la mentalité de cette élite d'affaires ? Si l'on s'est beaucoup intéressé dans les dernières décennies aux marginaux de l'histoire québécoise : travailleurs, femmes, minorités, etc., le riche anglophone est demeuré cet « autre » abstrait et souvent caricatural à la mesure duquel on se compare : l'exploiteur, le colonisateur ou le conquérant. Comment ces gens percevaient-ils les autres groupes sociaux ainsi qu'eux-mêmes ? Quel avenir souhaitaient-ils pour leur communauté et pour le Canada ? Quel rôle pensaient-ils jouer dans la construction du pays ? Autrement dit : quelle était l'idéologie des milieux d'affaires montréalais anglophones ?

En tant que groupe d'intérêts, les hommes d'affaires de Montréal disposaient d'un organisme destiné à acheminer leurs revendications auprès des différents paliers de gouvernement : le *Montreal Board of Trade*, la plus importante association du genre au pays. De la fondation du *Committee of Trade* en 1822 jusqu'à sa fusion avec la Chambre de commerce de Montréal en 1992, on y retrouvait la crème des hommes d'affaires anglophones de Montréal qui y débattaient des principaux enjeux économiques et commerciaux du Canada. Nous éclairerons leur pensée en puisant dans les archives de l'organisme déposées à l'École des Hautes études commerciales de Montréal. Il s'agit d'un fonds très riche n'ayant pas fait l'objet d'un véritable dépouillement et de travaux de recherche jusqu'à présent. L'étude se concentrera sur la période allant de 1897 à 1921 qui sont des bornes temporelles encadrant une époque privilégiée pour le groupe étudié. D'une part, le début du siècle représente un âge d'or pour Montréal qui connaît une forte croissance et qui s'impose comme métropole économique, commerciale et financière du Canada. Et d'autre part, ces années sont un moment fort de l'idéologie impérialiste britannique à laquelle les membres du *Board* adhèrent fidèlement et qui va de 1897, année du Jubilé des 60 ans de règne de la reine Victoria, à la conférence impériale de 1921.

État de la recherche

L'étude proposée se trouve au carrefour de plusieurs secteurs de l'historiographie canadienne. Elle participe en partie de l'histoire des affaires et de l'économie

canadienne, car le *Board of Trade* est un acteur majeur dans ces secteurs, mais elle s'inscrit surtout dans le contexte de l'histoire sociale des élites et de l'histoire de la mentalité et de l'idéologie des milieux d'affaires. Elle touche également la question de l'identité du Canada anglais, et, plus spécifiquement, de la communauté anglophone du Québec. Nous tenterons ici d'évaluer l'état de la recherche dans ces différents secteurs avant de définir davantage notre problématique

La présente étude n'a pas pour objet d'apporter de nouvelles lumières sur l'histoire économique canadienne. Cependant, il est indispensable de bien comprendre les enjeux économiques de la période si l'on souhaite correctement interpréter les discours du *Board*. Plusieurs volumes nous permettent de nous faire une idée de l'évolution économique de ces années. Sur l'histoire de l'entreprise canadienne, mentionnons le très complet *Northern Enterprise* de Michael Bliss¹ et sur l'histoire économique proprement dite, l'excellente synthèse de Norrie et Owram, *A History of the Canadian Economy*². Pour le Québec, on retrouve l'ouvrage *Structure and Change* de Robert Armstrong³. Quant à la ville de Montréal, on peut se référer à *L'histoire de Montréal depuis la Confédération*⁴ de Paul-André Linteau, et à son rapport livré à la Ville de Montréal : *L'économie de Montréal : essai d'interprétation historique*⁵. L'interprétation de l'histoire économique et de l'entreprenariat de notre période pour Montréal n'est pas l'objet de débats historiographiques suffisamment importants pour

¹ Michael Bliss, *Northern Enterprise : Five Centuries of Canadian Business*, Toronto, McClelland and Stewart, 1990.

² Kenneth Norrie, Douglas Owram, *A History of the Canadian Economy*, Toronto, Harcourt Brace, 1996.

³ Robert Armstrong, *Structure and Change : An Economic History of Québec*, Toronto, Gage, 1984.

⁴ Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 2000.

⁵ Paul-André Linteau, *L'économie de Montréal : essai d'interprétation historique*, Montréal, Ville de Montréal, 1989.

qu'il soit nécessaire d'en faire état dans le cadre de ce mémoire. Nous en verrons les principaux éléments structurants au cours du premier chapitre.

Jusqu'aux années 1970, l'histoire de l'élite économique canadienne n'était connue que par le biais de biographies quasi hagiographiques de grands hommes d'affaires comme les Molson, McGill, McDonald, etc. C'est au cours de cette décennie que l'on voit apparaître la majorité des études sociologiques ou d'histoire sociale sur ce sujet alors que s'impose le modèle d'interprétation inspiré du marxisme. Par la suite, les intérêts des chercheurs se portent davantage vers les groupes sociaux dominés ou marginaux, laissant ainsi pour compte les grands bourgeois montréalais. En fait, l'ouvrage le plus récent repéré sur le sujet date de 1979.

Le bal fut lancé un peu plus tôt, en 1965, par le sociologue John A. Porter avec son ouvrage : *The Vertical Mosaic*⁶ dans lequel il fait oeuvre de pionnier pour définir ce groupe social, en tracer le contour et l'histoire. Ses successeurs directs seront Wallace Clement en 1975 avec *The Canadian Corporate Elite*⁷, et Jorge Niosi avec *La Bourgeoisie canadienne*⁸, les deux ouvrages étant guidés par une forte influence marxiste basée sur l'idée de conflit de classe. Dans ces ouvrages, on retrouve le portrait d'une élite très réduite, très solidaire et fortement consciente de ses intérêts. Le nombre restreint de membres, la proximité physique dans un même quartier, l'homogénéité ethnique et culturelle ainsi qu'une grande sociabilité renforce le modèle social basé sur

⁶ John A. Porter, *The Vertical Mosaic : an Analysis of Social Class and Power in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1965.

⁷ Wallace Clement, *The Canadian Corporate Elite : an Analysis of Economic Power*, Toronto, McClelland and Stewart, c1975.

⁸ Jorge E. Niosi, *La Bourgeoisie Canadienne : la formation et le développement d'une classe dominante*, Montréal, Boréal express, 1979.

un réseau étroit de relations interpersonnelles. Quant au recrutement de la relève, il se fait surtout à l'interne, via des institutions comme la famille, la parenté et la fréquentation d'un réseau d'écoles privées plutôt que par la voie bureaucratique et la reconnaissance du mérite. Ces analyses permettent, entre autres, de confirmer l'existence d'une conscience de classe parmi ses membres, ce qui valide en quelque sorte notre catégorie sociale de recherche. Cependant, il s'agit d'ouvrages de sociologues dont l'objectif principal est de comprendre la société qui leur est contemporaine. La part faite à l'analyse historique de cette classe, bien qu'intéressante, n'y occupe qu'une place secondaire. Par ailleurs, leur objet d'étude porte sur l'élite d'affaires pancanadienne et non pas spécifiquement sur celle de Montréal.

Le premier historien à proposer une analyse de la composition de l'élite commerciale canadienne est T. W. Acheson en 1973⁹. Il trace le portrait social d'un échantillon des hommes d'affaires les plus importants du Canada pour les années 1880-1885 et 1905-1910. Il tient compte du lieu de naissance, de la situation des parents, du niveau d'éducation, de l'origine ethnique, du parcours de carrière, etc. Cette étude est poussée encore plus loin par Gilles Piédalue en 1976¹⁰ qui élargit l'échantillon et ajoute l'utilisation de la méthode des administrateurs communs. Cette méthode consiste à compter le nombre de personnes siégeant au sein de plusieurs conseils d'administration d'entreprise à la fois, ce qui permet d'évaluer le niveau d'intimité entre ces entreprises. La même année, Paul-André Linteau publie une courte synthèse des acquis dans le

⁹ T. W. Acheson « Changing Social Origins of the Canadian Industrial Elite, 1880-1910 », *Business History Review*, vol. 43, no. 2, 1973.

¹⁰ Gilles Piédalue, *La Bourgeoisie canadienne et le problème de la réalisation du profit au Canada*, thèse de doctorat en histoire, Université de Montréal, 1976.

domaine de la recherche sur la bourgeoisie québécoise¹¹ qui confirme généralement les conclusions des recherches des sociologues. C'est-à-dire que l'élite économique, ou haute bourgeoisie chez les historiens, est un groupe restreint, à grande majorité anglophone et d'origine anglo-écossaise, quoique la plupart de ses membres soient nés au Canada et sont généralement issus de familles oeuvrant déjà dans le milieu des affaires. Ce ne sont pas des *self-made men*. La recherche de Piédalue laisse entrevoir un réseau très dense d'interconnexions. En effet, en 1910, 80% des plus grandes entreprises partagent au moins un administrateur commun et 21% des postes dans les conseils d'administration sont détenus par 3% des administrateurs. Certains cumulent jusqu'à 13 postes¹².

Malgré la vague d'intérêt qu'a connu l'histoire pour les idées, les mentalités et la culture depuis la fin des années 1970, on retrouve très peu d'études de ce type sur l'élite économique canadienne. La plus proche de notre sujet de recherche est *A Living Profit* de Michael Bliss¹³, publiée en 1974. Pour cette étude, Bliss a épluché les grands journaux commerciaux spécialisés de 1883 à 1911 afin d'établir les paramètres généraux de la pensée des hommes d'affaires de l'époque. Il y traite plus particulièrement les questions de la concurrence, du syndicalisme, du protectionnisme et du nationalisme. Toutes les catégories d'hommes d'affaires sont couvertes indifféremment pendant la période qu'il étudie. D'après Bliss, les mêmes valeurs fondamentales sont largement partagées dans cette communauté malgré les différences ethniques, religieuses ou de

¹¹ Paul-André Linteau, « Quelques réflexions autour de la bourgeoisie québécoise, 1850-1914 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 30, no. 1, 1976.

¹² Gilles Piédalue, *La Bourgeoisie canadienne...*, p. 172.

¹³ Michael Bliss, *A Living Profit : Studies in the Social History of Canadian Business, 1883-1911*, Toronto, McClelland and Stewart, c1974.

secteurs d'activités. L'ouvrage est très intéressant, mais son objet d'étude est large : les millionnaires et les épiciers s'y retrouvent dans le même panier, aussi bien que les francophones, les anglophones, les Montréalais et les Albertains.

Sur l'idéologie de la bourgeoisie d'affaires canadienne-française, on retrouve l'excellent ouvrage de Fernande Roy : *Progrès, harmonie, liberté*¹⁴, publié en 1988. Il ne porte malheureusement pas sur l'élite anglophone, mais l'idéologie libérale et son articulation dans le discours des hommes d'affaires francophones y sont admirablement analysées avec un cadre théorique solide. Il s'agit d'une référence importante pour notre recherche puisque son objet est l'idéologie d'une communauté d'affaires, analysée par le biais des archives de sa chambre de commerce et de ses journaux spécialisés. Les résultats peuvent également servir de point de comparaison entre les hommes d'affaires anglophones et francophones.

Tel que le déplore Ronald Rudin dans son *Histoire du Québec anglophone*¹⁵, les anglophones du Québec, en tant que groupe spécifique, sont les parents pauvres de l'historiographie canadienne. Ou ils sont assimilés indifféremment dans le reste des communautés anglophones du Canada, ou ils sont tout simplement ignorés, comme c'est souvent le cas dans l'historiographie québécoise puisque les historiens franco-québécois s'intéressent surtout aux groupes francophones. Comme il souhaite tracer un portrait représentatif de la communauté anglophone du Québec, Rudin ne s'attarde que très peu à l'élite d'affaires de Montréal qui n'en représente qu'une minorité. Il s'applique

¹⁴ Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté. Le Libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988.

¹⁵ Ronald Rudin, *Histoire du Québec anglophone, 1759-1980*, Québec, IQRC, 1986.

également à répudier le stéréotype tenace voulant que l'anglophone québécois moyen soit un riche millionnaire de Westmount.

Sur la culture et la vie quotidienne des bourgeois anglophones du Mille Xarré Doré, on peut lire *Grandeur et déclin : l'élite anglo-protestante de Montréal, 1900-1950* de Margaret Westley¹⁶, publié en 1990. Le portrait qu'on y retrouve est principalement tracé à partir d'entrevues réalisées avec des gens nés au début du siècle. L'ouvrage nous permet d'avoir un aperçu très riche et très précis des mœurs et de la sociabilité du groupe étudié. Malheureusement, les personnes interviewées étaient très jeunes à l'époque que nous étudions, ce qui a pour effet de réduire la connaissance qu'ils ont des rouages du monde des affaires. Cependant ils apportent un éclairage révélateur de la vie privée de ce groupe social, aspect totalement absent des archives du *Board of Trade*.

Même s'il ne porte pas directement sur l'élite économique ou les hommes d'affaires en particulier, l'étude de Carl Berger, *The Sense of Power*¹⁷, offre une analyse originale du sentiment impérialiste chez les Anglo-Canadiens au tournant du siècle. Cette analyse nous permettra de mieux interpréter et mettre en contexte le fort sentiment impérialiste qui anime les membres du *Board of Trade*. Berger interprète l'impérialisme canadien comme une forme de nationalisme canadien. Pour les intellectuels qu'il analyse, la destinée du Canada était de devenir une nation avec un statut égal à

¹⁶ Margaret Westley, *Grandeur et déclin : l'élite anglo-protestante de Montréal, 1900-1950*, Montréal, Libre expression, 1990.

¹⁷ Carl Berger, *The Sense of Power; Studies in the Idea of Canadian Imperialism 1867-1914*, Toronto, University of Toronto Press, 1970.

l'Angleterre au sein de l'Empire britannique. Nous verrons que la pensée de ces intellectuels influence fortement l'idéologie qui anime les hommes d'affaires du Board.

Enfin, soulignons le volume de Daniel Francis, *National Dreams*¹⁸, un ouvrage plus récent (1997) portant sur les principaux mythes identitaires canadiens. Ses sources comprennent, entre autres, de nombreux manuels d'histoire destinés à la jeunesse. Il les analyse sur une longue période, ce qui lui permet d'éclairer la construction de l'identité canadienne dans le temps. Il s'agit d'un ouvrage particulièrement intéressant dans le cadre d'une analyse idéologique puisqu'il met en parallèle les perceptions populaires et les interprétations plus intellectuelles de l'histoire académique. On retrouve parmi les sujets traités le mythe du Canadien Pacifique comme élément fondateur de la nation canadienne, l'attachement à l'Empire britannique, la perception des francophones par les anglophones et la nordicité comme aspect déterminant de l'identité nationale.

Il y a très peu de travaux historiques sur le *Montreal Board of Trade* en tant que tel. Le seul ouvrage qui lui est consacré est une petite plaquette commandité par le *Board* lui-même en 1972 et qui en relate brièvement l'histoire¹⁹. On peut aussi retrouver un dépouillement sommaire de ses rapports annuels pour le XIX^e siècle dans un rapport du Groupe de recherche sur la société montréalaise du XIX^e siècle²⁰. On y mentionne, entre autres, que le *Board* regroupe le gratin de la bourgeoisie montréalaise et que les questions principales qui y sont traitées sont le port de Montréal et les transports en

¹⁸ Daniel Francis, *National Dreams : Myth, Memory, and Canadian History*, Vancouver, Arsenal Pulp Press, 1997.

¹⁹ Edgar Andrew Collard, *The Montreal Board of Trade : 1822-1972 : a Story*, Montréal, Montreal Board of Trade, 1972.

²⁰ Groupe de recherche sur la société montréalaise au XIX^e siècle, « Les rapports du Board of Trade », *Rapport 1972-1973*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1973.

général, les lois et services gouvernementaux, les affaires municipales et les relations avec l'Empire.

Le concept d'idéologie

Au centre de notre problématique se trouve le concept d'idéologie. Depuis sa popularisation par le marxisme, l'idéologie a connu bien des usages et des définitions différentes. Par exemple, les expressions : « idéologie syndicale », « culture syndicale », « discours syndical » ou « mentalité syndicale » sont généralement employés et entendus comme des synonymes dans le discours public et les médias. Dans la littérature scientifique, le portrait n'est pas beaucoup plus limpide, chaque grande école de pensée a offert sa propre définition qu'elle intègre dans des cadres théoriques et épistémologiques divers. Ainsi trouve-t-on des théories de l'idéologie dans les interprétations marxistes, libérales, structuralistes, fonctionnalistes, poststructuralistes, linguistiques, postmodernes, cognitivistes, etc. Sans pour autant prétendre régler définitivement la question, il semble nécessaire de définir le mieux possible ce que nous entendons par idéologie.

Voici notre proposition de définition de l'idéologie pour cette étude; nous reprendrons par la suite les principaux concepts plus en détail :

L'idéologie est un ensemble de valeurs hiérarchisées coïncidant avec les intérêts d'un groupe et qui est perçu par lui comme naturel, comme allant de soi. Cette adhésion implicite et partagée à des valeurs permet au groupe de se représenter lui-même et de légitimer ses actions dans le cadre de la réalisation d'un projet de

société déterminé²¹.

Le premier terme que nous rencontrons dans cette définition est celui de valeur. De façon très générale, une valeur est ce qui permet dans le vaste champ de l'expérience humaine de préférer une chose à une autre, une action à une autre. À défaut de présupposer l'existence d'un principe transcendant permettant de fixer les valeurs, nous pouvons présumer que tout choix de valeur est arbitraire. Cependant, pour qu'un groupe ou une société puisse fonctionner de façon minimalement organisée, il est nécessaire que ses membres partagent un minimum de valeurs pour pouvoir juger du bien-fondé de leurs actions respectives.

Le choix d'un ensemble de valeurs plutôt que d'un autre est donc notre premier élément de définition d'une idéologie. Il n'est toutefois pas suffisant puisqu'il ne nous permettrait pas de bien la distinguer d'autres concepts comme la culture ou la mentalité. C'est pourquoi, selon notre définition, l'idéologie n'est pas seulement une collection de valeurs, mais aussi une hiérarchisation de ces valeurs. Par exemple, la liberté et l'égalité sont deux valeurs fondamentales tant du socialisme que du libéralisme classique, cependant l'importance respective accordée à ces deux valeurs distingue profondément les deux idéologies.

À ce stade de notre analyse, nous sommes très proche de la définition que Teun

A. van Dijk propose de l'idéologie comme étant un processus de sélection et de

²¹ Il est à noter que cette définition se rapproche fortement de celle proposée par Fernande Roy dans son ouvrage sur l'idéologie des milieux d'affaires francophones du Québec : « Système de symbolisation articulé et hiérarchisé, dans lequel un groupe social définit sa conception de l'homme et de la société et par lequel aussi il se rassemble et tente d'augmenter son emprise sur cette société et son avenir ». (Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté : le libéralisme des milieux d'affaires francophones de Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988, p. 48.)

hiérarchisation des valeurs et des normes par un groupe selon ses intérêts²². Mais quel est le lien entre les valeurs et les intérêts ? Nous pouvons peut-être le saisir en abordant les valeurs du point de vue du pouvoir, comme le fait Fernand Dumont en paraphrasant Rousseau : « Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne sait transformer la force en valeurs »²³. Autrement dit, le choix de valeurs ou l'idéologie peut être considéré comme l'ultime lieu du pouvoir social. Dans une société où la population n'est pas homogène, une configuration idéologique plutôt qu'une autre, en ce qu'elle commande un type d'action plutôt qu'un autre, ne peut que favoriser certains groupes au détriment des autres. Par exemple, une idéologie qui favorise le droit à la propriété ne peut que favoriser ceux qui dans la société y ont déjà accès. L'ambition de toute idéologie est donc de devenir dominante ou hégémonique au sein d'une société et ainsi d'orienter l'ensemble de l'action sociale dans le sens des intérêts d'un groupe particulier.

Ainsi, l'idéologie est perçue comme naturelle par le groupe qui y adhère. Il s'agit d'une caractéristique fondamentale du concept d'idéologie car si les acteurs historiques étaient toujours entièrement conscients de l'arbitraire intéressé de leurs valeurs, il n'y aurait tout simplement pas d'idéologie, mais seulement des opinions basées sur telle ou telle échelle de valeurs explicite. Michel Pêcheux décrit bien cet aspect en faisant une comparaison avec l'inconscient freudien : « Le caractère commun de l'idéologie et de l'inconscient est de dissimuler leur existence à l'intérieur même de leur fonctionnement en produisant un tissu d'évidences "subjectives" »²⁴. Michael Billig place également la

²² Christina Schäffner, Helen Kelly-Holmes, éd., *Discourse and Ideologies*, Clevedon, Multilingual Matters, 1996, p. 16 (traduction libre).

²³ Fernand Dumont, *Le Lieu de l'homme*, LaSalle, Hurtubise HMH, 1971, p. 137.

²⁴ Michel Pêcheux, *Les vérités de La Palice*, Paris, François Maspero, 1975, p. 136.

transparence au cœur de sa définition de l'idéologie qu'il décrit comme « [...] un ensemble de pratiques, de pensées, d'actions et de discours par lesquels une vision socialement construite du monde est vécue comme naturelle ou inévitable »²⁵. En définitive, toute l'efficacité de l'idéologie provient de cette apparente transcendance.

Développons maintenant l'idée que l'idéologie permet à un groupe de se représenter comme tel. Autrement dit, l'idéologie comme base de l'identité d'un groupe, ce qui lui permet de concevoir son unité. Pour mieux comprendre comment cela fonctionne, nous pouvons revenir à l'idée de valeurs. Comme nous l'avons vu, le fait de partager un ensemble de valeurs ou une idéologie est un fondement nécessaire à la cohésion sociale. L'idéologie masque l'arbitraire des valeurs et la possibilité pour chacun d'avoir son propre univers moral indépendant. Ce faisant, elle crée la possibilité, ou l'illusion, d'une communauté reposant sur un terrain de vérité ferme et commune. Selon van Dijk, l'idéologie est la base de représentation d'un groupe, ainsi que son orientation, sa perspective, sa cohérence et son organisation²⁶.

Le dernier aspect de l'idéologie décrit par notre définition est qu'elle permet l'action dans le cadre d'un projet de société déterminé. À la lumière de ce qui a déjà été dit, cela peut être facilement compris. Avoir des valeurs n'a pas d'intérêt en soi, si ce n'est pour agir, soit en tant qu'individu, soit en tant que groupe. Comme le dit efficacement Michel Pêcheux : « Les idéologies ne sont pas faites d'idées, mais de

²⁵ Christina Schäffner, Helen Kelly-Holmes, éd., *Discourse and Ideologies...*, p. 56.

²⁶ Christina Schäffner, Helen Kelly-Holmes, éd., *Discourse and Ideologies...*, pp. 3-7.

pratiques. [...] Il n'est de pratique que pour et sous une idéologie »²⁷. Autrement dit, l'idéologie permet de légitimer certaines actions plutôt que d'autres en les insérant dans un programme général de réalisation d'un monde qui correspondrait aux valeurs qu'elle véhicule.

Les différents éléments de cette définition nous permettent de dégager les principales questions de notre problématique : Quelles sont les actions que pose ou souhaiterait poser le *Board of Trade* ? Comment justifie-t-il ces actions ? Quelles valeurs sont présupposées dans ces justifications ? Quelle est l'importance respective de ces valeurs ? Quelle représentation ce groupe a-t-il de lui-même ? Comment définit-il ses intérêts ? Ces intérêts coïncident-ils avec ses valeurs ? À quelle société plus large s'identifie-t-il ? Quel projet a-t-il pour cette société ?

Sources et méthodologie

La principale source consultée dans le cadre de ce mémoire est la collection des procès-verbaux des assemblées générales du *Montreal Board of Trade* pour la période allant de 1897 à 1921. Il s'agit de grands cahiers contenant des entrées manuscrites du secrétaire du *Board* résumant le déroulement des assemblées, de coupures du *Montreal Star* rapportant les événements, ainsi que les pages les plus importantes des rapports annuels du *Board*. Ils sont adoptés à chaque assemblée générale annuelle ayant lieu en

²⁷ Michel Pêcheux, *Les vérités de La Palice...*, pp. 3 et 7.

janvier. Il y a également trois autres assemblées générales normales à chaque année et des assemblées générales spéciales sont parfois organisées lorsque des questions importantes et urgentes font surface. Les rapports annuels contiennent le discours du président du *Board*, les rapports des différents comités, permanents et temporaires, les rapports des organismes associés comme le *Port Warden* et le *Corn Exchange*, la retranscription des principaux échanges avec les représentants du gouvernement, un bilan financier, une nécrologie et une liste des membres.

Au cours de notre période, le *Board* publie deux livres sur Montréal qui se retrouvent également dans le fonds d'archives et qui offrent un aperçu de la vision de Montréal des hommes d'affaires membres du *Board*. Le plus intéressant est le *Book of Montreal* publié en 1903 et distribué aux participants du V^e Congrès des chambres de commerce de l'Empire organisé cette année là par le *Montreal Board of Trade*. Le livre contient un condensé de l'histoire canadienne et de Montréal en particulier, une description des richesses naturelles du pays et des avantages commerciaux de sa métropole. Le second livre : *Montreal, the Imperial City of Canada*, publié en 1909, est surtout un recueil de photos des principales entreprises de Montréal et de ses plus somptueuses demeures.

Afin d'élargir l'éventail de nos sources, nous avons également consulté le *Canadian Journal of Commerce*, publié à Montréal et spécialisé dans les nouvelles économiques. Fondé en 1875, il s'agit, d'après l'historien Michael Bliss, du magazine

d'affaires le plus populaire du pays avec le *Monetary Times* de Toronto²⁸. Toujours selon lui, le contenu éditorial du *Journal* serait très représentatif de l'opinion générale de ses lecteurs. Il s'agit d'un contenu destiné à des gens aux occupations et préoccupations similaires et la vente d'espace publicitaire dépend justement de cet attrait²⁹. Considérant que plus de la moitié des 50 pages bimensuelles du *Journal of Commerce* sont occupées par des publicités, on peut juger de la force de sa fidélité aux valeurs de ses lecteurs. Comme il ne s'agit pas de la source principale de cette étude et qu'une lecture exhaustive représenterait près de 20 000 pages, une vingtaine d'articles pertinents ont été échantillonnés chaque année de 1897 à 1912 grâce aux index disponibles. À la mort du fondateur, M. S. Foley, en 1912, le *Journal* délaisse son contenu éditorial pour se concentrer sur les nouvelles financières techniques et il perd alors de son intérêt pour une étude idéologique.

La méthode choisie pour traiter les données de notre source et tenter de répondre aux questions soulevées par notre problématique est celle de l'analyse du discours. Ce type d'analyse présuppose que ce qu'une personne dit est toujours en partie déterminée par des structures externes à elle-même. C'est le cas de la syntaxe et des autres règles linguistiques, mais également de l'idéologie qui fait partie des structures autour desquelles le discours s'articule³⁰. Il serait donc possible, en analysant nos sources, de repérer les valeurs implicites rendant possibles telle ou telle affirmation concrète.

²⁸ Michael Bliss, *Northern enterprise : five centuries of Canadian business*, Toronto, McClelland and Stewart, 1990, p. 341.

²⁹ Michael Bliss, *A Living Profit : Studies in the Social History of Canadian Business, 1883-1911*, Toronto, McClelland and Stewart, 1974, p. 145.

³⁰ Dominique Maingueneau, *Initiation aux méthodes de l'analyse du discours, problèmes et perspectives*, Paris, Hachette, 1976, pp. 6-20.

En plus de l'analyse de contenu, qui est l'outil traditionnel de l'historien, l'analyse du discours inclut également une analyse de la forme. Celle-ci peut se faire à l'aide des différentes « sciences du texte »³¹ qui incluent, par exemple, de s'attarder aux figures stylistiques, aux champs lexicaux utilisés, à l'emploi de différentes formes syntaxiques, ou à la rhétorique argumentative. Le tout a pour objet de dégager les présupposés idéologiques implicites. Une autre approche utile est de s'intéresser principalement aux énoncés évaluatifs. Tout jugement implique une valeur, et donc un aspect idéologique. La majorité du contenu des archives du *Board* porte sur des questions commerciales techniques. Or, il est beaucoup plus facile de trouver un contenu idéologique dans une prise de position sur la validité du syndicalisme que sur la méthode à utiliser pour tester le thé avant de le mettre en vente³².

La dernière méthode que nous allons mettre en pratique est celle suggérée par Teun van Dijk; elle se base sur le schéma cognitif d'autoreprésentation du groupe³³. Comme nous l'avons mentionné, l'idéologie est ce qui permet à un groupe de se représenter comme tel. Ainsi, une façon efficace d'interroger un discours sur son idéologie sous-jacente est de voir ce que sa forme et son contenu disent sur ce qu'est le « nous » et ce qu'est le « eux » pour le groupe.

Apport à la recherche

³¹ Marc Angenot, *La propagande socialiste, six essais d'analyse du discours*, Montréal, Les éditions Balzac, 1997, p. 28.

³² Christina Schäffner, Helen Kelly-Holmes, éd., *Discourse and Ideologies...*, p. 26.

³³ Teun van Dijk, "Ideological discourse analysis", *New Courant*, 4 (1995), University of Helsinki, 135-161, pp. 139-146.

Par rapport aux travaux déjà publiés, notre étude sur le *Montreal Board of Trade* permettra de cerner l'idéologie des milieux d'affaires montréalais anglophones au début du XX^e siècle. Bliss dans *A Living Profit*, qui date déjà de 1974, ne traite pas de la communauté montréalaise en particulier. Il n'aborde pas non plus la question de l'attachement à l'Empire et très peu la perception des Canadiens français, thèmes dont il sera question dans ce mémoire. D'autre part, du point de vue des sources, Bliss a surtout recours aux périodiques des milieux d'affaires et admet ne s'être que très peu servi des fonds d'archive de chambres de commerces canadiennes³⁴. À ce point de vue, notre recherche innove puisqu'il s'agit du premier dépouillement systématique des archives du *Montreal Board of Trade*. Notre mémoire apportera donc une connaissance plus précise de cette institution montréalaise de grande importance, des gens qui y œuvraient, et de ses rapports avec les instances politiques canadiennes.

Pour sa part, Carl Berger n'a utilisé aucune source d'informations provenant des milieux d'affaires. Le principal point de vue du secteur économique qui y est présenté est celui de la *Canadian Manufacturing Association*, organisation foncièrement protectionniste qui, contrairement au *Montreal Board of Trade*, est opposée à l'instauration de tarifs préférentiels impériaux³⁵. Nous vérifierons si son interprétation de l'impérialisme canadien est partagée par l'élite d'affaires et si oui, dans quelle mesure le britannisme est enraciné dans ses valeurs. De façon plus générale, notre recherche permettra d'étendre et de préciser nos connaissances sur l'identité québécoise anglophone en jetant un regard sur l'un de ses groupes les plus influents. Notre étude

³⁴ Michael Bliss, *A Living Profit...*, p. 145.

³⁵ Carl Berger, *The Sense of Power...*, p. 262.

apportera donc un meilleur éclairage sur l'élite d'affaires montréalaise, groupe qui n'a jamais été étudié en particulier.

Afin de procéder à une analyse d'un discours, il est d'abord impératif de bien connaître le groupe énonciateur de ce discours. C'est pourquoi le premier chapitre de ce mémoire est consacré à une description de l'élite d'affaires anglophones de Montréal, à la description du *Montreal Board of Trade* et à la conjoncture économique de notre période. Le deuxième chapitre porte sur l'étude du « nous » du *Board of Trade*, sur ce que ses membres incluent dans la définition de leur identité. Inversement, le troisième chapitre s'attardera à tout ce qui est extérieur et opposé au *Board of Trade* ; ces éléments représentent un miroir qui contribue à définir ce qu'il est. Finalement, un chapitre entier est réservé à la façon dont le *Board* s'approprie l'impérialisme britannique pour l'intégrer à sa propre idéologie.

CHAPITRE 1

LE *MONTREAL BOARD OF TRADE* AU DÉBUT DU XX^{ÈME} SIÈCLE

Avant de procéder à l'analyse du discours, il est important de s'attarder à l'émetteur de ce discours afin de mieux comprendre le contexte et les conditions de production de celui-ci. Au cours de ce premier chapitre, nous ferons une revue des informations disponibles sur le *Board of Trade* et ses membres, sur la place qu'il occupait dans la société et sur les enjeux principaux le concernant. Nous procéderons du général au particulier en abordant successivement le contexte économique et politique de notre période (1897-1921), le profil social de la communauté commerciale de Montréal, une description de l'institution du *Montreal Board of Trade* et de son conseil exécutif, pour terminer avec un aperçu de ses principales revendications pendant la période étudiée.

Contexte économique et politique

Qu'on l'appelle le *Wheat Boom* ou le *Laurier Boom*, le Canada connaît à partir de 1897 une croissance économique phénoménale, probablement la plus forte croissance dans le monde à cette époque. Celle-ci est généralement attribuée au développement agricole de l'Ouest canadien. En effet, le territoire agricole exploité y passe de 2,7

millions d'acres en 1891 à 87,9 millions d'acres en 1921. En 30 ans, la superficie agricole augmente plus de 30 fois³⁶. Bien que très impressionnante, l'explosion de la production céréalière n'est pas le seul moteur de la croissance canadienne. La spécialisation des agriculteurs du Québec et de l'Ontario dans la production laitière, les exportations minières et de pâtes et papiers vers les États-unis de même que l'exploitation de l'hydro-électricité y participent également fortement.

Le secteur des transports continue un important développement amorcé au XIX^e siècle et on voit apparaître entre 1900 et 1915 deux nouvelles lignes de chemin de fer transcontinentales. La distance parcourue par des voies ferrées double, faisant du Canada le pays, à ce point de vue, le mieux doté par habitant au monde³⁷. On creuse également des canaux, on aménage le Saint-Laurent pour accueillir des navires de plus gros tonnages, les services publics (tramway, électricité, gaz) se développent dans toutes les villes, etc. Les grands projets ne manquent donc pas. Toutes ces entreprises nécessitent des sommes colossales de capitaux que l'on trouve principalement en Grande-Bretagne, mais également aux États-Unis. D'après Marr et Patterson, le niveau d'investissement étranger au Canada pour la période précédant la Première Guerre mondiale n'est comparable qu'à la période suivant la guerre civile aux États-Unis. Il dépasse même largement la révolution industrielle britannique et la croissance fulgurante du Japon entre 1917 et 1926³⁸.

³⁶ William L. Marr, Donald G. Patterson, *Canada : an Economic History*, Toronto, The McMillan Cie. of Canada, 1980, p. 346.

³⁷ Michael Bliss, *Northern Enterprise : Five Centuries of Canadian Business*, Toronto, McClelland & Stewart, 1987, p. 328.

³⁸ William L. Marr, Donald G. Patterson, *Canada : an Economic History...*, p. 226.

Il ne s'agit pas ici d'élaborer en détail sur l'histoire économique canadienne, mais plutôt d'essayer de cerner ce que pouvait être l'état d'esprit des hommes d'affaires de Montréal durant cette période. En premier lieu, il est facile de comprendre la vague d'optimisme qui règne dans les milieux d'affaires et dans la société en général. Après une dépression mondiale d'une vingtaine d'années, l'Ouest canadien livre enfin ses promesses, ce qui crée un réel effet d'entraînement sur tous les autres secteurs de l'économie³⁹. Lorsque Laurier déclare en 1904 que le XX^e siècle serait celui du Canada, on y croit. Maintenant que les terres se font rares dans l'Ouest américain et que les progrès de l'agriculture permettent une exploitation rentable des prairies canadiennes, celles-ci attirent enfin les flots de colons attendus depuis la complétion du Canadien Pacifique. Il semble alors n'y avoir aucune limite au développement agricole du Nord-Ouest. Cela sans compter les autres inépuisables ressources naturelles : bois, minéraux, et celles encore à découvrir. Il semble clair pour plusieurs que les Canadiens détiennent la mission de transformer cet énorme bassin de richesses naturelles en une grande civilisation⁴⁰.

Pour les hommes d'affaires de Montréal, et donc les membres du *Montreal Board of Trade*, tout cela est de très bon augure puisqu'ils sont les principaux intermédiaires entre la production venue de l'Ouest et le marché canadien traditionnel : la Grande-Bretagne. Ils en assurent le transport jusqu'à Montréal, l'entreposage, parfois la transformation, et souvent le transport transatlantique. C'est eux également qui importent

³⁹ Kenneth Norrie et Douglas O'ram, *A History of the Canadian Economy*, Toronto, Harcourt Brace, 1996, p. 239.

⁴⁰ Michael Bliss, *A Living Profit : Studies in the Social History of Canadian Business, 1883-1911*, Toronto, McClelland & Stewart Ltd., 1974, p. 104.

ou produisent les biens manufacturés nécessaires aux entreprises et à la consommation de l'Ouest, et qui les leur livrent sur leurs chemins de fer. Finalement, ils s'occupent également des services financiers nécessaires au développement du pays et sont les intermédiaires privilégiés des investisseurs anglais. En bref, ils bénéficient à tout point de vue du « boom » de l'Ouest.

Seule ombre au tableau : le système ne fonctionne que tant que le trafic circule de l'Ouest vers l'Est, avec l'Europe pour destination. Or, les États-Unis représentent un énorme marché à portée de main, en plein développement à partir du début du siècle et bien plus proche de Montréal que l'Angleterre. Il s'agit là d'une question grave pour le *Montreal Board of Trade* sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir.

La Politique nationale et le tarif préférentiel

Les marchands de l'import/export ne sont pas les seuls à s'inquiéter de la concurrence des États-Unis. Le gouvernement vote en 1879 la mise en place d'une frontière tarifaire importante sur toutes les importations. Cette mesure connue sous le nom de « Politique nationale » constitue l'un des enjeux politiques les plus importants de l'époque⁴¹. Son objectif est d'encourager le développement de l'industrie canadienne en la protégeant de la concurrence internationale, et particulièrement américaine. Dans un sens plus large, on inclut parfois sous l'appellation de Politique nationale d'autres mesures gouvernementales visant à développer l'économie du Canada tout en renforçant son indépendance vis-à-vis des États-Unis. Le meilleur exemple étant la politique de

⁴¹ Michael Bliss, *A Living Profit...*, p. 12.

construction des chemins de fer transcontinentaux limitant le plus possible les connections vers le Sud pour favoriser une circulation intérieure de l'Est à l'Ouest⁴².

Bien qu'il soit difficile d'évaluer la réussite de la Politique nationale sur le développement industriel, celle-ci demeurera toujours un symbole du nationalisme canadien. Défendre la Politique nationale, c'est vouloir donner du travail aux Canadiens plutôt qu'aux Américains, favoriser le développement du pays, se protéger de l'annexion par les États-Unis⁴³. Bien entendu, les milieux d'affaires montréalais, du moins du côté du *Board*, la voit d'un très bon œil et participent activement à la mettre en place ainsi qu'à la développer. De toute façon, le fardeau du protectionnisme est surtout assumé par le consommateur qui doit payer plus cher pour des biens qui pourraient être importés à moindre prix.

Le *Board* soutient également une autre mesure prise par le gouvernement en 1897, le tarif préférentiel, qui réduit d'un quart, puis d'un tiers en 1900, les droits de douane sur les importations de Grande-Bretagne. Il s'agit d'une mesure allant dans le sens d'une plus grande cohésion économique entre les différentes parties de l'Empire britannique. Celle-ci ne plaît pas à tout le monde, comme c'est le cas de l'Association des manufacturiers canadiens qui favorise le protectionnisme, ainsi que les milieux d'affaires francophones qui y voient un cadeau injustifié pour la Grande-Bretagne et une marque de dépendance⁴⁴.

⁴² Kenneth Norrie, Douglas Owsram, Harcourt Brace, *A History of the Canadian Economy...*, p. 239.

⁴³ Michael Bliss, *Northern Enterprise...*, p. 301.

⁴⁴ Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté : le libéralisme des milieux d'affaires francophones de Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988, p. 174.

La concentration économique

Un autre phénomène d'importance pour le groupe qui nous intéresse est le processus de concentration économique qui s'opère durant la période et dont le pic se situe un peu avant la Première Guerre. Wallace Clement le décrit comme le passage du capitalisme d'entrepreneur au capitalisme « corporatif »⁴⁵. Les petites compagnies sont progressivement absorbées par des conglomérats et, au fil des fusions, des secteurs industriels entiers se retrouvent sous la gestion d'une poignée de géants. Par exemple, en 1901, la *Montreal Light Heat and Power* détient pratiquement tout le marché de l'énergie de la région de Montréal. Le même phénomène s'observe dans la plupart des secteurs, y compris la farine, le textile, le charbon, le bois, l'import/export, le ciment, et l'acier⁴⁶.

En conséquence, les propriétaires d'entreprises ayant été achetées deviennent des travailleurs spécialisés pour les grandes sociétés et la propriété se retrouve entre les mains d'un nombre réduit d'individus⁴⁷. Clement estime qu'à cette époque, une cinquantaine de personnes détient plus du tiers de la richesse canadienne, la plupart d'entre eux résidant à Montréal⁴⁸. Le seul Hugh Allan cumule 25 postes d'administration dont six présidences⁴⁹. Cette concentration des directions d'entreprises laisse voir que les hommes d'affaires montréalais forment un groupe de plus en plus compact qui voit son

⁴⁵ Wallace Clement, *The Canadian Corporate Elite : an Analysis of Economic Power*, Toronto, McClelland and Stewart Ltd., 1975, p. 73.

⁴⁶ Michael Bliss, *Northern Enterprise...*, p. 338.

⁴⁷ Gilles Piédalue, *La Bourgeoisie canadienne et le problème de la réalisation du profit au Canada*, thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Montréal, 1979, p. 166.

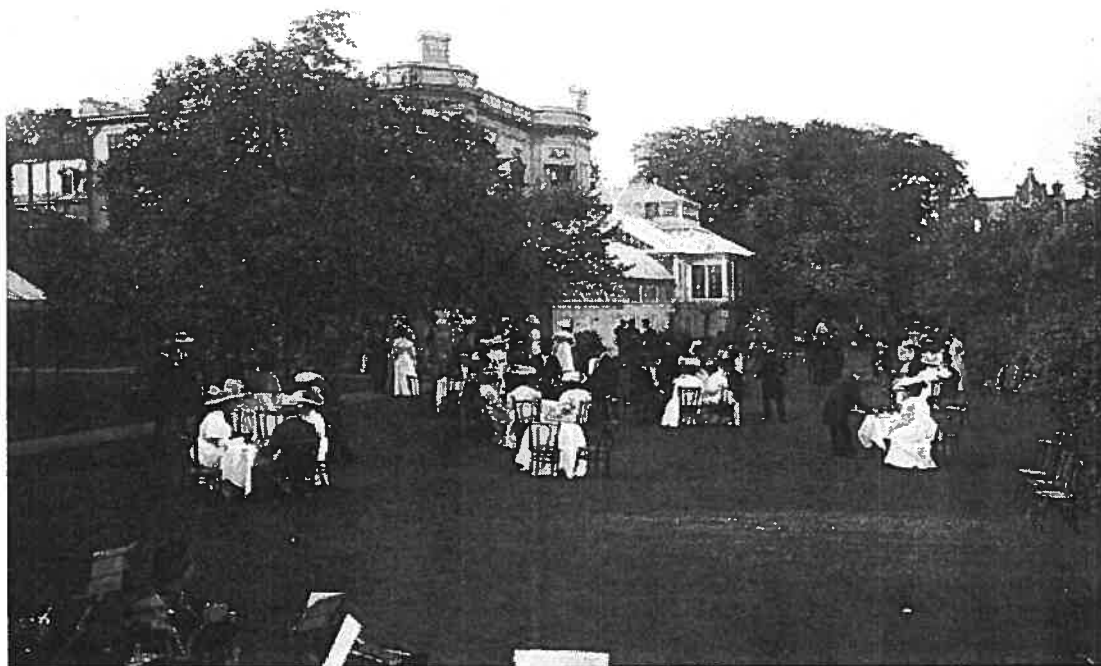
⁴⁸ Wallace Clement, *The Canadian Corporate Elite...*, p. 71.

⁴⁹ Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec Contemporain : De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal, 1989 p. 520.

pouvoir s'accroître. Il est significatif qu'au *Montreal Board of Trade*, le nombre de membres reste stable ou même diminue jusqu'en 1908 alors que la ville est en explosion démographique et économique⁵⁰.

Illustration A : Réception chez Robert Meighen, Mille carré doré, 1908

(Source : Wm. Notman & Son, Musée McCord)



La communauté d'affaires anglophone montréalaise

Bien que les quelque 1000 membres du *Board of Trade* ne constituent certainement pas l'entièreté de la communauté d'affaires montréalaise, ce dernier agit comme son principal porte-voix auprès des différents paliers de gouvernement. En étudiant l'idéologie du *Board*, il est donc possible de prétendre cerner l'idéologie de cette

⁵⁰ Voir annexe A.

communauté, ou, du moins, de son élite. Afin d'étendre la portée de notre source principale, nous avons ajouté aux archives du *Board* le contenu éditorial du *Canadian Journal of Commerce*. Il s'agit de l'une des plus importantes publications d'affaires canadiennes et il est publié à Montréal. Avant de procéder à une description plus précise de l'organisme, il serait pertinent de s'arrêter à un examen plus général de l'élite d'affaires de Montréal.

Solidarité

Si le *Montreal Board of Trade* possède certainement une forme d'idéologie institutionnelle, peut-on présumer qu'il en est de même pour l'ensemble de l'élite d'affaires montréalaise ? S'agit-il d'un groupe social suffisamment homogène pour partager un ensemble de valeurs cohérentes ? Plusieurs indications abondent dans ce sens. En plus du phénomène de concentration économique que nous avons décrit plus tôt et qui contribue à limiter le nombre de personnes au sommet de la pyramide économique, d'autres facteurs viennent souligner l'aspect compact de cette classe sociale. D'après Gilles Piédalue, alors qu'au XIX^e siècle le recrutement de la haute bourgeoisie se faisait en bonne partie au sein de la petite et moyenne bourgeoisie locale et étrangère, au début du XX^e siècle, cette mobilité aurait presque disparue. L'élite d'affaires est dorénavant suffisamment structurée pour assurer la majeure partie de son renouvellement à l'interne⁵¹. Cette fermeture se manifeste par un recrutement plus sélectif passant par le biais d'avantages inaccessibles à la majorité de la population : un

⁵¹ Gilles Piédalue, *La Bourgeoisie canadienne...*, p. 207.

accès à une éducation postsecondaire⁵², les contacts internes, la richesse héritée, l'accessibilité aux clubs privés, etc⁵³. La collusion du milieu des affaires montréalais se manifeste également par l'interdépendance des conseils d'administration. En étudiant le nombre d'administrateurs communs des principales entreprises, Piédalue découvre qu'un quart des administrateurs cumulent la moitié des postes d'administration. En 1910, 89% des 95 plus grandes sociétés canadiennes partageaient au moins un administrateur, et 68% au moins deux⁵⁴.

À Montréal, cette solidarité économique est renforcée par une proximité géographique. La plupart des membres de cette élite vivent dans le quartier aujourd'hui connu sous le nom de Mille Carré Doré (de Guy à Bleury et de Des Pins à René-Lévesque) et ils participent au même réseau de relations sociales. En bref, il s'agit d'un groupe partageant généralement des *backgrounds* communs, qui se connaissent personnellement, qui ont souvent été aux mêmes écoles, qui fréquentent les mêmes églises, qui se marient entre eux et qui sont membres des mêmes clubs⁵⁵. Il s'agit pratiquement d'une société fermée. La sociologue Margaret Westley, qui a étudié ce groupe grâce à des témoignages directs, résume ainsi la situation :

Il est facile de constater à quel point le monde des affaires était uni. On s'invitait mutuellement à siéger à des conseils d'administration. Les liens créés étaient autant familiaux que commerciaux. Les nombreux mariages contractés entre ces familles faisaient que tout le monde était plus ou moins parent, par consanguinité ou par alliance⁵⁶.

⁵² En 1885, 5% des grands bourgeois ont un diplôme collégial et 0% universitaire; en 1930, c'est respectivement 35% et 37%. (Gilles Piédalue, *La Bourgeoisie canadienne...*, p. 360).

⁵³ Wallace Clement, *The Canadian Corporate Elite...*, p. 6.

⁵⁴ Gilles Piédalue, *La Bourgeoisie canadienne...*, p. 172.

⁵⁵ William L. Marr, Donald G. Patterson, *Canada : an Economic History...*, p. 240.

⁵⁶ Margaret W. Westley, *Grandeur et déclin : l'élite anglo-protestante de Montréal 1900-1950*, Montréal, Libre Expression, 1990, p. 23.

En fait, l'élite commerciale montréalaise a conservé le modèle des *merchant princes* du XIX^e malgré le passage progressif à un capitalisme « corporatif ». Le fait que le Canada demeure au XX^e siècle une zone d'investissements très risqués et très spéculatifs expliquerait cet état de fait selon les économistes Marr et Patterson. Les rapports personnels et la confiance mutuelle sont alors fondamentaux pour aller chercher l'épargne des investisseurs. Ces rapports existaient non seulement au sein de l'élite commerciale montréalaise, mais ils se retrouvaient également entre celle-ci et ses vis-à-vis britanniques, la principale source de l'investissement⁵⁷.

Profil social

La plupart des informations disponibles sur le profil social de l'élite économique canadienne proviennent des travaux de T. W. Acheson⁵⁸. Ses données sont citées par la plupart de nos auteurs : Bliss, Clement, Porter, Niosi, Piédalue et Linteau. Bien qu'elles ne concernent malheureusement pas précisément Montréal, elles brossent tout de même un tableau intéressant. En 1910, 49% des grands bourgeois canadiens vivent dans la région du Saint-Laurent (principalement Montréal) et 27% dans l'Ontario péninsulaire (de Kingston à la fin des Grands lacs). La plupart, 74% d'entre eux, sont nés au Canada, alors qu'il ne s'agissait que de 51% en 1885. Environ 70% des autres membres de cette élite proviennent des Îles britanniques, le reste des États-Unis. Seulement 16% d'entre eux ont eu un père agriculteur ou ouvrier, les autres étant fils d'hommes d'affaires ou de

⁵⁷ William L. Marr, Donald G. Patterson, *Canada : an Economic History...*, p. 241.

⁵⁸ T. W. Acheson « Changing Social Origins of the Canadian Industrial Elite, 1880-1910 », *Business History Review*, vol. 43, no. 2, 1973.

professionnels. L'écrasante majorité est anglophone, protestante et souvent d'origine écossaise

D'après Westley, le mode de vie de cette élite à Montréal demeure résolument calqué sur celui de la Grande-Bretagne. On y voyage le plus souvent possible et on espère trouver des domestiques ainsi qu'une *nanny* britannique pour les enfants⁵⁹. Les écoles offrent un contenu britannique, les cours sont dispensés à la manière britannique et les professeurs sont souvent d'origine britannique⁶⁰. Ceux-ci tentent activement de limiter l'influence américaine jugée néfaste. On y présente l'histoire canadienne comme un aspect de l'histoire britannique et l'enseignement de l'histoire américaine cesse avec la Révolution de 1776⁶¹. D'après certains des témoignages recueillis, l'identité britannique était si forte qu'il régnait dans la communauté une certaine impression de vivre en exil⁶².

Le *Montreal Board of Trade*

En 1822, un groupe de marchands de Montréal fondent le *Committee of Trade* afin de se doter d'une organisation pour arbitrer leurs différends et les représenter auprès des diverses instances gouvernementales. Le Parlement du Canada Uni leur accorde une charte en 1842, ce qui marque la naissance officielle du *Montreal Board of Trade*. Plus

⁵⁹ Margaret W. Westley, *Grandeur et déclin...*, pp. 34, 44.

⁶⁰ Daniel Francis, *National Dreams : Myth, Memory and Canadian History*, Vancouver, Arsenal Pulp Press, 1997, p. 52.

⁶¹ Margaret W. Westley, *Grandeur et déclin...*, p. 72.

⁶² Margaret W. Westley, *Grandeur et déclin...*, p. 64.

tard, en 1887, les marchands francophones de la ville s'associent pour fonder la Chambre de Commerce du district de Montréal. Ils n'étaient pas exclus du *Board* mais leur voix y était plutôt faible. Ils ne représentaient pas des intérêts de même envergure et les droits d'adhésion au *Board*, au montant de 100\$ suivi d'une cotisation annuelle de 10\$, constituaient une barrière pour plusieurs⁶³. En 1992, les deux institutions fusionnent pour former la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, reflet du recul de l'élite économique anglophone et de la montée de sa contrepartie francophone.

Au début de notre période, en 1897, le *Board* est constitué de 990 membres. L'institution voit alors son *membership* décliner depuis une dizaine d'années pour atteindre un creux en 1901 avec 856 membres alors qu'il en comptait 1362 en 1887. En 1906, l'exécutif décide de lancer une campagne d'adhésion pour renverser cette tendance qui va à l'encontre de la croissance démographique de Montréal et de sa communauté d'affaires. Des équipes de recruteurs sont organisées et le tarif d'adhésion est baissé à 50\$ (une réduction de 50%) jusqu'à l'atteinte de l'objectif fixé de 1500 membres. En 1919, on se félicite du dépassement de cet objectif et on décide de reconduire la réduction du tarif jusqu'au cap des 2500 membres. De par son *membership*, l'organisme jouit d'un rayonnement considérable⁶⁴.

À l'image de l'élite économique canadienne, les effectifs du *Board* sont en grande majorité anglophones. En analysant la liste des membres, on peut estimer

⁶³ Au début du siècle, l'entrée à la Chambre de commerce du district de Montréal ne tient qu'à une cotisation annuelle de 5\$ sans frais d'adhésion.

⁶⁴ La Chambre de commerce du district de Montréal connaît également une croissance importante, passant de moins de 500 membres au tournant du siècle à environ 1000 membres vers 1910.

approximativement le pourcentage d'anglophones à 89% en 1897 et à 82% en 1921. L'autre portion du membership est principalement occupée par les francophones dont le nombre relatif augmente sensiblement lors de la campagne d'adhésion. On retrouve également parmi les membres quelques rares noms aux consonances allemandes, d'Europe de l'Est, d'Italie et du Proche-Orient.

Figure 1 : *Membership du Montreal Board of Trade (1897-1921)*⁶⁵

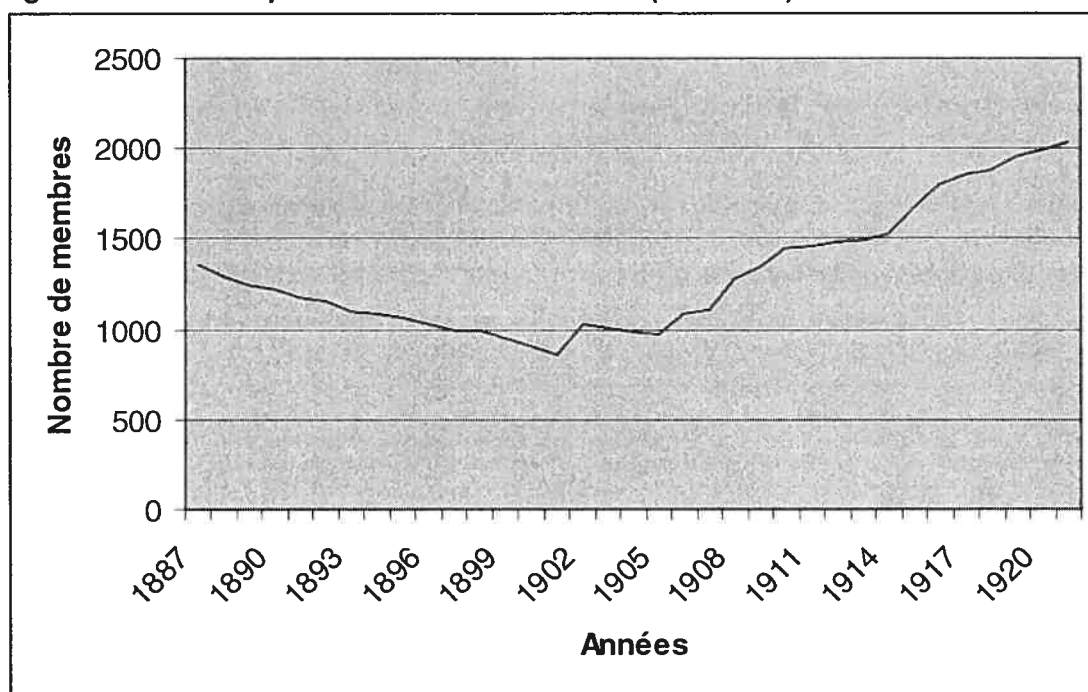


Tableau I : *Origine ethnique des membres du Montreal Board of Trade (1897-1921)*⁶⁶

Année	Anglophones	Francophones	Autres	Indéterminés
1897	89%	10%	0%	1%
1921	82%	14%	1%	2%

⁶⁵ Voir Annexe A.

⁶⁶ Voir Annexe A.

Activités du Board

L'objectif du *Board of Trade* demeure constant pendant toutes ces années : arbitrer les différends au sein de la communauté d'affaires et, surtout, représenter ses intérêts auprès de la Ville, de la province et du gouvernement fédéral. L'organisme est avant tout une plateforme de représentation et de lobbying pour faire avancer les revendications du milieu des affaires. Afin de mieux cerner ses activités, nous passerons en revue ses principales revendications au cours de notre période, de 1897 à 1921. Pour évaluer l'importance des différents enjeux, nous nous baserons sur le volume de correspondances entre le *Board* et les différentes instances de gouvernement rapportées dans les rapports annuels. Ceux-ci contiennent des retranscriptions des principales communications envoyées aux ministres, maires et autres personnes, ainsi que la correspondance reçue. Bien qu'il ne s'agisse probablement pas de la totalité de la correspondance du *Board*, nous pouvons présumer que les questions faisant l'objet d'un plus grand nombre de lettres sont les plus importantes pour celui-ci. (Voir annexe D)

La correspondance révèle la grande quantité de dossiers traités par le *Board*, et surtout leur variété. L'organisme est composé de membres actifs au sein d'entreprises œuvrant dans des secteurs très divers, ce qui nécessite des interventions de toute sorte auprès des gouvernements. Qu'il s'agisse du contrôle des balances industrielles importées, du test obligatoire du poisson pêché, de l'augmentation des subventions pour la poste, de la standardisation des formats de fromage, du contrôle chimique du thé, de l'adoption de la graphie *Ltd.* plutôt que *Limited*, ou du passage au système métrique, etc., le *Board* se prononce sur un large éventail de sujets. Certains enjeux se démarquent

toutefois avec évidence pendant notre période : il s'agit de l'aménagement du Saint-Laurent, de l'expansion du port de Montréal et de la conduite des affaires municipales.

Depuis le passage à la vapeur, les navires commerciaux ne cessent d'augmenter en taille. Afin de rester compétitive, la Ville de Montréal, qui doit une grande partie de sa prospérité à son port, doit être en mesure d'accueillir ces géants, ainsi que ceux de l'avenir. La question de la navigation sur le Saint-Laurent est l'enjeu qui occupe le plus le *Board* pendant les années que nous étudions. Il faut approfondir et élargir certaines parties du fleuve, entretenir et développer le réseau de phares et de bouées, améliorer les communications en étendant le télégraphe, faire des relevés plus fréquents et plus précis des marées, courants et hauts-fonds, etc. Ces questions font l'objet d'environ 45 communications, presque uniquement avec le gouvernement fédéral et principalement avec le ministre des Marines et Pêches, le ministre des Travaux publics et le Premier ministre du Canada. Le Gouverneur général est lui-même l'objet de quatre représentations importantes. La communication ne se fait pas en sens unique; les rapports annuels contiennent 18 lettres signées par le ministre de la Marine et des Pêches. Pour donner un point de comparaison, l'immigration, qui est aussi une question d'une certaine importance, ne fait l'objet que de cinq lettres officielles sur 25 ans. L'activité du *Board* autour de cette question diminue grandement en 1908 alors que sont complétés d'énormes travaux d'aménagement de la voie du Saint-Laurent financés par le fédéral. Il s'agit de l'aboutissement d'une étroite coopération entre le ministère de la Marine et des Pêches et le *Board of Trade* qui se déclare ensuite satisfait et reconnaissant.

Le second enjeu en importance est l'amélioration des infrastructures du port de Montréal. Il ne suffit pas que les énormes cargos puissent se rendre à Montréal, encore faut-il pouvoir les y accueillir. Il faut de nouveaux quais, des élévateurs à grain, des entrepôts pour la marchandise, un chantier naval et de meilleures connexions avec les réseaux de chemin de fer et de canaux. Selon le *Board*, le gouvernement fédéral devrait en défrayer les coûts et ensuite rendre le port d'utilisation gratuite pour attirer les bateaux. Ces questions font l'objet d'environ 42 communications dont le principal interlocuteur est Israël Tarte, ministre des Travaux publics, mais qui s'adressent également au ministre de la Marine et des Pêches, au Premier ministre, au Gouverneur général et au ministre des Canaux et Chemins de fer. Cette correspondance devient plus marginale à partir de 1911 alors que le Gouverneur général annonce l'ouverture d'un chantier naval à Montréal. Le *Board* a alors obtenu à peu près tout ce qu'il voulait, exception faite de la gratuité du port.

En tant qu'institution montréalaise, l'organisme s'intéresse évidemment beaucoup aux affaires de la métropole. Ses interventions à ce sujet sont très variées. Parmi les principales revendications, on retrouve l'instauration d'un bureau de commissaires pour chapeauter le Conseil de ville, la signature d'un contrat moins généreux avec la compagnie de tramways, un meilleur contrôle des finances publiques, une meilleure protection contre le feu, l'enfouissement des fils électriques, le droit de vote des compagnies par actions aux élections municipales et l'interdiction de cracher dans les rues pour prévenir la tuberculose. La plupart des 30 lettres recensées sont adressées au Maire ou au Premier ministre du Québec. Le *Board* s'adresse souvent à ce dernier pour passer par-dessus l'autorité de la Ville avec laquelle il ne s'entend pas

toujours bien. Il faut dire que les hommes d'affaires anglophones perçoivent l'hôtel de ville comme une administration populiste et corrompue dont ils tentent sans cesse de limiter les pouvoirs.

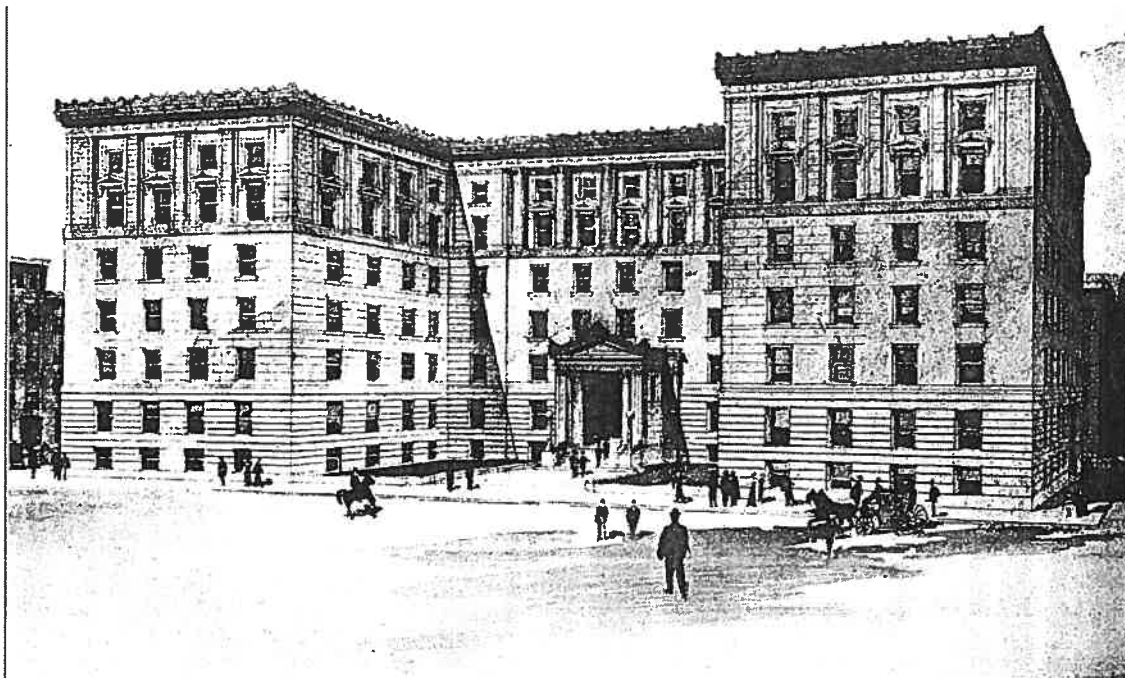
Sauf en ce qui a trait à la gestion de Montréal, le gouvernement de la province de Québec n'est pas un interlocuteur privilégié. Au-delà de sa base d'opération qu'est la ville de Montréal, le *Board* passe généralement directement au gouvernement fédéral. Il faut dire que les pouvoirs provinciaux dans le domaine économique sont beaucoup plus limités à l'époque. De façon générale, les hommes d'affaires anglophones de Montréal ne semblent pas s'identifier particulièrement à la province de Québec comme entité politique. Pour eux, la province à l'extérieur de Montréal se confond aisément avec les autres régions canadiennes.

Parmi les autres questions dignes de mention, il y a également celle du tarif préférentiel au sein de l'Empire et la loi sur la banqueroute. Pendant notre période d'étude, le Premier ministre fait l'objet de plus d'une dizaine de lettres lui demandant de défendre la création d'un espace commercial impérial protégé auprès du gouvernement britannique. Comme nous le verrons plus bas, il s'agit d'une question majeure pour le *Board*. Bien qu'elle soit moins présente dans la correspondance, celle-ci occupe une place importante dans les débats et se manifeste par une participation très active aux congrès des chambres de commerce impériales. Quant à la question des banqueroutes, il s'agit probablement de la réclamation la plus soutenue avec une dizaine de lettres au Premier ministre fédéral sur plus de 20 ans. En fait, le *Board* demande au gouvernement

fédéral dès 1897, et probablement avant, d'adopter une loi uniforme pour le règlement des faillites pour tout le Canada, ce qui arrive finalement en 1918.

Illustration B : Le siège social du *Montreal Board of Trade*

(Source : *The Board of Trade Illustrated Edition of : Montreal, the Imperial City of Canada*, The Trade Review Cie, Montreal, 1909)



MONTREAL BOARD OF TRADE BUILDING.—The Committee of Trade, the direct forerunner of the Montreal Board of Trade, was organized in 1822 and continued until 1810 when the Montreal Board of Trade, under the chairmanship of the late Hon. Peter McGill, founder of McGill College, was organized and incorporated in 1811, and has yearly grown in prestige, influence, and membership (now exceeding 1300), and has, from its earliest days, fully justified its existence and activity in promoting the commercial, the financial, and the civic interests of the City. The present building was erected in 1903, and is, undoubtedly, one of the finest temples of commerce on this or any other continent.

Portée des revendications

Il apparaît évident que ce que le *Board of Trade* pense, dit et fait n'a pas qu'une portée locale. Montréal est alors la métropole incontestée du Canada, ce qui fait de sa chambre de commerce : « *The leading Board of Trade of Canada* »⁶⁷. On y retrouve les représentants des principaux acteurs économiques du pays : la Banque de Montréal, le

⁶⁷ Opinion reprise souvent dans les archives du *Board of Trade* ainsi que dans le *Journal of Commerce*. Quelques références : PV, janvier 1900, p.398, PV, janvier 1902, p. 50, *Journal of Commerce*, janvier 1904, p. 293.

Canadien pacifique, la Banque Royale, le Grand Tronc, la Baie d'Hudson, les principaux exportateurs et importateurs ainsi qu'une bonne partie de l'élite industrielle canadienne. Le Canadien pacifique à lui seul emploie presque autant de gens que le gouvernement canadien lui-même et rend un service tout aussi important⁶⁸. De plus, la majorité des millionnaires résident à Montréal et plusieurs d'entre eux participent ou participèrent activement aux activités du *Board*. Mentionnons Lord Strathcona (anciennement Donald Smith), W. Ogilvie et G. A. Drummond, les deux derniers ayant été présidents du *Board* et tous trois membres fondateurs du Mount Royal Club, le plus exclusif de la ville⁶⁹. Autrement dit, lorsque le *Board* parle, on écoute. Ce qui permet à un président de dire :

*The Montreal Board of Trade is the largest and most representative body of its kind in Canada. It has been a determining factor in mouldering legislation, affecting reform and improvements, and the wonderful progress of this city is, in a large measure, due to the work of the Board of Trade*⁷⁰.

Comme nous avons pu le constater, le *Board* entretient une correspondance abondante avec le Premier ministre du Canada, plusieurs membres de son cabinet, le Gouverneur général, le Premier ministre du Québec, ainsi qu'avec le maire de Montréal. Il obtient le financement d'énormes projets d'aménagement du fleuve et du port, ainsi que plusieurs amendements à des lois. Il contribue directement à la mise en place du bureau de contrôle de la ville de Montréal et donne son avis sur plusieurs questions touchant le commerce international.

⁶⁸ Michael Bliss, *Northern Enterprise...*, p. 299; Robert Rumilly, *Histoire de Montréal : Tome 3*, Montréal, Fides, 1972, p. 296.

⁶⁹ Margaret W. Westley, *Grandeur et déclin...*, p. 64.

⁷⁰ *The Board of Trade Illustrated Edition of : Montreal, the Imperial City of Canada*, Montreal, The Trade Review Cie, 1909, p. 2.

Il est à noter que l'influence du *Board of Trade* et de l'élite économique montréalaise ne se limite pas au secteur économique. À l'époque comme aujourd'hui, les journaux quotidiens sont détenus par de grands financiers et servent à la diffusion des idées de leurs propriétaires qui sont proches de partis politiques. D'autre part, toutes les institutions scolaires, caritatives et religieuses anglophones de Montréal sont financées et administrées par les membres de cette élite. Par exemple, la charte de l'Université McGill stipule que son conseil d'administration doit inclure le président du *Board of Trade*, ainsi que ceux du Canadien pacifique et de la Banque de Montréal⁷¹. Cependant, la zone d'influence du *Board* touche moins les francophones qui ont leur propre réseau d'institutions et leurs journaux.

Ses dirigeants

En regardant de plus près notre source principale, les archives du *Board of Trade*, il devient assez évident que les producteurs immédiats du discours de l'organisme sont en fait assez peu nombreux. Il s'agit principalement des membres de l'exécutif du *Board*. Comme nous nous intéressons davantage au contenu d'opinion plutôt qu'au contenu plus techniquement commercial, les portions les plus révélatrices sont surtout les rapports et les discours des présidents qui résument l'activité du *Board* et où ils traitent de l'actualité et des perspectives d'avenir. Les membres interviennent parfois dans les assemblées générales, mais c'est généralement dans le but d'appuyer la direction. La plupart des exceptions à cette règle seront traitées dans les chapitres suivants. En définitive, il est possible de présumer qu'en connaissant mieux le profil des présidents, nous saurons davantage qui parle lorsque le *Board* s'exprime.

⁷¹ Margaret W. Westley, *Grandeur et déclin...*, p. 222.

Si l'on observe le tableau des principaux postes de l'exécutif pendant la période étudiée (voir annexe B), on s'aperçoit rapidement que la vie démocratique de l'organisme n'est pas très mouvementée. Pendant 25 ans, à peine 10% des postes ont nécessité une élection. De plus, on peut remarquer une étonnante régularité dans les noms. Il semble que l'accession à la présidence passe généralement par une forme de parcours obligé incluant l'occupation successive du poste de 2ème vice-président, puis de 1er vice-président. Sur 25 présidents, seuls cinq échappent à cette règle. Cette régularité laisse deviner un large consensus sur les principaux dossiers qui animent le *Board*, ou, du moins, une absence de contestation. De deux choses l'une, ou bien tout le monde s'entend sur les grandes orientations à prendre, ou bien les membres font preuve d'une grande passivité. Nous penchons pour la première hypothèse mais le résultat est le même : la pensée du petit groupe à la tête de l'administration du *Board* constitue la pensée officielle de celui-ci.

Avec l'aide du *Dictionnaire biographique du Canada* et du *Who's Who and Why* de 1912⁷², nous sommes parvenus à rassembler quelques éléments d'informations sur 20 des présidents de notre période (voir annexe C). Il suffit d'y jeter un coup d'œil pour constater qu'il ne s'agit pas de la lie des membres du *Board*. La grande majorité d'entre eux sont les présidents d'entreprises d'envergure, les quelques autres en sont vice-présidents ou au pire directeurs. La plupart habitent le Mille Carré Doré (à 82%), le quartier des millionnaires, et ils fréquentent l'un et/ou l'autre des deux clubs les plus

⁷² *Who's Who and Why in Canada*, Toronto, Canadian Press Association, 1912

sélects de Montréal : le Mount-Royal Club (42%) et le Saint-James (58%). À l'exception de Zéphirin Hébert en 1917, ils sont tous anglophones et protestants. La majorité d'entre eux sont nés au Canada (65%), tous les autres proviennent des Îles britanniques (trois d'Angleterre, deux d'Écosse et deux d'Irlande). Parmi leurs intérêts principaux, on retrouve d'abord le commerce (75%), le secteur financier (45%) et finalement l'industrie (25%). La forte représentation du secteur du commerce explique probablement l'intérêt majeur, comme nous le verrons, de l'organisme pour les liens commerciaux avec la Grande-Bretagne. Il se distingue par là de la *Canadian Manufacturing Association*, un organisme beaucoup plus protectionniste.

Bien sûr, notre échantillon est restreint et les informations biographiques très fragmentaires, mais il ressort que le présidence du *Board of Trade* représente un poste prestigieux destiné à ceux ayant fait leur preuve tant dans les affaires qu'au sein même de l'institution.

Entre 1897 et 1921, Montréal est toujours la capitale économique incontestée du Canada. Alors que le Dominion connaît le plus impressionnant taux de croissance de son histoire, l'élite d'affaires de la métropole devient un groupe toujours plus riche. C'est une communauté devenue de plus en plus compacte avec la vague de fusions d'entreprises qui survient à cette époque, et qui gagne en puissance à mesure qu'elle devient plus homogène. Ses intérêts de classe sont relayés auprès des différents paliers de gouvernement par le biais de la plus importante chambre de commerce du pays : le

Montreal Board of Trade, qui jouit d'une énorme influence. Au cours des années étudiées, l'organisme obtient du gouvernement fédéral le financement de gigantesques travaux servant directement ses intérêts. Sa direction est assurée par l'élite économique de la ville et les décisions qui y sont prises sont plutôt consensuelles. La pensée du *Montreal Board of Trade* nous semble représentative de l'idéologie de l'élite économique anglophone de Montréal s'inscrivant dans une perspective résolument pancanadienne.

CHAPITRE 2

LE « NOUS »

Selon la définition proposée en introduction, l'idéologie permet à un groupe de se définir comme tel en s'attribuant un certain nombre de valeurs partagées ainsi qu'un projet commun. Dans cette optique, la citation suivante est un bon condensé de l'idéologie du groupe étudié : « *We, as a body, have no selfish aims to further. Our objects are simply to promote the well-being of our city, of our province, and of this, the greatest and freest of all countries, the dominion of Canada* »⁷³. En premier lieu, le locuteur rappelle l'existence de ce « nous » en l'appuyant d'une comparaison organique : nous sommes un corps, nous pensons et agissons de concert. Dans la même phrase, il ajoute à ce nous une qualité : la générosité, ou plus précisément, l'absence d'égoïsme. Si « nous » ne sommes pas égoïstes, alors « eux » peuvent l'être; nous définirons dans un autre chapitre qui cela inclut. Ensuite, le projet commun est défini dans un sens très large comme étant la promotion du bien-être de Montréal, du Québec et du Canada.

Dans le cadre de ce chapitre, nous allons creuser la question du « nous » du *Montreal Board of Trade*. En premier lieu, nous tenterons de cerner le noyau de l'identité (le *body*) de ce groupe lié à la communauté d'affaires montréalaise. Quel est le

⁷³ Fonds du bureau de commerce de Montréal, Série B, *Procès verbaux des assemblées générales*, HEC Montréal, janvier 1904, p. 121.

contenu qui y est rattaché, quelles valeurs y sont attribuées ? Ensuite, nous nous attarderons à l'identité plus élargie du « nous » canadien. Qu'est ce que cela signifie ? Quel rôle le *Board* entend-il jouer dans la promotion du bien-être national ? Qu'entend-il par là ? Grâce à cette démarche, nous commencerons à voir apparaître les contours de l'idéologie du *Board* en dégagant les valeurs clefs ainsi que leur importance relative.

Nous ne nous attarderons pas à l'identité québécoise ou provinciale du *Board* pourtant mentionnée dans la citation ci haut car elle est très peu présente dans le discours. Cela s'explique de différentes façons. D'une part, les pouvoirs du législateur provincial sont à l'époque beaucoup plus limités qu'aujourd'hui, ce qui le rend moins intéressant pour un organisme qui s'applique à faire du lobbying. D'ailleurs, les principales démarches qu'il fait à Québec concernent directement la charte de la ville de Montréal plutôt que des questions provinciales à proprement parler. D'autre part, le reste de la province, territoire majoritairement francophone, est plus ou moins étranger à l'organisme. Les hommes d'affaires montréalais y sont économiquement présents, bien sûr, mais un peu au même titre que dans les provinces maritimes ou à l'est de l'Ontario. Il semble que la frontière provinciale ne soit pas très significative pour eux, au delà du point de vue administratif. Leur vision s'étend à tout le Canada.

Des hommes d'affaires

D'après Michael Bliss, au delà des différences ethniques, religieuses, de secteur d'activité ou de fortune, le fait d'être un homme d'affaires est ce qui détermine avant tout

la mentalité de ceux qui s'en réclament⁷⁴. Fernande Roy dans sa description des milieux d'affaires francophones du Québec constate également que le fait d'être catholique et francophone ne change rien à l'adhésion aux valeurs fondamentales du libéralisme qui sont globalement partagées par la majorité des hommes d'affaires du pays⁷⁵. Les sources de notre étude ne permettent pas de se prononcer sur l'uniformité des valeurs des milieux d'affaires à Montréal toutes langues confondues. Toutefois, elles montrent assez clairement que le fait de participer à l'activité économique est au cœur de l'identité du *Montreal Board of Trade*, comme on peut le constater dans l'affirmation suivante d'un de ses présidents : « *[We] had been given to understand that the representations made by this board carried greater weight than those of many boards, because they came from an organization composed entirely of businessmen* »⁷⁶. La force de l'organisme découle, entre autres, de son homogénéité. Il ne représente que des hommes d'affaires; on n'y retrouve aucun représentant d'autres milieux qui pourrait le détourner de sa mission. Mieux encore, il s'agit des meilleurs éléments : « *Among our members [...] most of our leading commercial men : bankers, manufacturers, importers, exporters and shippers* »⁷⁷. Bien qu'eux-mêmes ne se nomment jamais ainsi, les journaux, eux, ne se gênent pas ; le *Montreal Star* les identifie comme les : « *[...] merchant princes of Canada* »⁷⁸.

Travailler, être utile

⁷⁴ Michael Bliss, *A Living Profit : Studies in the Social History of Canadian Business, 1883-1911*, Toronto, McClelland & Stewart Ltd., 1974, p. 145.

⁷⁵ Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté : le libéralisme des milieux d'affaires francophones de Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988.

⁷⁶ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1917, p. 55.

⁷⁷ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1903, p. 91.

⁷⁸ Article du *Montreal Star* rapporté dans Fonds du bureau de commerce de Montréal, *Procès verbaux...*, janvier 1903, p. 121.

S'il y a une qualité qui distingue les hommes d'affaires, du moins de leur point de vue, c'est leur propension au travail : « *Work was the source of all value, all worth[,] [...] work, hard work, intelligent work, and then more work* »⁷⁹. Ils sont les agents actifs de leur propre vie ainsi que de la société. Par leur volonté et leur action, ils transforment le monde pour le mieux. Lorsque le *Board* rend hommage à ses membres disparus dans l'année, c'est cette qualité qui est la plus souvent citée : « *usefulness as a member* », « *a long and useful life* »⁸⁰, « *ability, industry [...], his life, an eminently useful one* »⁸¹, « *useful life* »⁸², « *wonderfully useful* », « *long and busy life* », « *most useful* », « *untiring energy and industry* », « *activity, energy* »⁸³.

Bien que les grands personnages aient droit à une description plus détaillée, un membre modérément important peut voir sa notice nécrologique se résumer ainsi : « Il eut une vie très utile ». Malgré que cela puisse paraître un peu sec et dénué de sentiment, il s'agit bel et bien d'un hommage. On peut présumer qu'avoir été utile est ce que les membres du *Board* aimeraient qu'on dise d'eux à leur mort. Avoir été utile, c'est avoir fait une différence en tant qu'individu. C'est avoir contribué au progrès par son esprit d'entreprise, son travail, son industrie, son énergie. On peut remarquer ici l'aspect mécanique de ces qualités. L'idée de progrès est particulièrement valorisée par les hommes d'affaires qui se perçoivent comme les réels bâtisseurs du Canada. Or, à l'époque, le progrès c'est la science et particulièrement la technologie dont le principal acteur est la machine. Il n'est alors pas si étonnant que les hommes d'affaires, qui sont en

⁷⁹ Michael Bliss, *A Living Profit...*, p. 27.

⁸⁰ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1896, p. 266.

⁸¹ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1897, p. 297.

⁸² Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1898, p. 327.

⁸³ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1900, p. 381.

quelque sorte les cerveaux ou les maîtres des machines, souhaitent, à leur image, paraître utiles, industriels, énergiques, infatigables et incorruptibles.

Cette valorisation du travail concret et utile se manifeste également dans la lutte soutenue du *Board* pour encourager et améliorer l'éducation technique et scientifique plutôt que les humanités. Comprendre la nature pour agir plus efficacement sur elle, voilà ce dont l'homme d'affaires a besoin. Selon James Crathern, un de ses présidents, les avantages d'une meilleure éducation mécanique, technique et scientifique sont ceux-ci : « *improved machinery and improved knowledge, [...] reducing cost of production and waste to minimum* »⁸⁴. Alors que certains pourraient voir l'éducation comme une façon de former de meilleurs citoyens, c'est une meilleure productivité que l'on souhaite ici.

Intégrité, honnêteté

L'intégrité est une autre valeur souvent attribuée aux défunts membres : « *unswerving integrity* »⁸⁵, « *unblemished character* »⁸⁶, « *unblemished integrity and fine sense of honour* »⁸⁷. Dans un discours sur l'avenir radieux du *Board*, le président Alex McFee souhaite que l'intégrité en soit la pierre angulaire⁸⁸. Bliss compte également l'intégrité au rang des principales valeurs des milieux d'affaires canadiens aux côtés de l'industrie et de la frugalité⁸⁹.

⁸⁴ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1899, p. 341.

⁸⁵ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1897.

⁸⁶ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1898.

⁸⁷ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1900.

⁸⁸ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1903.

⁸⁹ Michael Bliss, *A Living Profit...*, p. 18.

Bien qu'il s'agisse d'une qualité souvent attribuée, l'intégrité ne semble pas nécessiter de manifestation concrète, contrairement au travail ou à l'esprit d'entreprise dont les réalisations individuelles peuvent témoigner. En fait, elle apparaît plutôt comme une forme de caution morale à l'activité économique. Personne ne prétend que l'accumulation des richesses soit une fin en soi, cependant il n'y a rien de mal à cela s'il s'agit de la récompense d'un travail constant, pratiqué en toute honnêteté et intégrité⁹⁰. On présume que les fortunes instantanées résultant de la spéculation ou de la chance sont des accidents fortuits et tenus de disparaître⁹¹. En conséquence, on prête volontiers à ceux qui au cours de leur vie ont acquis une fortune importante et stable, les qualités morales que l'on présume nécessaires à cette réalisation : discipline, travail, ordre, honnêteté, modération, et, bien sûr, intégrité. Dire le contraire serait admettre la possibilité que la richesse puisse également être le fruit d'autres facteurs moins louables : la chance, la spéculation, l'opportunisme, l'exploitation, les connections sociales, les privilèges. Il semble important de maintenir la certitude que le succès est d'abord et avant tout le résultat de qualités individuelles intrinsèques, indépendantes des conditions sociales⁹².

Générosité et philanthropie

Quoique les hommes d'affaires ne reconnaissent pas volontiers une quelconque responsabilité du capital envers la société⁹³ ou encore le bien-fondé du principe de redistribution des richesses, il demeure quand même très bien vu de faire preuve de générosité. En fait, il s'agit de l'ultime vernis dont peut se parer un homme d'affaires, le

⁹⁰ Michael Bliss, *A Living Profit...*, p. 18.

⁹¹ Michael Bliss, *A Living Profit...*, p. 22.

⁹² Michael Bliss, *A Living Profit...*, p. 63.

⁹³ Michael Bliss, *A Living Profit...*, p. 56.

summum de la distinction, car il n'est pas à la portée de tous de pouvoir faire preuve de libéralité avec son bien. Si la richesse est la récompense d'un caractère irréprochable, celui qui a réussi au point de pouvoir redonner gracieusement doit certainement être une personne d'exception.

Le caractère ostentatoire de la générosité individuelle ne manque pas d'apparaître lorsqu'il est question de philanthropie. Par exemple, le président du *Board* dont il a été question plus haut et qui souhaitait voir l'intégrité devenir la pierre angulaire de l'institution, ajoute qu'une généreuse philanthropie en serait l'ornement⁹⁴. Si l'investissement dans la communauté n'est pas un des fondements de la mission du *Board*, il est valorisé et permet de bien paraître. Cette vision est également manifestée par un journaliste du *Journal of Commerce* : « *The millionnaires of Montreal have ever been foremost in philanthropic enterprises, as is well attested by the magnificent hospitals and educational institutions which adorn our city* »⁹⁵. Ce n'est pas l'important rôle joué par ces institutions qui est souligné ici, mais bien leur façon d'ajouter du cachet à la ville.

Cependant, il ne faudrait pas croire que la philanthropie des riches montréalais n'est que pure façade et autopromotion. La communauté anglophone a effectivement bénéficié d'institutions scolaires, caritatives et hospitalières de très haute qualité. Pourquoi alors insister sur le caractère superbe de la générosité des riches ? D'une part, cela permet de souligner l'aspect volontaire du don pour qu'on ne le confonde pas avec

⁹⁴ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1903, p. 91.

⁹⁵ *Journal of Commerce*, 15 mai 1896, p. 930.

un dû. Rappelons qu'à l'époque les individus et les entreprises ne sont taxés ni sur leurs revenus, ni sur leurs profits. Le partage est donc toujours un choix personnel. D'autre part, un tel discours est peut-être une façon d'associer l'élite économique à la noblesse traditionnelle anglaise. Celle-ci est tenue en très haute estime dans la communauté anglophone montréalaise et les *Merchant Princes* sont ce qu'on y trouve de plus proche. On parle des « *princely gifts of Lord Strathcona and Sir McDonald* »⁹⁶, de « *splendid generosity* ». On dit même de Lord Strathcona qu'il dépasse en générosité et en noblesse les nobles héréditaires d'Angleterre⁹⁷. D'après Margaret Westley, « [...] être accepté au sein de l'aristocratie britannique, sous quelque condition que ce soit, était la plus grande ambition sociale »⁹⁸.

Loyauté

Il n'est jamais question dans l'ouvrage de Bliss sur la mentalité des milieux d'affaires canadiens de leur rapport à la couronne britannique. On peut s'en surprendre car la loyauté à la couronne et à l'Empire est un des points saillants de l'identité du *Board of Trade*. Cela transparait avec évidence tant dans ses archives et dans le *Journal of Commerce*⁹⁹, que dans les témoignages recueillis par Westley. Néanmoins, la loyauté des membres du *Board*, et même leur impérialisme se manifestent de bien des façons. À chaque événement d'importance pour l'Empire ou à chaque passage d'un représentant du gouvernement britannique ou de l'aristocratie impériale, le *Board* s'occupe de la réception et des festivités. Lord Aberdeen, de passage en 1897, témoigne de cette

⁹⁶ Fonds..., *Procès verbaux*, janvier 1899, p. 341.

⁹⁷ *Journal of Commerce*, 19 janvier 1900, p. 190.

⁹⁸ Margaret W. Westley, *Grandeur et déclin : l'élite anglo-protestante de Montréal 1900-1950*, Montréal, Libre Expression, 1990, p. 34.

⁹⁹ Le *Journal* faisant partie des sources de Bliss..

attitude : « [...] *thanks for the loyal feeling which had always pervaded the businessmen of Montreal* »¹⁰⁰. Lors de la victoire sur les Boers, il organise une célébration que le président décrit ainsi : « *The "Change" was crowded with business men simply aglow with excitement and bursting with enthusiasm. [...] The Board of Trade gave place to nobody in their loyalty to Queen and Empire* »¹⁰¹. Lors de la mort de la reine, 2000 personnes sont présentes à l'Assemblée générale spéciale qu'il a convoquée, ce qui représente plus du double du nombre des membres. Le *Journal of Commerce* dit des positions du *Board* sur les questions impériales qu'il a : « *again shown the patriotic stand it has always taken in all matters in connection with Imperial interest* »¹⁰². Nous reviendrons plus tard sur la forme et le contenu de cet attachement à l'Empire.

Des Canadiens

Si le « nous » du *Board* est d'abord et avant tout centré sur la communauté d'affaires de Montréal, la citoyenneté canadienne se retrouve aussi au centre de l'identité de l'organisme. Le Canada est le territoire de ces hommes d'affaires, leur champ d'action et le lieu de réalisation de leur projet de société. Par ailleurs, nous verrons qu'ils confondent volontiers les intérêts du Canada avec les leurs, et le peuple canadien avec eux-mêmes. Nous nous attarderons donc au discours que le *Board* tient sur leur Dominion.

¹⁰⁰ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1898, p.339.

¹⁰¹ Fonds..., *Procès verbaux...*, mars 1900, p. 394.

¹⁰² *Journal of Commerce*, 16 mai 1902, p. 2410.

Une terre d'avenir

Pour les membres du *Board*, l'heure est à l'optimisme débordant. Ceux-ci ont l'impression de vivre un moment extraordinaire et de participer au développement d'une future grande puissance :

*Blessed by our creator with boundless sources of wealth, [...] the future of this great country has for it naught but grandeur and honour among the nations of the Earth, and health, happiness, and integrity and prosperity for those who come after us.*¹⁰³

Comme Laurier, ils pensent que le Canada connaîtra au XX^e siècle le développement que les États-Unis ont connu au siècle précédent. Le pays est perçu comme un enfant ayant grandi, prêt à vivre sa vie d'adulte : « *Canada has passed the creeping and walking period, and now we are liable to move along in strides* »¹⁰⁴.

Bien entendu, les hommes d'affaires se considèrent les principaux acteurs de ce développement. Il ne s'agit pas de conquête militaire, mais bien d'exploiter les ressources naturelles d'un territoire perçu comme vierge. À la base du rêve canadien se trouve la conviction qu'il s'agit d'un réservoir inépuisable de richesse : « *boundless sources of wealth* », « *richer in natural resources than any country* »¹⁰⁵. Il s'agit d'une réelle terre promise et la connotation religieuse n'est pas absente du discours : « *blessed by our creator* », « *great land flowing with milk and honey* »¹⁰⁶. Ils se sentent investis d'une mission divine, celle de transformer les richesses naturelles du pays pour faire du

¹⁰³ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1903, p. 98.

¹⁰⁴ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1900, p. 372.

¹⁰⁵ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1902, p. 63.

¹⁰⁶ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1896, p. 273.

Canada une grande nation¹⁰⁷. Toutefois, si l'on parle volontiers de progrès moral, c'est surtout de prospérité et de progrès matériel dont il est question. Évidemment c'est par le développement économique qu'advindra cet avenir radieux, comme en témoigne le président James Crathern : « *He concluded by expressing his unlimited confidence in the future of Canada [...] if we were only guided by strict business principles* »¹⁰⁸.

La nordicité

Si les hommes d'affaires vivent une histoire d'amour avec le Canada, ils souffrent toutefois d'un réel complexe en ce qui a trait à son rude climat froid : « *In no respect has Canada suffered more from misrepresentation than that of her climate* »¹⁰⁹. Pour le reste du monde, le Canada est encore bien souvent perçu comme les fameux « quelques arpents de neige » du *Candide* de Voltaire. Pour ceux qui voient le Canada comme la prochaine grande puissance mondiale, cette impression est non seulement blessante, mais également dommageable car il faut convaincre le plus de gens possible de venir s'installer dans le nord-ouest du pays. Autour de cette question épineuse, la communauté d'affaires de Montréal oscille entre la minimisation et la valorisation du froid.

Par exemple, pendant plusieurs années, le *Board of Trade* s'oppose avec succès à l'instauration d'un carnaval d'hiver à Montréal. Cela aurait pour effet, d'après eux, de mettre indûment l'accent sur le froid canadien, donnant au monde l'impression qu'il n'y a rien d'autre au Canada¹¹⁰. On comprend ici que le froid n'est pas quelque chose de

¹⁰⁷ Michael Bliss, *A Living Profit...*, p. 104.

¹⁰⁸ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1899, p. 366.

¹⁰⁹ Ernest J. Chambers, *The Book of Montreal*, Montreal, Book of Montreal Cie., 1903, p. 9.

¹¹⁰ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1905, p. 145.

particulièrement positif; il ne faut pas que les gens pensent qu'il fait si froid au Canada. Cependant, on tente en même temps de convaincre que le froid est un atout canadien. L'argument principal développé étant que le froid rend le climat plus sain, comme par exemple dans cette description des richesses nationales destinée aux étrangers : « [...] *productive soil, inexhaustible stores of mineral wealth, and, what is just as important, a salubrious climate* »¹¹¹. On ne définit pas davantage ce qui rend le climat canadien salubre, mais on comprend qu'il s'agit de sa situation nordique.

Ce discours n'est pas seulement destiné aux étrangers. Le *Journal of Commerce* travaille fort pour valoriser le climat canadien auprès du public local, quoique pas toujours de façon très convaincante : « *It is remarked by physicians that the health of the city is exceptionally good, perhaps some of our meteorologists may see some connection between this and the enormous snowfall* »¹¹². En 1902, le *Journal* explique ainsi le taux de croissance économique supérieur du Canada à celui des États-Unis : « [...] *extra vigor imparted through living in a healthier climate* »¹¹³. Les bienfaits du froid ne s'arrêtent pas aux personnes, aussi étonnant que ça puisse paraître, l'agriculture en bénéficie également, du moins selon le gouverneur général Earl Gray :

*[...] the laws of nature have decreed that the country which exists nearest the northern limit of production has been blessed with an inherent virtue which enables it to produce the best fruits, the hardest cereals, and the finest and most strenuous men that can be found on the earth*¹¹⁴.

D'après Berger, l'adjectif nordique en vient à signifier énergie, force, autonomie, santé et pureté. Le climat canadien améliore autant les qualités physiques que morales

¹¹¹ Ernest J. Chambers, *The Book of Montreal...*, p. 9.

¹¹² *Journal of Commerce*, 11 février 1898, p. 203.

¹¹³ *Journal of Commerce*, 16 mai 1902, p. 3109.

¹¹⁴ *Journal of Commerce*, 28 avril 1905, p. 1058.

des individus car les hivers longs forcent l'économie, la prévoyance; il facilite même l'étude et est incompatible avec le laxisme¹¹⁵. Toutefois, le climat ne réussit pas à tout le monde, ce qui permet d'y trouver une bonne raison pour ne pas accepter une immigration indésirable au Canada : « *our long winters in the east would kill out such a set at any rate* »¹¹⁶.

Malgré ces contradictions, le froid, ou ce qu'on pourrait appeler aujourd'hui la nordicité, devient un élément très important de la définition de l'identité nationale. D'une part, ce trait permet de distinguer les Canadiens de leurs voisins du Sud, ce qui demeurera toujours l'essentiel de l'exercice. D'autre part, la conviction que l'adaptation au rude climat canadien nécessite des qualités exceptionnelles permet d'imaginer l'existence d'une race canadienne forte en formation. Le mythe de la supériorité nordique n'est pas une invention canadienne; il était développé à l'époque par des penseurs en Europe et aux États-Unis (pensons à Madison Grant) et il représentera une des grandes inspirations du nazisme d'Hitler. Cependant, la variante canadienne offre une distinction intéressante : elle ajoute une caractéristique environnementale au bagage héréditaire. Pour la plupart des anglo-saxonistes comme Grant, c'est l'origine nordique de la race qui représente un avantage, pas la situation géographique actuelle des peuples¹¹⁷. Pour plusieurs intellectuels canadiens-anglais, le fait de vivre au nord crée en soit les conditions d'émergence d'une race supérieure. Cette conception permet l'inclusion de l'autre souche « raciale » importante au Canada, les francophones qui ont une longue

¹¹⁵ Carl Berger, *The Sense of Power...*, p. 131.

¹¹⁶ *Journal of Commerce*, 10 juin 1910, p. 808.

¹¹⁷ Sur la pensée raciale aux États-Unis, voir John Higham, *Strangers in the Land: Patterns of American Nativism 1865 – 1924*, New York, Atheneum, c1955.

histoire d'adaptation au climat. Pour ceux qui accordent plus d'importance à l'aspect héréditaire, on considère de toute façon que les Canadiens français seraient principalement d'origine normande et bretonne, les régions les plus nordiques de la France¹¹⁸.

La loyauté

Si la nordicité est un trait important de l'identité canadienne, la loyauté à la couronne britannique l'est encore davantage, du moins du point de vue des milieux d'affaires montréalais. Selon le livre publié par le *Board* sur la ville de Montréal en 1903 et destiné aux participants du Congrès international des chambres de commerce de l'Empire : « *The average Canadian has little inclination and less time for speculative politics [...] his dearest ambition is to see Canada maintain his place as the brightest gem in the Crown of Britain* »¹¹⁹. Encore une fois, on arrive à intégrer les Canadiens français à cette vision des choses en spécifiant que pour les anglophones, cette loyauté résulte de « *affection and pride of blood relationships* », et que pour les francophones, il s'agit d'une manifestation de « *gratitude for fair treatment* »¹²⁰. Cependant, certains indices laissent à penser que cette loyauté n'est pas aussi acquise que le voudrait le *Board*, et qu'elle reste en partie à construire. Dans un discours commémorant le départ du gouverneur général Lord Minto en 1903, le représentant du *Board* dit : « [...] *that the conclusion of your administration will find the people of this country more than ever loyal and devoted adherents of the Great Empire to which they belong* »¹²¹. Le mot

¹¹⁸ Carl Berger, *The Sense of Power...* p. 128.

¹¹⁹ Ernest J. Chambers, *The Book of Montreal...*, p. 20.

¹²⁰ Ernest J. Chambers, *The Book of Montreal...*, p. 20.

¹²¹ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1904, p. 148.

« adhérent » suggère une participation volontaire ayant été encouragée par la bonne administration du gouverneur général. S'il s'agissait d'un simple état de fait, peut-être aurait-on employé le mot « sujet ».

La loyauté est également une autre façon de se démarquer des Américains. D'après Berger, l'immigration des loyalistes est l'un des mythes fondateurs du Canada. Ceux-ci auraient constitué la crème des 13 colonies américaines, des hommes honnêtes, loyaux, dévoués, pieux et droits, « *the purest blood* »¹²². Leur attachement à la couronne en aurait fait des personnes supérieures qui ont constitué la pierre angulaire de l'identité canadienne.

Un héros

En étudiant les héros d'une communauté, on peut certainement en apprendre beaucoup sur celle-ci. Qu'est-ce qu'un héros si ce n'est l'incarnation de toutes les valeurs et vertus positives d'un groupe ? Si on voulait faire l'exercice avec le *Montreal Board of Trade*, notre homme serait certainement Lord Strathcona, anciennement Donald Smith. Bliss le surnomme d'ailleurs le « *near-mythical titan of the CPR* »¹²³. Durant sa longue carrière, il sillonne le Canada tant comme politicien que comme dirigeant des principales entreprises du pays : la Compagnie de la Baie d'Hudson, le Canadien Pacifique et la Banque de Montréal. Il acquiert ce faisant une immense fortune et obtient un titre de noblesse héréditaire. Il s'installe en Angleterre vers la fin de sa vie tout en demeurant président de la Banque de Montréal. Bien que d'origine écossaise, il s'identifie comme

¹²² Carl Berger, *The sense of power...* pp. 99-101.

¹²³ Michael Bliss, *A Living Profit...*, p. 27.

Canadien et défend la cause du Canada auprès des intérêts britanniques. D'ailleurs, même s'il est établi en Angleterre, il conserve sa somptueuse demeure du Mille Carré Doré avec domesticité complète¹²⁴.

L'attachement du *Board* pour Lord Strathcona est souligné à plusieurs occasions. Par exemple, on lui laisse l'honneur d'inaugurer les deux édifices où loge le *Board of Trade*. Lorsque l'organisme organise le V^e Congrès des chambres de commerce de l'Empire, c'est lui qu'on invite pour agir en tant que président. Quelles sont les qualités exemplaires du Lord ? D'une part, il est perçu comme un réel *self-made man*, ne devant son succès qu'à son habileté et à son travail : « [...] *from comparatively humble beginnings he rose by his own merit to be one of the greatest men of the Empire* »¹²⁵. Il a par ailleurs fait preuve d'une énergie hors du commun en réalisant ses plus hauts faits après l'âge vénérable de 60 ans¹²⁶. C'est également un champion de la philanthropie en ayant contribué généreusement entre autres à l'hôpital Royal Victoria et à l'université McGill. Sa loyauté à la couronne dépasse toutes les attentes lorsqu'il arme un régiment de cavalerie à ses propres frais, le *Strathcona Horse*, expédié pour combattre lors de la guerre de Boers : « *It is admitted that Lord Strathcona has outshone all others in splendid generosity* »¹²⁷. Selon le *Journal of Commerce*, c'est le Canada entier qu'il fait briller par sa conduite : « *For this unique display of munificence to have been the work of a Canadian gives Canada a distinction amongst the nations which will for ever be her*

¹²⁴ Robert Rumilly, *Histoire de Montréal : tome 3*, Montréal, Fides, 1972, p. 383.

¹²⁵ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1914, p. 374.

¹²⁶ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1914, p. 374.

¹²⁷ *Journal of Commerce*, 19 janvier 1900, p. 190.

pride and honour »¹²⁸. Il partage également l'optimisme du *Board* quant à l'avenir du Canada : « *His magnificent optimism regarding this country has been and is being so wonderfully justified* »¹²⁹. Finalement, en devenant pair de l'Empire, il réalise individuellement ce que l'on souhaite pour le Canada, devenir une nation égale à l'Angleterre au sein de l'Empire. En 1906, un groupe d'hommes d'affaires montréalais tente d'ériger une statue en son honneur. Ce ne sera pas possible car, selon la coutume britannique, seuls les membres de la royauté peuvent être l'objet d'un tel honneur de leur vivant. En guise de compromis, on érige en 1907 un monument de bonne taille en l'honneur du régiment *Strathcona Horse*¹³⁰. Strathcona est en quelque sorte le modèle du *merchant prince* par excellence. Comme autres figures de proue pour le Board, il y a Lord Mount Stephen, George A. Drummond, sir William C. Van Horne, etc.

Illustration C : Monument Strathcona, Square Dominion, Montréal, 1910

(Source : Wm. Notman & Son, Musée McCord)



¹²⁸ *Journal of Commerce*, 16 mars 1900, p. 826.

¹²⁹ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1914, p. 374.

¹³⁰ Robert Rumilly, *Histoire de Montréal...* p. 384.

Il est assez révélateur de constater que lorsqu'il est question du succès de ces grands hommes d'affaires, on ne mentionne jamais la contribution du gouvernement et, par extension, celle de la population canadienne. On peut bien admirer Strathcona et Stephen pour la réalisation du Canadien Pacifique, mais il serait plus complet de souligner le soutien du fédéral à l'entreprise : 25 millions de dollars ainsi que 25 millions d'acres de terre octroyés gratuitement¹³¹. Pourtant, d'après Van Horne, l'un des principaux promoteurs de l'entreprise : « *The CP was built for the purpose of making money for the share-holders and for no other purpose under the sun* »¹³². Selon Daniel Francis, la vision du CP comme symbole de l'édification nationale canadienne serait en grande partie attribuable à la massive opération de relations publiques opérée par la compagnie elle-même dans le but d'attirer des voyageurs et ainsi éloigner le spectre du désastre financier. Le CP aurait « créé » de toutes pièces une vision du territoire canadien basé sur certaines images de l'Ouest comme les Rocheuses ou la police montée¹³³. L'aspect « bâtisseur » de ces grands hommes pâlit un peu lorsqu'on met ces informations en lumière.

Et pourtant, cela n'a rien de choquant pour les hommes d'affaires qui, sûrs de leur droit, n'hésitent pas à présenter les choses sous un angle ou un autre si besoin est de convaincre le gouvernement ou la population canadienne, des acteurs secondaires sur l'échiquier dont on ne peut malheureusement se passer complètement. D'après Bliss, « *as a group, [the businessmen] reflected no political ideology beyond the belief that it*

¹³¹ Kenneth Norrie, Douglas O'ram, Harcourt Brace, *A History of the Canadian Economy*, Toronto, 1996, p. 232.

¹³² Daniel Francis, *National Dreams : Myth, Memory and Canadian History*, Arsenal Pulp Press, Vancouver, 1997, p. 20.

¹³³ Daniel Francis, *National Dreams...*, p. 22.

was the function of government to advance the interests of business »¹³⁴. N'est-ce pas là l'intérêt même de la Confédération canadienne ? Soit d'assurer la création d'une entité politique suffisamment grande et stable pour rassurer les investisseurs étrangers et coordonner le développement du pays.

Si l'on compare les valeurs revendiquées par les hommes d'affaires montréalais et celles qu'ils attribuent aux Canadiens, il n'est pas étonnant de constater de nombreuses ressemblances : les hommes d'affaires sont industriels, travailleurs, utiles et disciplinés par nature, tout comme les Canadiens qui jouissent des mêmes qualités grâce à leur adaptation à un climat sévère. Les hommes d'affaires sont ou devraient être intègres, honnêtes et loyaux, qualités dont bénéficient les Canadiens grâce à leur attachement à la couronne. Le projet de société des hommes d'affaires coïncident aussi exactement avec ce que l'avenir réserve au Canada : un développement fulgurant faisant du pays une puissance mondiale, rayonnant dans l'Empire et apportant la prospérité pour tous ses citoyens. Bien entendu, ils se perçoivent comme les principaux acteurs de ce progrès. Autrement dit, les hommes d'affaires de Montréal se voient comme les bâtisseurs du Canada, dont les intérêts correspondent à ceux du Canada dans son entier. En conséquence, ils considèrent normal que le gouvernement et la population mettent à leur disposition toutes les ressources nécessaires pour leur permettre de mener à bien leur projet national.

¹³⁴ Michael Bliss, *A Living Profit...*, p. 143.

CHAPITRE 3

LES «AUTRES»

Si le discours des hommes d'affaires sur eux-mêmes nous renseigne sur leurs valeurs et leur idéologie en général, le discours qu'ils tiennent sur les autres nous éclairera peut-être encore davantage. S'il existe un « autre », c'est que celui-ci n'est pas tout à fait comme nous, et lorsqu'on en parle, c'est toujours de cette différence dont il est question. Alors que le « nous » contient les valeurs positives permettant à un groupe de se rassembler autour d'un projet de société, les « autres » sont nécessairement porteurs de caractéristiques les tenant à l'écart de ce projet. Ainsi en analysant le jugement porté par le *Montreal Board of Trade* sur les autres, nous pourrions mieux saisir les valeurs à partir desquelles ces jugements sont implicitement construits.

Malgré le fait que les hommes d'affaires montréalais s'identifient au Canada tout entier, ils ne peuvent ignorer l'existence d'autres catégories de citoyens n'ayant pas le même point de vue qu'eux. Parmi ces différents groupes, nous nous intéresserons plus particulièrement aux travailleurs et aux Canadiens français. Bien que plusieurs individus appartiennent simultanément aux deux catégories, le *Board* ne tiendra pas nécessairement le même discours selon qu'il est question d'un groupe ou de l'autre. En revanche, même si certains membres de ces deux groupes ne partagent pas l'idéologie du *Board*, ils participent tout de même de la nation canadienne au sens large, à laquelle le *Board* s'identifie. À ce niveau, « l'autre » par excellence est très certainement le voisin

du Sud, les États-Unis. Pour le *Board*, ils représentent le principal point de comparaison à partir duquel l'identité canadienne se définit. Il devient alors intéressant d'étudier dans la dernière partie de ce chapitre le discours qu'il tient sur ce pays et ses habitants.

Les travailleurs

Les travailleurs forment l'un des groupes sociaux les plus problématiques pour l'idéologie des hommes d'affaires. En effet, comment concilier l'idée que le développement et la prospérité du Canada entier passe par le développement de leurs entreprises alors que celles-ci dépendent de travailleurs et travailleuses appelés à bosogner pendant de longues heures pour de faibles salaires ? Si le succès et la propriété viennent naturellement à ceux qui travaillent durement, comment expliquer que des milliers d'hommes travaillant jusqu'à 60 heures par semaine puissent passer leur vie dans des conditions matérielles précaires ? Comment justifier le fait que l'on trouve normal de demander au gouvernement qu'il protège artificiellement les entreprises contre la compétition étrangère (par le biais de la Politique nationale) tout en étant catégoriquement contre la volonté des syndicats de réduire la compétition entre les travailleurs sur le marché du travail ? Le contact avec la réalité des travailleurs exige des hommes d'affaires qu'ils adoptent de nouveaux raisonnements afin de répondre à ces apories tout en conservant intacte la structure de leur idéologie.

Les syndicats ou unions, comme on les appelle à l'époque, représentent le principal problème pour les hommes d'affaires lorsqu'ils abordent les travailleurs et

travailleuses. En fait, en dehors de ce sujet, il n'en est pratiquement jamais question dans les archives du *Board* et dans les colonnes du *Journal of Commerce*. La situation des travailleurs ne devient un sujet de réflexion que lorsqu'ils cessent de jouer selon les règles et tentent d'obtenir des avantages en se coalisant dans des associations. C'est alors qu'on voit apparaître le travailleur dans leur discours, lui qui se fond normalement dans la masse des Canadiens, habitants, citoyens ou autres. Le syndicalisme n'est pas un phénomène entièrement nouveau à Montréal, mais celui-ci prend un grand essor au cours de notre période. De 1901 à 1921, le pourcentage de syndicalisation de la population active passe d'environ 3% en 1901 à 17,3% en 1921 et plusieurs grèves qui ont un grand retentissement surviennent à Montréal au début du siècle¹³⁵. Il n'est donc pas surprenant de constater une progression dans l'attention portée par le *Board* à ce sujet, même s'il ne figure pas dans leurs principales préoccupations.

La langue utilisée pour décrire le mouvement syndical donne en général l'impression d'un réel fléau. Par exemple, on dit d'une grève des travailleurs de l'aqueduc de Montréal en 1920 qu'elle est la cause de « *untold suffering* »¹³⁶. Bien qu'une telle grève soit certainement la cause d'inconvénients, l'expression reste exagérée. On laisse même penser aux fléaux qui s'abattirent sur l'Égypte lorsqu'on dit que la grève place la ville « *in peril of fire and pestilence* »¹³⁷. En vrac, on accuse également les syndicats de « *mischievous work* »¹³⁸ et de faire preuve de « *selfish brutality* » et d'immoralité¹³⁹.

¹³⁵ Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme au Québec*, Boréal, Montréal, 1989, p. 74.

¹³⁶ Extraits du rapport annuel, Fonds du bureau de commerce de Montréal, Série B, *Procès verbaux des assemblées générales*, HEC Montréal, janvier 1920, p. 127.

¹³⁷ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1920, p. 127.

¹³⁸ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1920, p. 123.

¹³⁹ *Journal of Commerce*, 3 mai 1912, p. 618.

Le marché libre du travail et l'harmonie des intérêts

Pourquoi tant d'animosité envers les syndicats ? Il y a bien sûr plusieurs raisons. Entre autres, le syndicalisme remet en cause le fondement individualiste de la conception du monde des hommes d'affaires. Comme nous l'avons vu, ceux-ci attribuent à l'individu l'initiative de son succès. Il suffit de cumuler les qualités de base comme le travail assidu, la discipline, l'économie, la moralité, etc., pour que la prospérité doive s'ensuivre. C'est le cumul des réussites individuelles qui, pense-t-on, fait la prospérité collective et le bien-être d'une société¹⁴⁰. Conséquemment, le chômage et la pauvreté sont le fruit d'une faillite individuelle : paresse, débauche, prodigalité. Les conditions sociales ne sont ni à blâmer pour la misère, ni à louer pour les réussites. En fait, la « société » est le fruit de l'activité individuelle, jamais l'inverse.

Les hommes d'affaires sont particulièrement choqués par l'idée des activistes ouvriers selon laquelle les propriétaires du capital auraient une responsabilité sociale envers les travailleurs¹⁴¹. Bien qu'ils soient généralement favorables à l'amélioration des conditions de travail et au soulagement de la misère, ils n'entrevoient leurs actions que sous forme de générosité personnelle, d'altruisme ou d'une forme de paternalisme¹⁴². Comme nous l'avons vu, la philanthropie est pour eux une valeur importante. Par contre, admettre une responsabilité du capital envers le travail serait non seulement faire de leur générosité un dû, mais aussi faire des patrons et des travailleurs deux catégories sociales distinctes. Pour ces derniers, il s'agit d'une proposition inacceptable car cela remettrait en

¹⁴⁰ Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté : le libéralisme des milieux d'affaires francophones de Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988, p. 51.

¹⁴¹ Michael Bliss, *A Living Profit : Studies in the Social History of Canadian Business, 1883-1911*, Toronto, McClelland & Stewart Ltd., 1974, p. 56.

¹⁴² Michael Bliss, *Northern Enterprise : Five Centuries of Canadian Business*, Toronto, McClelland & Stewart, 1987, p. 354.

cause les principes purement individuels du succès et nécessiterait une réforme importante de leur vision du monde.

Il n'y a pas pour les hommes d'affaires de distinction fondamentale entre les patrons et les travailleurs. Il ne s'agit en fait que de différents degrés d'une même condition sociale. Les ouvriers pourraient devenir patrons s'ils travaillaient plus, économisaient davantage et faisaient preuve d'esprit d'entreprise et d'énergie. De plus, les hommes d'affaires partagent avec les syndicalistes la conviction que la richesse revient de droit à ceux qui la produisent. Mais contrairement aux socialistes qui les considèrent souvent comme des éléments improductifs, les hommes d'affaires se perçoivent eux-mêmes comme les travailleurs les plus importants et les plus productifs d'une entreprise. Ils pratiquent ce qu'ils appellent le « *brain labour* »¹⁴³. C'est grâce à leur travail infatigable et aux risques qu'ils prennent que les entreprises fonctionnent. C'est pourquoi ils méritent en conséquence la plus grosse part du gâteau : les profits, qui sont le salaire des patrons.

Parce qu'ils nient l'antagonisme des classes, les hommes d'affaires sont choqués par l'esprit de confrontation et de conflit que les syndicats manifestent parfois¹⁴⁴. C'est aussi pourquoi ils endossent principalement l'arbitrage et la conciliation comme mode de règlements des problèmes de relations de travail¹⁴⁵. Une des suggestions faites par le

¹⁴³ Michael Bliss, *A Living Profit...*, p. 27.

¹⁴⁴ Michael Bliss, *A Living Profit...*, p. 73.

¹⁴⁵ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, p. 300.

Board à la Commission royale sur les relations industrielles en 1920 est même de rendre les grèves et les lockouts illégaux, et l'arbitrage obligatoire¹⁴⁶.

L'agitation étrangère

La réaction la plus commune aux problèmes posés par les organisations ouvrières est le déni. Bien sûr, il est impossible de nier l'existence de l'activisme ouvrier en tant que tel, mais il est possible de nier qu'il provienne de l'initiative de travailleurs canadiens. Les conflits seraient l'œuvre d'agitateurs étrangers. Les travailleurs canadiens se tireraient très bien d'affaire dans le système capitaliste puisqu'ils obtiendraient « *a fair day's wage for a fair day's work* »¹⁴⁷. Lors de la grève des débardeurs à Montréal en 1903, le *Board* conclut que la cause ne relève pas d'une insatisfaction des ouvriers en ce qui a trait à leurs conditions de travail, mais plutôt d'une « *intervention of foreign professional agitators whose aims are antagonistic to the best interests of this city and country* »¹⁴⁸. La référence à des agitateurs étrangers n'est pas tout à fait fautive dans la mesure où la majorité des syndicats montréalais sont affiliés à des unions internationales basées aux États-Unis¹⁴⁹. Cet état de fait facilite l'amalgame entre la présence d'organiseurs américains, et l'imputation de l'activité syndicale à une manipulation externe néfaste.

Ce discours offre de nombreux avantages ; il n'implique aucune remise en cause du marché actuel du travail et des lois qui le régissent et il permet d'affirmer que le mouvement syndical est tout aussi néfaste pour les travailleurs que pour les patrons :

¹⁴⁶ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1920, p. 123.

¹⁴⁷ *Journal of Commerce*, 2 février 1912, p. 149.

¹⁴⁸ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1903, p. 115.

¹⁴⁹ Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme...*, p. 88.

« [...] *the advent of foreign labour agitators accentuate labour troubles to the disadvantage alike of capital and labour* »¹⁵⁰. On réaffirme ainsi la nécessité de l'harmonie des intérêts entre les deux groupes. De plus, en attribuant la cause des problèmes à une intervention externe, on met en relief la faiblesse morale des travailleurs qui ne peuvent penser par eux-mêmes et qui sont donc sujets à la manipulation. En infantilisant ainsi les travailleurs, le discours renforce la légitimité de la relation paternaliste entre le patron et son ouvrier. L'ouvrier demeure dans sa condition parce qu'il n'a pas les qualités requises pour occuper d'autres fonctions et le patron, plus doué que lui, sait mieux ce qui est bon pour lui. Finalement, il s'agit d'une explication facile à accepter puisqu'elle permet de blâmer les États-Unis (provenance présumée des agitateurs) plutôt que de porter attention à la situation locale et nationale. On soupçonne même ces agitateurs d'être les agents de rivaux commerciaux américains souhaitant saboter la croissance canadienne¹⁵¹.

Des organisations tyranniques

Ce que l'on reproche principalement aux syndicats, c'est qu'ils entravent la liberté. Bien entendu, ils gênent en premier lieu la liberté du patron d'administrer comme il le souhaite sa propre entreprise, donc de pouvoir bénéficier de son bien. Mais ils privent également les travailleurs de la liberté de pouvoir négocier individuellement leurs conditions de travail. La négociation collective de contrats de travail apparaît inacceptable puisque les travailleurs ne sont pas égaux dans leur productivité¹⁵². Ce n'est

¹⁵⁰ *Assemblée générale spéciale sur le 5ème congrès des chambres de commerce de l'Empire, Fonds..., Procès verbaux...* mai 1903, p. 102.

¹⁵¹ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1920, p. 123.

¹⁵² Michael Bliss, *A Living Profit...*, p. 78.

pas que les hommes d'affaires ne valorisent pas l'égalité, mais seulement l'égalité des individus devant la loi, ce qui n'exclut pas l'inégalité des hommes entre eux. En voulant forcer les patrons à adopter des conditions de travail égales pour les travailleurs d'une même entreprise, les syndicalistes briment des valeurs plus importantes que l'égalité : ils portent atteinte à la liberté et au droit de chacun d'être maître de sa force de travail¹⁵³.

Afin de ternir l'image des syndicats, on les compare aux grands trusts qui sont déjà l'objet de nombreuses critiques dans les journaux. Les milieux d'affaires sont en général opposés aux monopoles qui limitent la libre compétition dans un secteur industriel. En utilisant l'argument de la visée monopolistique, le *Journal of Commerce* est particulièrement virulent contre le président de l'*American Federation of Labour*, Samuel Gompers : « *proving himself to be more autocratic, and regardless of others than his own interests, than any of the heads of the other great trusts. [...] His trust desires nothing less than the absolute control of the labour market*¹⁵⁴ ». Cette association permet d'opérer un renversement complet du rôle du syndicalisme. Alors que les syndicats s'affichent comme des organisations travaillant pour le bien-être collectif de leurs membres, les hommes d'affaires les accusent au contraire de visées hégémoniques sur les travailleurs manipulés par des agitateurs venant de l'étranger. Avec comme conséquence que les travailleurs tout autant que les employeurs souffrent de leur manœuvre : « *these persons continue their mischievous work advantageous to themselves only, as both employees and employers, in the end, suffer therefrom*¹⁵⁵. »

Enfin, on attribue même parfois aux syndicats le désir de renverser l'ordre social en

¹⁵³ Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté...*, p. 51.

¹⁵⁴ *Journal of Commerce*, 8 avril 1910, p. 483.

¹⁵⁵ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, 1920, p. 123.

prêchant l'avènement du socialisme¹⁵⁶ : « *[If] trade unions can be syndicated successfully under leaders of sufficient audacity, they can no doubt dominate nations [...] The final aim is the confiscation of private property [...]* »¹⁵⁷. S'ajoute ainsi au cortège de malheurs du syndicalisme un autre reproche encore plus grave, celui de ne pas respecter la propriété privée.

Les Canadiens français

Les membres du *Board of Trade* ne sont pas que des hommes d'affaires. Ils sont aussi des anglophones vivant dans une ville majoritairement francophone. Quelles sont les caractéristiques de cet « autre » francophone dans le discours du *Board* ?

Un peu comme pour les travailleurs, le discours des hommes d'affaires sur les Canadiens français est un *a priori* d'harmonie et de bonne entente. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, il est important pour eux d'inclure le Canada français dans leur projet canadien; il est impossible de l'ignorer. Les marques de bonne volonté sont nombreuses dans la documentation tirée des archives du *Board of Trade*. Par exemple, le président William Gear se sert de la nouvelle Entente cordiale entre la France et l'Angleterre pour rappeler les liens serrés entre francophones et anglophones du Canada : « *Let us hope and pray that [...] Great Britain and France will go forward and conquer the world peaceably as have the English and French speaking Canadians gone forward*

¹⁵⁶ Le socialisme n'est évidemment pas partagé au *Board*, ce qui donne lieu à une affirmation qui nous semble aujourd'hui assez ironique : « *Socialism is the quintessence of tyranny. I would rather live in Russia than in a socialist country* ». (Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1909, p. 276.)

¹⁵⁷ *Journal of Commerce*, 3 mai 1912, p. 618.

and conquered the wilderness of Canada »¹⁵⁸. Il s'agit peut-être d'une interprétation un peu abstraite de l'histoire canadienne, mais on sent l'importance de souligner l'harmonie entre les races. À un autre moment, le *Board* regrette la mort de Mgr Fabre, évêque de Montréal, dont la grande ambition était, selon la notice, de renforcer l'amitié entre les différentes nationalités et religions de la province¹⁵⁹. Finalement, le *Board* nomme toujours amicalement la Chambre de commerce de Montréal comme sa « *sister organization* » et il se réjouit en 1919 d'avoir accueilli de nombreux nouveaux membres francophones¹⁶⁰.

Malgré cette bonne volonté, les contacts de l'élite commerciale montréalaise avec les francophones sont assez rares. Ces derniers ne représentent qu'une minorité de la totalité des membres du *Board* et ils sont presque absents du conseil d'administration. Pendant notre période, on ne dénombre que deux francophones dans les postes supérieurs, dont un seul atteint la présidence¹⁶¹. Il s'agit de Zéphirin Hébert en 1917, dont il sera question plus tard. D'après Margaret Westley, il n'y a que trois familles canadiennes-françaises « fréquentables » dans tout le Mille Carré Doré au début du siècle¹⁶². Les enfants qui y grandissent ne connaissent probablement aucun francophone jusqu'à l'âge adulte, sauf exceptionnellement un domestique¹⁶³. Selon Westley, s'ils apprennent le français, ce n'est pas dans l'optique de communiquer avec la majorité de la

¹⁵⁸ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1906, p. 184.

¹⁵⁹ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1897, p. 297.

¹⁶⁰ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1920, p. 118.

¹⁶¹ Voir Annexe B.

¹⁶² Margaret W. Westley, *Grandeur et déclin : l'élite anglo-protestante de Montréal 1900-1950*, Montréal, Libre Expression, 1990, p. 99.

¹⁶³ Margaret W. Westley, *Grandeur et déclin...*, p. 99.

population québécoise, mais simplement parce qu'il s'agit de la deuxième langue de l'aristocratie anglaise¹⁶⁴.

Une race admirable, mais...

Il est certainement aisé pour les hommes d'affaires anglophones de vivre en harmonie avec les francophones qu'ils ne côtoient quasiment jamais directement. Et lorsqu'ils les fréquentent, il s'agit le plus souvent des Canadiens français les plus semblables à eux-mêmes, les commerçants, ce qui limite les points de frictions. Il arrive cependant que l'on oublie le discours politiquement correct pour exprimer certains jugements et opinions sur les francophones. C'est alors que se révèle un peu ce qu'ils voient chez eux de différent d'eux-mêmes.

En ce sens, il est intéressant de commencer par la perception du rôle des francophones dans l'histoire du Canada. Comme nous l'avons vu précédemment, l'image du Canadien français comme pionnier est très positive. Mieux que quiconque, ils ont su s'adapter et conquérir un environnement hostile et ainsi « conquérir ce grand pays sauvage », comme le disait plus haut un président du *Board*. D'après Carl Berger, en plus de ces qualités de découvreurs, les anglophones leur attribuent une ascendance principalement militaire, ce qui est perçu très positivement¹⁶⁵. Cependant, ce portrait positif met en lumière un aspect moins flatteur : la gloire des Canadiens français appartient surtout au passé, à une époque héroïque mais révolue. Parmi les autres qualificatifs attribués aux francophones, Berger recense effectivement *heroic*, mais

¹⁶⁴ Margaret W. Westley, *Grandeur et déclin...*, p. 46.

¹⁶⁵ Carl Berger, *The Sense of Power : Studies in the Idea of Canadian Imperialism 1867-1914*, Toronto, University of Toronto Press, 1970, p. 144.

également *loyal, contented, conservative* et *impulsive*¹⁶⁶. À part la loyauté, qui est également une valeur phare revendiquée par les hommes d'affaires montréalais, ceux-ci n'auraient probablement pas utilisé les autres termes pour, par exemple, rendre hommage à un éminent membre du *Board* décédé. *Contented* laisse supposer une absence d'ambition, *conservative* suggère un refus du progrès, et *impulsive* s'oppose aux vertus de la discipline et du travail soutenu. Même la loyauté pourrait rimer avec passivité puisqu'il s'agit de la résignation à une domination.

Dans le livre publié à l'intention des représentants internationaux invités au V^e Congrès des chambres de commerce de l'Empire organisé à Montréal par le *Board* en 1903, on peut lire que la Conquête a mis fin à une : « *heroic period of the country's history, but one of little material advancement* »¹⁶⁷. Si les francophones représentent un certain passé romantique, le réel développement du pays est l'œuvre des anglophones avec leur esprit d'entreprise et d'industrie. D'une façon un peu détournée, le *Journal of Commerce* endosse également cette vision des Canadiens français en citant un journaliste anglais en visite au Canada :

*In English speaking provinces, the charge is leveled against French speaking Canadians that they are a sleepy, unenterprising, backward, antique race who lags behind other natives in developing this country. This was not our experience*¹⁶⁸.

Suite à cette citation, le *Journal* croit bon d'ajouter que ce journaliste n'ayant séjourné au Québec que deux jours principalement occupés au tourisme : « *his judgment on such matters was formed out of too slight material to have any value.* » Autrement

¹⁶⁶ Carl Berger, *The Sense of Power...* p. 144.

¹⁶⁷ Ernest J. Chambers, *The Book of Montreal*, Montreal, Book of Montreal Cie., 1903, p. 11.

¹⁶⁸ *Journal of Commerce*, 11 mars 1904.

dit, jusqu'à preuve du contraire, les Canadiens français sont effectivement tels que décrits.

Cette vision du Canada français correspond à celle décrite par Daniel Francis dans *National Dreams*. Les Canadiens français sont longtemps perçus comme des sujets loyaux, reconnaissants d'avoir été débarrassés du système français en faveur des institutions britanniques. Cependant, il s'agit d'un peuple un peu folklorique répondant à deux stéréotypes : le voyageur, coureur des bois insouciant et libre, et l'habitant, agriculteur conservateur et dévot, sans ambition et craignant le changement. Cet habitant est ainsi décrit dans un livre d'histoire canadien-anglais des années 1930 : « *He was opposed to change, and he asked only to be allowed to live as his parents and grandparents had lived and not to be bothered with the innovations of the energetic, aggressive English* »¹⁶⁹.

La participation à la Première Guerre mondiale

Du côté des procès-verbaux du *Board*, on ne retrouve jamais d'opinions aussi tranchées sur les Canadiens français que celles retrouvées dans le *Journal of Commerce*, sauf lors des discussions sur la participation du Canada à la Première Guerre mondiale. La guerre suscite une réaction patriotique très vive chez les grandes familles anglophones de Montréal. D'après Margaret Westley, il était tout à fait naturel d'y participer en tant que sujet britannique. La défense de la couronne correspond à toutes les valeurs diffusées dans leur éducation¹⁷⁰. L'enrôlement s'est d'abord fait sur une base

¹⁶⁹ Daniel Francis, *National Dreams...*, pp 95-98.

¹⁷⁰ Margaret W. Westley, *Grandeur et déclin...*, p. 120.

volontaire et la contribution de la haute bourgeoisie montréalaise n'est pas mesquine. La plupart des grandes familles y perdent un fils ou un proche. George Drummond et Montagu Allan, par exemple, y perdent chacun leur fils unique¹⁷¹. Dix membres du *Board* même meurent en service. La conscription devient alors pour eux une question de justice : toute la population canadienne doit contribuer à l'effort de guerre, sans distinction. Pour la première fois, les anglophones prennent conscience de l'anti-impérialisme fondamental des Canadiens français. Comme le dit Berger, il n'est tout à coup plus possible de combler le fossé entre les deux peuples par la rhétorique¹⁷². Un des témoins interviewés par Westley affirme que ce n'est qu'à ce moment qu'il prit conscience des Canadiens français comme étant un peuple différent du sien¹⁷³.

Au *Board*, on maintient le discours officiel selon lequel les Canadiens français et anglais seraient sur la même longueur d'onde. Un peu comme pour les syndicalistes, on préfère prétendre que les contestataires ne représentent qu'une minorité non représentative :

There has been much talk from one, whom you all know, about standing upon our constitutional rights, but I do not think such words represent that section of our own people in whose interest they are supposed to be uttered. (applause) I do not suppose there are any people more determined to see this end in the triumph of liberty than our French Canadian compatriots¹⁷⁴.

Encore une fois, il s'agit d'un discours facile à tenir devant un groupe presque homogène ne contenant que très peu de francophones pour le contredire. Cependant, lors d'une

¹⁷¹ Margaret W. Westley, *Grandeur et déclin...*, p.p 124, 135.

¹⁷² Carl Berger, *The Sense of Power...* p. 146.

¹⁷³ Margaret W. Westley, *Grandeur et déclin...*, p. 102.

¹⁷⁴ Propos tenus lors d'une célébration patriotique organisée par le *Board* le 29 décembre 1915 (Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1916, p. 17).

assemblée générale, une voix discordante se fait entendre, Léo Doyon, qui soumet une proposition, malgré les huées, demandant au fédéral de ne pas augmenter l'effort de guerre canadien tant que les entreprises manqueront de main-d'œuvre. Cette divergence d'opinion est accueillie par une lourde réprobation : « *This resolution was greeted with a storm of hisses and was characterized as an insult by the chairman* ». Le président de l'assemblée déclare : « *I should be ashamed to accept such an insult to any man of intelligence to submit such a thing here* »¹⁷⁵. Les limites du *Board* apparaissent alors avec clarté : les Canadiens français sont nos frères, du moment qu'ils pensent et agissent exactement comme nous.

En 1917, le premier président canadien-français du *Montreal Board of Trade*, Zéphirin Hébert, est élu sans opposition. Il avait préalablement occupé les postes de second vice président en 1915 et de vice président en 1916. Les archives du *Board* ne permettent pas de dire s'il s'agit d'un effort concerté de relations publiques afin de communiquer une image d'harmonie entre les « races ». William Black, son successeur, souligne néanmoins qu'il s'agissait d'un bon *timing* compte tenu du fait que la conscription de faisait pas l'unanimité partout, sauf bien entendu au *Board of Trade*¹⁷⁶. C'est sous l'administration Hébert que lors d'une assemblée générale spéciale, l'organisme vote à l'unanimité en faveur de la conscription¹⁷⁷.

Les Américains

¹⁷⁵ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1916, p. 31.

¹⁷⁶ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1918, p. 80.

¹⁷⁷ Assemblée générale spéciale sur la conscription, Fonds..., *Procès verbaux...*, 1917, p. 60.

Bien que les Canadiens français et les travailleurs soient différents sous bien des aspects, ils font quand même partie de la famille canadienne. Au niveau national, ce sont les États-Unis qui apparaissent comme « autre » par excellence. Les membres du *Board* ne sont certainement pas les seuls à l'envisager ainsi car les États-Unis font figure de point de référence pour la plupart des Canadiens, y inclus les Canadiens français, bien que ceux-ci se mesurent également aux anglophones du Canada. Les États-Unis représentent une sorte de miroir grossissant du Canada : on y voit le même vaste territoire initialement peu développé ayant connu, suite à la colonisation européenne, une croissance fulgurante. En moins de cent ans, le pays est passé du stade de colonie périphérique à celui de grande puissance économique mondiale. De plus, les colons des deux pays proviennent essentiellement de la même souche. Lorsque les hommes d'affaires regardent les États-Unis, ils y voient ce que le Canada pourrait devenir. Toutefois, les États-Unis ne sont pas qu'un exemple, ils représentent aussi une menace sous bien des aspects.

Pour les hommes d'affaires montréalais, cette menace est d'autant plus réelle que le port de Montréal, le poumon économique de la ville et même du Dominion, est en compétition directe avec les ports de la côte atlantique américaine. Avec la croissance constante du tonnage des navires, Montréal doit sans cesse développer ses infrastructures pour rester compétitive. Cette course à l'équipement est très coûteuse et nécessite des investissements massifs du gouvernement fédéral. Le ton est alarmiste : «*Our lethargy and neglect will but serve to build up the Atlantic ports of the*

*United States*¹⁷⁸. [...] *We had a great country and we should be a great people, but we allowed the US to completely overshadow us* »¹⁷⁹. Pendant la première décennie du XX^e siècle, le gouvernement fédéral est l'objet d'inlassables démarches du *Board* à ce sujet.

Mais le rapport qu'il entretient avec les États-Unis ne se borne pas à une rivalité commerciale, il s'agit d'un aspect fondamental et structurant de l'identité canadienne en général. Nous en explorerons les particularités selon deux aspects déjà soulignés par Robert Craign Brown et Ramsay Cook : « [...] *for all Canadian nationalists, as central article of faith was fear of the real or imagined potential of the US to absorb Canada [and a] conviction of superiority of monarchial over republican institutions* »¹⁸⁰.

Crainte de l'annexion américaine

Tout au long du XIX^e siècle, les États-Unis repoussent toujours plus loin leurs frontières vers l'Ouest jusqu'à l'océan Pacifique. Cette conquête de l'espace nord-américain était alors déjà perçue par plusieurs Américains comme étant la « destinée manifeste » des États-Unis, en référence au slogan du parti démocrate de Jackson. Au Canada, la soi-disant destinée manifeste des États-Unis est souvent interprétée comme une menace à l'intégrité territoriale du Dominion. En effet, pourquoi les États-Unis s'arrêteraient-ils au 49^e parallèle nord¹⁸¹ ? L'expansion dans les territoires mexicains au Sud et l'achat de l'Alaska au Nord n'ont rien de rassurant. Par ailleurs, la crainte canadienne n'est pas sans fondement puisque de nombreux Américains perçoivent

¹⁷⁸ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1902, p. 32.

¹⁷⁹ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1902, p. 61.

¹⁸⁰ Robert Craign Brown, Ramsay Cook, *Canada 1896-1921 : A nation transformed*, Toronto, McLelland & Stewart, 1974, p. 29.

¹⁸¹ Carl Berger, *The Sense of Power...*, p. 166.

effectivement l'annexion du Canada, ou de certaines parties de son territoire, comme la suite logique de l'expansion des États-Unis.

La crainte d'une annexion américaine est donc une motivation majeure derrière plusieurs politiques et projets gouvernementaux. D'après Michael Bliss, seule cette crainte pouvait justifier la construction prématurée et ruineuse du Canadien Pacifique¹⁸². Il s'agit d'encourager le développement d'un espace économique canadien dans l'axe Est-Ouest, plutôt que de voir les régions du Canada occidental s'arrimer davantage au marché américain. La Politique nationale sert également ce dessein en limitant les échanges avec les États-Unis.

Au *Montreal Board of Trade*, la crainte de l'annexion par les États-Unis se manifeste particulièrement lorsqu'il est question d'un éventuel traité de libre-échange avec le voisin du Sud. L'argument principal du *Board* en opposition à tout projet de ce type est qu'une union économique serait le premier pas vers une union politique : « *It is as certain as certain can be that the economical union with the US would sooner or later mean political union* »¹⁸³. Il fait même de l'opposition au libre-échange un devoir patriotique :

*[...] We consider it to be the burden of every Canadian to resist to the last anything that might endanger our status as a component part of the British Empire, and that we must fear such a treaty as proposed might easily prove to be the entering of a wedge that would eventually result in the separation of our interests from that of the Motherland.*¹⁸⁴

¹⁸² Michael Bliss, *Northern Enterprise...*, p. 294.

¹⁸³ Préface du président, Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1909, p. 255.

¹⁸⁴ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1911, p. 329. (Il est intéressant de noter que cette proposition n'est pas adoptée à l'unanimité, mais environ à 60% des voix. Il y a donc au *Board* un élément moins protectionniste mais minoritaire).

Bien entendu, le commerce inter-impérial est l'alternative qu'il propose à la filière américaine. Il est important de souligner que les marchands montréalais ont tout à perdre d'un traité de libre-échange avec les États-Unis, principalement à cause de la position d'intermédiaire privilégié de Montréal entre les ressources de l'Ouest canadien et le marché britannique. Celles-ci pourraient être détournées vers les ports américains de la côte Est. Force est de constater une identité entre les intérêts du *Board* et son discours nationaliste et impérialiste.

Les États-Unis comme repoussoir

La construction de « l'autre » américain comme rival, compétiteur ou menace favorise également l'élaboration d'un discours critique sur les institutions et valeurs américaines. Ce discours négatif, visant à expliquer les raisons pour lesquelles une annexion aux États-Unis ne serait pas souhaitable, permet également de préciser ce qui, par opposition, constitue la « Canadianité ». Au cœur de la critique des États-Unis se trouve l'idée qu'il s'agit d'un pays profondément instable, ayant des tendances vers le chaos et la démesure. Berger rapporte que la presse canadienne alimente cette vision en publiant des statistiques sur les crimes et les divorces aux États-Unis qui ne sont pas expliqués par des facteurs sociaux, mais plutôt par le fait que la société américaine ne supporte pas la contrainte. Il s'agirait de l'héritage funeste de la Révolution américaine, considérée à la fois comme la représentation et la source du caractère états-unien¹⁸⁵.

Alors que la fondation des États-Unis repose sur un acte de rupture, violent et déloyal, le Canada s'inscrit dans la continuité, celle de la longue tradition de la

¹⁸⁵ Carl Berger, *The Sense of Power...*, pp. 155-161.

monarchie britannique. De cette certitude de la supériorité de la monarchie parlementaire sur le républicanisme découlent plusieurs valeurs canadiennes fondamentales : la stabilité, la mesure, la loyauté, valeurs que nous avons déjà rencontrées aux chapitres précédents. Cette différence entre les deux pays se manifeste également parmi les gens d'affaires montréalais. Ainsi, la crise économique de 1907 qui secoue davantage les États-Unis que le Canada est-elle interprétée par le président du *Board* :

*The cause of the trouble in my opinion was extravagance : government extravagance, business extravagance and personal extravagance. [...] There is no new and royal road to success in a business demanding adherence to the beaten path of prudence and extreme caution*¹⁸⁶.

Les hommes d'affaires canadiens doivent faire attention de ne pas céder aux débordements typiques des Américains et plutôt s'en tenir aux vertus de la patience et de la mesure. Par ailleurs, les institutions américaines sont un terreau fertile pour les activistes de toutes sortes, alors que le Canada est : « [...] *exempt from the labour troubles and social evils of the United States, guarded by just laws which give no encouragement to the socialists and nihilists [...]* »¹⁸⁷. Encore une fois, la réalité sociale états-unienne est ignorée au profit d'un jugement global sur la mentalité du voisin du Sud.

¹⁸⁶ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1908, p. 224.

¹⁸⁷ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1903, p. 98

Il ressort à nouveau de ce chapitre que les hommes d'affaires de Montréal projettent leurs valeurs en s'identifiant à l'ensemble canadien. Pour eux, leur vision du monde et leur projet de société sont ceux du Dominion. Ceux qui, bien que Canadiens, n'adhèrent pas entièrement à cette idéologie, sont soit manipulés par des éléments étrangers, soit incapables de comprendre où se trouve leur propre intérêt. Dans leur rapport aux travailleurs, on voit particulièrement l'importance de l'idée d'harmonie des intérêts entre les différents éléments de la société. Les vertus individuelles du travail, de la discipline, de l'économie et de la rigueur morale deviennent garantes du succès et la philanthropie individuelle ressort comme seule forme légitime de redistribution de la richesse. Les syndicats, par leurs discours de conflit, d'antagonisme de classe et d'égalitarisme bousculent cette vision du monde. En réponse à ces attaques, le *Board* nie l'existence de problèmes sociaux au Canada et attribuent l'activisme à de l'agitation étrangère. Il stigmatise également les organisations syndicales en prétendant qu'il s'agit d'organismes tyranniques. Quant aux travailleurs canadiens intéressés par ces organisations, il s'agit de paresseux égoïstes souhaitant avoir plus pour moins ou de faibles d'esprits vulnérables à la manipulation. En définitive, le *Board* ne fait qu'exclure tout élément syndical du « nous » canadien normal.

Quant à son discours sur les Canadiens français, il s'agit principalement d'un exercice de rectitude politique. Les deux races vivent en harmonie et travaillent ensemble pour développer le beau grand pays canadien. Bien qu'ils ne soient pas d'origine britannique, les francophones sont, à leur avis, entièrement satisfaits des institutions anglaises et leur reconnaissance les rend tout aussi loyaux que n'importe quel anglophone. Malgré ce discours officiel, le *Board* et certains éditoriaux du *Journal of*

Commerce laissent voir que les hommes d'affaires perçoivent parfois les Canadiens français comme un peuple un peu folklorique, moins tourné vers le progrès et le développement économique que les Anglo-Saxons. Ce qui, *a contrario*, définit les anglophones comme plus naturellement entreprenants, travailleurs, etc. Lors de la crise sur la participation canadienne à la Première Guerre mondiale, un autre aspect de la rhétorique sur l'harmonie des races s'effondre : les Canadiens français ne sont pas si intéressés à défendre la Couronne britannique qu'on l'avait présumé. Encore une fois, le *Board* choisit le déni et prétend qu'il ne s'agit que d'une minorité d'extrémistes. La loyauté à la couronne, une valeur centrale des membres du *Board*, est attribuée *de facto* à tous les Canadiens, exception faite de quelques radicaux.

Finalement, le rapport aux États-Unis permet de faire du protectionnisme et de la préférence tarifaire envers les marchandises de l'Empire un élément du nationalisme canadien. Il permet également de souligner certaines valeurs canadiennes fondamentales comme la loyauté, la stabilité, la continuité, la discipline et la mesure. Ceux qui ne répondent pas à ces critères ou qui seraient en faveur du libre-échange sont les suppôts des États-Unis qui travaillent pour la disparition du Canada.

Il se dégage également de tout cela que les hommes d'affaires de Montréal ne sont pas de grands démocrates. Bien sûr, ils sont attachés à la démocratie formelle, mais leurs prises de position laissent voir qu'il ne s'agit pas de la valeur la plus importante et que plusieurs autres passent avant elle. Quand certains travailleurs sont en faveur des syndicats, ils se trompent ou sont manipulés par des étrangers et quand des Canadiens français n'ont que faire de la défense de la Couronne, ils sont manipulés par des

extrémistes. Et lorsque quelqu'un ose émettre une opinion contraire au discours officiel, on n'hésite pas à le faire taire à coups d'insultes. Mais il ne faut pas trop s'en étonner. Il s'agit de discours de patrons ayant l'habitude de diriger seuls ou en petits groupes de grandes entreprises. Ils considèrent qu'il s'agit de la façon la plus efficace d'administrer et projettent ce modèle sur la société entière. Le Canada devrait être géré comme une entreprise par une poignée de personnes éclairées. La démocratie est importante, mais seulement en tant que rempart contre la tyrannie, et non pas dans l'optique de faire participer les masses incultes à l'exercice du pouvoir.

CHAPITRE 4

L'EMPIRE

À l'exclusion des enjeux locaux comme le développement du port de Montréal ou l'aménagement du fleuve Saint-Laurent, la question impériale est celle qui occupe le plus l'attention du *Montreal Board of Trade* entre 1897 et 1921. Non seulement s'agit-il d'un enjeu important manifesté par nos sources, mais probablement celui au plus fort contenu idéologique. Si la plupart des revendications du *Board* sont plutôt transparentes et témoignent d'intérêts commerciaux concrets, la question impériale est fortement teintée d'éléments nationalistes, identitaires, raciaux, historiques et elle est porteuse d'un projet d'avenir transnational. Pour ces raisons, l'analyse du discours du *Board* sur l'Empire devrait nous révéler plusieurs aspects de son idéologie. Il sera d'abord question de l'idée impériale : d'où vient-elle et quel est son contenu ? Puis nous verrons de quelles façons cette idée se concrétise par des démarches et des actions de la part du *Board*. Finalement, nous mettrons en relation le discours sur l'Empire et les intérêts immédiats de l'organisme pour tenter d'y trouver des manifestations idéologiques.

L'idée impériale

Bien qu'elle ne soit pas neuve, l'idée d'un rapprochement des différentes parties de l'Empire britannique grâce à une plus grande coopération économique et militaire

gagne en popularité au Canada vers la fin du XIX^e siècle. Dans les années 1870, les premières propositions du parti libéral pour un accord de libre échange avec les États-Unis font craindre à plusieurs une éventuelle annexion du Canada. Dans la décennie suivante, l'industrialisation allemande et américaine menace la suprématie économique de la Grande-Bretagne¹⁸⁸. C'est donc la peur qui, de prime abord, motive la volonté de resserrer les liens impériaux. À l'heure du darwinisme social, les partisans de l'Empire craignent la compétition des nouveaux venus et veulent consolider ses acquis. Cette attitude change avec le retour à la croissance mondiale à la fin des années 1890, particulièrement au Canada qui connaît un développement économique inégalé. Contrairement à ce qu'on pourrait croire dans les circonstances, l'impérialisme ne recule pas mais prend de la vigueur. Toutefois, il ne s'agit plus du repli sur soi d'un géant craintif, mais plutôt d'un retour à la grandeur et à l'ambition impériale. On croit que l'Empire sera l'entité politique et économique la plus importante du XX^e siècle s'il permet à toutes ses parties de se développer à leur maximum et s'il parvient à les intégrer en un tout cohérent.

Voilà dans les grandes lignes l'évolution de l'idée impériale jusqu'à notre période. Cependant, il est nécessaire de souligner qu'il ne s'agit que d'une idée et que l'impérialisme britannique ne dépassera jamais de beaucoup les limites du discours. Dans les faits, le dit Empire est un ensemble lâche et très peu intégré de pays, dominions et colonies n'ayant en commun, en dehors des origines britanniques, que de suivre la politique étrangère dictée par Londres. Par contre, s'il est un moment où l'impérialisme

¹⁸⁸ Carl Berger, *The Sense of Power : Studies in the Idea of Canadian Imperialism 1867-1914*, Toronto, University of Toronto Press, 1970, pp. 3-5.

est vécu presque concrètement, c'est bien durant notre période. D'après Beloff, c'est en 1897, lors du jubilé des soixante ans de règne de la reine Victoria, que l'on commence réellement à croire en sa possibilité. Voir les délégués de toutes les régions de l'Empire rassemblés autour des célébrations de la reine offre une image concrète de l'Empire qui frappe également les pays étrangers¹⁸⁹.

La même année, au Canada, l'adoption d'un tarif douanier préférentiel accordé aux produits de la Grande-Bretagne vient souligner la volonté nationale de favoriser les liens commerciaux avec le reste de l'Empire. En 1900 est organisé à Londres le quatrième Congrès des chambres de commerce de l'Empire, institution dans laquelle le *Montreal Board of Trade* s'impliquera beaucoup. Il sera même l'hôte de sa cinquième édition à Montréal en 1903. Ce congrès annuel fait beaucoup pour rapprocher les intérêts commerciaux des différentes parties de l'Empire et contribue à créer un sentiment d'unité chez ses participants.

Les valeurs de l'Empire

L'impérialisme, à défaut de se manifester concrètement, est porteur d'un fort contenu idéologique. Il s'agit d'un projet de société à grande échelle véhiculant un ensemble cohérent de valeurs. Un bon témoignage de ce contenu est l'hommage fait par le *Board* à la reine Victoria lors de sa mort en 1901¹⁹⁰. On y énumère les bienfaits de son règne et par le fait même, on peut y lire les bienfaits de l'Empire sur les régions du monde qu'il atteint. Sous son règne, les arts ont fleuri, le commerce s'est épanoui,

¹⁸⁹ Max Beloff, *Britain's Liberal Empire : 1897-1921*, London, Methren & Co., 1969, p. 27.

¹⁹⁰ Fonds du bureau de commerce de Montréal, Série B, *Procès verbaux des assemblées générales*, HEC Montréal, janvier 1901, p. 8.

l'éducation s'est diffusée, les conditions sociales et matérielles se sont améliorées, le principe de gouvernement responsable a été fermement établi, la liberté individuelle protégée, et la loi et l'ordre solidement implantés. N'est-ce pas là l'essentiel d'un programme de développement libéral où le bien-être matériel des individus est assuré par leur liberté, l'éducation, le commerce, l'ordre et l'autogouvernement ? En tant que telle, cette énumération de valeurs aurait très bien pu faire partie du programme d'un parti politique américain.

Ce qui distingue le projet impérialiste, c'est son fondement universaliste. La poursuite du bonheur de la constitution américaine ne concerne de prime abord que les Américains. Les Britanniques, quant à eux, exportent leur modèle social aux quatre coins du monde depuis déjà plusieurs centaines d'années et ils y voient plus qu'un simple empire commercial colonial, c'est à une véritable mission civilisatrice qu'ils sont appelés. C'est le fameux « fardeau de l'homme blanc » de Kipling. L'Empire a le devoir de procéder à sa mission et il est responsable du développement des peuples sous sa gouverne¹⁹¹. Le Canada est un très bon exemple de réussite puisque c'est grâce à la conquête britannique que les Canadiens français ont pu accéder aussi au gouvernement responsable et que le pays est en processus de devenir l'une des grandes puissances mondiales. On retrouve clairement cette vocation universaliste dans le discours du *Board* sur la victoire anglaise en Afrique du Sud : « *The peoples of South Africa are assured the inestimable advantages of becoming citizens of an Empire under whose flag justice and freedom everywhere prevails.* »¹⁹².

¹⁹¹ Carl Berger, *The Sense of Power...*, pp. 218-219.

¹⁹² Assemblée générale spéciale pour la fin de la guerre, Fonds..., *Procès verbaux...*, 1902, p. 63.

Rapidement, le mot « impérial » devient dans le discours du *Board* le mélioratif universel. Il n'est plus besoin de spécifier les qualités d'un grand homme, il suffit de dire de lui qu'il est impérialiste. Comme si cette unique caractéristique rassemblait en elle seule tout ce que la civilisation britannique pouvait contenir de positif. Par exemple, à la mort d'Édouard VII, on n'énumère plus les particularités positives de l'Empire comme on l'a fait pour sa mère, mais on se contente de dire : « *He loved [the Empire] through and through, and all around, and it was his chief desire to see it grow even more united, strong, beneficent and respected* »¹⁹³. Quant au Earl Grey, le nouveau gouverneur général en 1905, on dit : « *[he] was no little Englander, but an Imperialist. He was in the class of Governors General that Canada wanted. Men who would foster the Imperial relation.* »¹⁹⁴. L'impérialisme est devenu pour le *Board* le projet rassembleur à partir duquel on juge de la valeur des actions et des hommes. Si une mesure va à l'encontre de l'Empire, le libre-échange par exemple, elle est à rejeter, et inversement.

Leur vision de l'Empire

On a souvent perçu les impérialistes canadiens comme des esprits colonisés, des gens docilement loyaux à la couronne et sans ambitions nationales pour le Canada. Le livre de Berger, *The Sense of Power*, offre un autre point de vue qui se confirme davantage dans nos sources. L'impérialisme n'est pas opposé au nationalisme canadien, il en est, au contraire, une manifestation particulière¹⁹⁵. C'est que les impérialistes canadiens ne conçoivent pas l'Empire comme une organisation centralisée à l'image de la

¹⁹³ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1910, p. 307.

¹⁹⁴ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1905, p. 151.

¹⁹⁵ Carl Berger, *The Sense of Power...*, p. 8.

Rome antique, mais plutôt comme une fédération impériale composée de nations participant toutes à sa direction. Le Canada ne serait pas une dépendance, mais un pair de l'Empire¹⁹⁶ au sein d'une alliance, plutôt que d'une fusion¹⁹⁷. D'après le *Journal of Commerce*, l'Empire sera le « *Greater Britain of the future* »¹⁹⁸.

En fait, non seulement les membres du *Board* entrevoient-ils le Canada comme un membre égal à l'Angleterre dans une éventuelle fédération impériale, mais ils considèrent généralement qu'à terme, le Canada en sera l'élément dominant. Comme nous l'avons vu précédemment, la foi des hommes d'affaires en l'avenir du Canada ne connaît pas de limite. Il est facile pour eux de l'imaginer devenir, à moyen terme, le pays le plus peuplé et le plus prospère de l'Empire. Cette attitude est à l'époque habilement résumée par Kipling selon lequel les Canadiens : « *have a crude faith in the Empire, of which they naturally conceived themselves as the belly button* »¹⁹⁹. Pour le président du *Board*, cette ambition est claire. Non seulement le Canada sera-t-il la « *chief star of the crown* », mais ce sera grâce à lui si l'Empire parvient à rivaliser avec les autres puissances :

*We in Canada are building a mighty empire, the importance of which is undreamed of by the vast majority. [...] We are the factor that will keep Great Britain in the race for supremacy with the US and other powers of the world*²⁰⁰.

¹⁹⁶ Carl Berger, *The Sense of Power...*, pp. 125-126.

¹⁹⁷ Max Beloff, *Britain's Liberal Empire...*, p. 143.

¹⁹⁸ *Journal of Commerce*, 16 mars 1900, p. 827.

¹⁹⁹ Robert Craig Brown, Ramsay Cook, *Canada 1896-1921 : A nation transformed*, Toronto, McLelland & Stewart, 1976, p. 27.

²⁰⁰ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1906, p. 184.

Sous cet éclairage, il est difficile de nier l'ambition nationale canadienne du *Board*. Il faudrait cependant souligner qu'en dehors du territoire, les valeurs de ce nationalisme canadien ne se distinguent pas beaucoup du modèle britannique dont il découle.

Une grande famille

En plus de sa mission civilisatrice et de sa forme décentralisée, le projet impérial comporte une autre caractéristique importante : il est présenté et perçu comme le projet de rapprocher les membres d'une grande famille. La métaphore familiale est omniprésente dans le discours impérialiste ainsi que la grande valeur attribuée à la réunion, au resserrement des liens, au rapprochement. Bien entendu, au cœur de cette métaphore se trouve le concept de mère-patrie, la Grande-Bretagne. Conséquemment, les colonies et dominions sont les : « *children of the Mother land* »²⁰¹, et entre eux, des « *sister nations* »²⁰². L'unité impériale sera le lien qui « tricotera » ensemble tous les membres de cette famille. Mais si cette famille se réunit autour d'une mère, cela ne veut pas dire que celle-ci dirigera l'ensemble. On a beaucoup de respect pour la « *dear old Mother land* »²⁰³, mais celle-ci aura besoin de la vigueur et de l'énergie de ses jeunes filles. Comme il a été mentionné plus tôt, on perçoit le Canada comme l'enfant maintenant parvenu à maturité et prêt à prendre sa place dans la vie adulte. Certains parlent même de décadence de l'Angleterre, quoique le *Board* n'endosse pas ces discours²⁰⁴.

²⁰¹ Assemblée générale spéciale sur la préférence impériale, Fonds..., *Procès verbaux...*, 1902, p. 60.

²⁰² *Journal of Commerce*, 12 mai 1898, p. 681.

²⁰³ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1904, p. 123.

²⁰⁴ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1905, p. 151.

En plus de souligner les origines communes des différents peuples de l'Empire, la métaphore familiale contient un message supplémentaire : il n'y a qu'au sein d'une famille que l'on puisse trouver une réelle solidarité. La famille est plus solide que les alliances politiques et commerciales. Lord Chamberlain, le champion de l'impérialisme en Angleterre et l'un des rares parlementaires anglais populaires au *Board of Trade*, résume ainsi cette idée : « [...] *to seek in our own family the strength and support we shall never find from foreign nations* »²⁰⁵. Dans le *Journal of Commerce*, le sens de la famille prend une tournure très concrète :

*Canadians prefer that the ownership of our properties, and the mortgage debentures of our municipalities should be held by our own flesh and blood, rather than that our land should pay tribute to foreigners*²⁰⁶.

Par *foreigners*, il faut ici comprendre les Américains, bien entendu. Malgré que les États-Unis eussent été également une colonie britannique, ils sont maintenant devenus définitivement des étrangers pour les hommes d'affaires montréalais. Les membres du *Board* voient d'un mauvais oeil toute tentative d'entente commerciale entre la Grande-Bretagne et les États-Unis.

L'Empire en actes

Au delà des conceptions idéalistes, l'Empire s'incarne tout de même dans la réalité sous forme de projets concrets. Une de ses principales manifestations physiques est l'apparition de groupes ou d'institutions visant à développer un aspect ou l'autre de la question impériale. Pour le *Montreal Board of Trade*, la principale plateforme de

²⁰⁵ *Journal of Commerce*, 12 mai 1898, p. 681.

²⁰⁶ *Journal of Commerce*, 14 juin 1912, p. 816.

discussion et d'action sur ce sujet touche les congrès des chambres de commerce de l'Empire. Inaugurés en 1886, ceux-ci se tiennent à tous les trois ans à partir de 1896, d'abord à Londres pour ensuite se déplacer dans les différentes métropoles de l'Empire. Le *Board* met beaucoup d'énergie dans la préparation de ces événements. Des assemblées générales spéciales sont organisées avant chaque congrès pour discuter des questions à l'ordre du jour et pour déterminer ses positions sur les enjeux importants. Il apparaît rapidement que les questions les plus importantes touchent le commerce intra-impérial et la défense de l'Empire.

Illustration D : *The Coming Empire Business Conference* (Entre 1920-1929)
(Source : Arthur George Racey, Musée McCord)



Le commerce au sein de l'Empire

On ne saurait s'étonner si le noyau de l'unité impériale pour les membres du *Board* se trouve dans la création d'un espace économique protégé commun aux différentes parties de l'Empire. La proposition qu'il soumet dès le premier congrès et qu'il défendra durant toute la période consiste en ce que les échanges commerciaux à l'intérieur de l'espace impérial soient moins frappés de droits de douane que le commerce avec les nations étrangères. Avec son tarif préférentiel de 1897 à l'égard de la Grande-Bretagne, le Canada fait figure de pionnier en ce sens. D'ailleurs l'historien Max Beloff souligne que le Canada est le principal défenseur de la préférence tarifaire au sein de l'Empire²⁰⁷. Bien que l'appui enthousiaste du *Board* au tarif préférentiel soit évident dans les archives, celles-ci n'indiquent pas qu'il ait participé d'une façon ou d'une autre à sa mise en place.

Il est certain que pour les impérialistes exaltés, la banale question des échanges commerciaux puisse sembler bien mineure et mesquine en comparaison avec la grande mission civilisatrice de l'Empire²⁰⁸. Cependant, pour les hommes d'affaires, qui se veulent plus pragmatiques, il n'y a pas de plus grand enjeu que l'économie et l'union commerciale est l'un des éléments les plus importants qui soient. Rappelons que pour eux, il n'existe pas vraiment de réalité sociale détachée de l'économie. Ils considèrent, par exemple, qu'un traité de libre-échange avec les États-Unis serait à coup sûr le premier pas vers une union politique. Un des présidents formule clairement cette idée ainsi : « *Commercial bond [is one of] the strongest links in national unity. [...] The*

²⁰⁷ Max Beloff, *Britain's Liberal Empire...* p. 127.

²⁰⁸ Carl Berger, *The Sense of Power...*, p. 8.

existence of the Empire is largely dependant upon the material prosperity of the people »²⁰⁹. Autrement dit, au delà de l'histoire et des valeurs communes, ce qui fera la puissance de l'Empire, c'est la prospérité de ses citoyens, et ce sont les relations commerciales qui en cimenteront l'union.

Tous les congrès des chambres de commerce de l'Empire endossent d'une façon ou d'une autre le principe de la préférence tarifaire impériale. En 1906, au Congrès de Londres, c'est la proposition rédigée par le *Montreal Board of Trade* lui-même qui est adoptée, ce qui souligne son *leadership* sur cette question. Malgré cela, l'idée ne fait pas beaucoup de chemin au niveau politique. Si la plupart des colonies et dominions sont en faveur de l'idée, la Grande-Bretagne reste à être convaincue. Le libre-échange est un élément fondamental de la politique économique britannique depuis 1846 et l'adoption de frontières tarifaires y est perçue par plusieurs comme un retour en arrière. De plus, malgré la taille de l'Empire, la majorité des échanges commerciaux britanniques se font avec l'étranger et il semble bien que la Grande-Bretagne tienne à ces liens commerciaux²¹⁰.

Afin de convaincre la Grande-Bretagne du bien-fondé de leur projet, le *Board* doit développer de nouveaux arguments concrets allant au delà des principes généraux. Il y en a deux principaux répétés à plusieurs reprises au cours des années étudiées. Le premier est celui de l'indépendance alimentaire de la mère patrie. Depuis longtemps, les îles britanniques ne sont plus en mesure de fournir les produits agricoles nécessaires

²⁰⁹ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1900, p. 398.

²¹⁰ Max Beloff, *Britain's Liberal Empire...* p. 47.

pour subvenir aux besoins de leur population. D'après le *Board*, cette dépendance de pays étrangers pour l'obtention de produits alimentaires est néfaste et il vaudrait mieux pour la Grande-Bretagne assurer son approvisionnement à l'intérieur de l'Empire, une source qui demeurerait accessible même en temps de guerre. On pense évidemment au Canada, prêt à devenir le grenier officiel de l'Angleterre: « *If the United States stop shipping 4-5 weeks, England would starve. [...] It is our duty to make England independent of any foreign nation (applause)* »²¹¹. En accordant un tarif douanier préférentiel au Canada, la Grande-Bretagne contribuerait à stimuler le développement du Nord-Ouest qui deviendrait encore plus rentable. En très peu de temps, le Canada serait en mesure de la « libérer de la dépendance alimentaire »²¹². Il est intéressant de noter comment dans le discours du *Board of Trade*, le développement économique de l'Ouest canadien devient tout à coup un devoir patriotique.

Le deuxième argument est lié au premier : le développement de l'Ouest canadien aurait pour effet d'encourager les émigrants anglais à s'installer au Canada plutôt qu'aux États-Unis. L'objectif est alors de conserver au sein de l'Empire ses forces vives et d'en augmenter sa puissance en exploitant les vastes ressources canadiennes : « *We are rich in resources, poor in people. [...] Give us 125 000 farmers and we'll raise all the wheat supplies Great-Britain requires* »²¹³. On pense qu'à lui seul, le Nord-Ouest canadien pourrait accueillir 50 millions de personnes. Finalement, augmenter l'immigration

²¹¹ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1900, p. 372.

²¹² Assemblée générale spéciale sur la proposition de tarif préférentiel, Fonds..., *Procès verbaux...*, 1902, p. 60.

²¹³ Assemblée générale spéciale sur la proposition de tarif préférentiel, Fonds..., *Procès verbaux...*, 1902, p. 60.

d'origine anglo-saxonne aurait un autre avantage, soit celui d'éviter une trop grande mixité raciale comme c'est le cas aux États-Unis²¹⁴.

Malgré le travail soutenu du *Montreal Board of Trade* et des nombreuses autres chambres de commerce de l'Empire, il n'y aura jamais de politique commerciale impériale sérieuse. Des traités de réciprocités sont signés entre diverses nations de l'Empire, mais cela se fait au cas par cas, comme entre toutes les nations.

La défense de l'Empire

En raison de sa grande extension géographique, la défense de l'Empire britannique est extrêmement coûteuse. Elle nécessite l'entretien de la plus grande flotte du monde, financée entièrement par la Grande-Bretagne. Bien que les impérialistes aient toujours cru en l'éventuelle participation des colonies et des dominions à la défense de l'Empire, cette question devient particulièrement d'actualité avec la guerre des Boers en 1899. La Grande-Bretagne réclame l'aide de ses colonies. Au Canada, le gouvernement est maître de décider ou non de participer au conflit. Si la population canadienne est divisée sur le bien-fondé d'une participation canadienne à cette guerre, le *Montreal Board of Trade*, lui, l'approuve sans réserve. En définitive Laurier accepte finalement d'envoyer environ 4000 volontaires au front malgré la forte opposition des nationalistes québécois dirigés par Henri Bourassa.

Pour plusieurs, la participation de composantes de l'Empire à la Guerre des Boers représente la première manifestation concrète de l'idée impériale²¹⁵. Pour le *Board*, la

²¹⁴ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1909, p. 270.

participation canadienne est la source d'une grande fierté et d'un grand optimisme pour l'avenir : « *Today, we are ready and willing, as we have shown, to assist the Empire in the moment of need (applause)* »²¹⁶. La fierté est d'autant plus grande que l'un des membres du *Board*, Lord Strathcona, a lui-même financé l'envoi d'un régiment de cavalerie entièrement équipé, le *Strathcona Horse*. Pour Strathcona, l'Afrique du Sud sera : « *the rock upon which the closer federation of the English-speaking people will be based* »²¹⁷.

Dans une proposition destinée au Congrès des chambres de commerce de l'Empire en 1902, le *Board* affirme que les colonies devraient contribuer au coût de la défense navale et militaire de l'Empire²¹⁸. Cette proposition est immédiatement suivie de celle sur la nécessité d'un tarif préférentiel. Les membres les plus impérialistes y voient une tentative de marchandage mal venue en laissant entendre que les colonies aideront à la défense en échange d'un commerce protégé²¹⁹. Malgré cette réserve, des propositions semblables sont réitérées les années suivantes. Cela gêne également le *Journal of Commerce* qui considère la position du *Board* « *utterly selfish* »²²⁰, le terme « *selfish* » étant utilisé à quatre reprises dans l'article. Il préférerait que l'accent soit davantage mis sur la contribution canadienne à la défense impériale. Pour les purs et durs, le Canada ne *mérite* pas le tarif préférentiel car il jouit d'une protection gratuite de la part de la

²¹⁵ Max Beloff, *Britain's Liberal Empire...* p. 77.

²¹⁶ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1900, p. 372.

²¹⁷ *Journal of Commerce*, 2 mai 1902, p. 2178.

²¹⁸ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1900, p. 396.

²¹⁹ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1900, p. 396.

²²⁰ *Journal of Commerce*, 3 janvier 1902, p. 1068.

Grande-Bretagne²²¹. En 1903, le cinquième congrès des chambres de commerce de l'Empire adopte une résolution selon laquelle il est du devoir des colonies de participer aux coûts de la défense de l'Empire. Avec la réserve cependant que les pays conservent : « *the privilege of keeping their own initiative as to the nature of the help* »²²². La responsabilité des colonies dans la défense de l'Empire reste ainsi peu contraignante. Le Canada, comme les autres parties de l'Empire, redoute de se retrouver engagé dans des opérations impériales coûteuses ne le concernant pas directement.

La Première Guerre mondiale offre une nouvelle occasion de mettre en pratique la proposition du *Board* de défense commune de l'Empire. Celui-ci reste cohérent dans ses prises de position et il participe activement à l'effort de guerre, finançant lui-même un avion de guerre, le *Montreal #3* du *Royal Flying Squadron*²²³. Il organise également plusieurs célébrations patriotiques au cours desquelles des levées de fonds sont effectuées pour différentes causes reliées à la guerre. Ainsi en est-il du *Tobacco Fund* qui vise à fournir des cigarettes gratuites aux blessés sur le front. Finalement, la communauté anglophone, y compris les familles des milieux d'affaires montréalais, fournit la grande majorité des volontaires envoyés à la guerre.

En dépit du sincère esprit de sacrifice des membres du *Board*, la guerre prend rapidement une tournure inattendue puisqu'elle devient une lucrative opportunité d'affaires pour les manufacturiers et exportateurs montréalais. Le *Munition Board* dirigé

²²¹ Assemblée générale spéciale sur la question du tarif préférentiel, Fonds..., *Procès verbaux...*, 1902, p. 60.

²²² Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1904, p. 116.

²²³ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1916, p. 17.

par James Flavelle dépense cinq millions de dollars par semaine, les exportations manufacturières canadiennes quintuplent et les prix des céréales augmentent²²⁴. Les hommes d'affaires développent une forme de mauvaise conscience qui les pousse à encourager encore davantage l'effort de guerre canadien : « *Such remarkable prosperity imposed heavy burdens and should increase the efforts of everybody* »²²⁵. Un autre effet paradoxal de la guerre est qu'elle contribue à l'indépendance financière et économique du Canada vis-à-vis de la Grande-Bretagne qui cesse entièrement ses investissements à l'étranger. Le Canada doit alors se tourner non seulement vers les États-Unis, mais également vers sa propre population pour financer son effort de guerre. À la fin du conflit, le Canada aura émis pour environ deux milliards de dollars d'obligations achetées principalement par des Canadiens²²⁶.

Malgré la contribution à la guerre de plusieurs colonies et dominions, les composantes de l'Empire n'aboutissent jamais à s'entendre sur une façon d'instituer officiellement la défense commune de l'Empire. De part et d'autre, on ne veut pas céder de son autonomie. Le Canada redoute de devoir financer des interventions coûteuses partout dans le monde et la Grande-Bretagne n'est pas prête à recevoir des représentants des colonies dans son parlement. Cette question intéresse beaucoup les membres du *Board* qui considèrent qu'une représentation canadienne devrait certainement faire partie d'un éventuel arrangement impérial. Lorsque les colonies contribueront directement à la flotte anglaise, elles devront avoir leur mot à dire sur ses affaires étrangères. En 1903, la

²²⁴ Kenneth Norrie et Douglas Owram, *A History of the Canadian Economy*, Toronto, Harcourt Brace, 1996, p. 305.

²²⁵ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1917, p. 38.

²²⁶ Kenneth Norrie, *A History of the Canadian Economy...*, p. 302.

résolution suivante est adoptée au *Board* en 1903, rappelant le : « *being a generally accepted principle of British law that taxation and representation shall go hand in hand* »²²⁷.

Des intérêts

Dans la définition de l'idéologie présentée en introduction, nous avons souligné l'importance des intérêts particuliers du groupe étudié. Nous y avons postulé la coïncidence des intérêts d'un groupe et des valeurs défendues dans son discours. Dans les deux chapitres précédents, nous avons tenté de faire transparaitre ces liens au fur et à mesure que nous découvriions les valeurs implicites des hommes d'affaires montréalais dans leur discours sur eux-mêmes et sur les autres. Dans ce chapitre sur l'impérialisme, il nous semble intéressant de traiter des intérêts des membres du Board à cultiver leur lien avec l'Empire britannique.

Montréal est la fille du Saint-Laurent, et c'est sa position d'intermédiaire privilégié entre les richesses naturelles du Canada et les marchés européens qui ont fait d'elle la métropole économique du Dominion. À l'époque qui nous intéresse, la ville est devenue également le centre financier et industriel canadien, mais son port qui est à l'origine de son développement demeure toujours son atout le plus important. À certains égards, le développement de l'Ouest canadien change la donne. Bien qu'il s'agisse d'une opportunité d'affaires inouïe pour les milieux d'affaires montréalais, il comporte

²²⁷ Assemblée générale spéciale sur le cinquième congrès, Fonds..., *Procès verbaux...*, mai 1903, p. 103.

également des risques. En effet, les plaines de l'Ouest sont très éloignées et elles ne font pas partie du bassin économique naturel drainé par le Saint-Laurent. Malgré la construction du chemin de fer transcontinental qui agit comme une extension du Saint-Laurent à travers le pays, le bénéfice du développement des prairies risque d'échapper à Montréal si la production agricole prend le chemin des États-Unis. Ce pays, qui est devenu l'une des plus grandes puissances économiques du monde, est un marché beaucoup plus proche que l'Europe. Comment les hommes d'affaires montréalais pourront-ils s'assurer d'une circulation en provenance de l'Ouest vers l'Est ? Voilà probablement le plus grand défi auquel ils font face.

L'acheminement de la production de l'Ouest fait indubitablement partie des points majeurs de l'agenda du *Board*. En 1896, le président affirme que celui-ci doit diriger le trafic du *Great Northwest* : « *under the British flag, and into its proper channel* »²²⁸. Il faut entendre ici l'Europe via Montréal. En 1903, un autre président rappelle que l'objectif du *Board* est de tout faire pour faire transiter le commerce par Montréal²²⁹. En 1909, on est consterné du fait que la production de l'Ouest a de plus en plus tendance à être détournée vers le Sud²³⁰. Le *Board* réagit dans ce dossier principalement en augmentant la compétitivité du port de Montréal vis-à-vis des autres ports atlantiques américains. On améliore ses infrastructures et on aménage le Saint-Laurent.

²²⁸ Fonds..., *Procès verbaux...*, 1897, p. 273.

²²⁹ *Rapport annuel*, janvier 1903, p. 304.

²³⁰ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1909, p. 278.

Mais sa lutte se fait également au niveau idéologique. Comme nous l'avons vu, il s'oppose féroce­ment à toute entente de libre-échange avec les États-Unis en développant l'argument selon lequel il s'agirait d'un premier pas vers une annexion. Cette question devient un enjeu patriotique de premier plan. Sa solution de rechange est, bien entendu, de resserrer les liens commerciaux de Montréal avec les autres parties de l'Empire. Voilà comment l'impérialisme devient instrumental dans son ambition de garder sa mainmise sur le commerce canadien. Lorsqu'un président du *Board* dit : « *I have little faith in the theory of favorable trade outside the Empire, [...] Great Britain is the natural market of Canada* »²³¹, comment ne pas y voir un choix idéologique ? Comment un pays au delà de l'Atlantique peut-il être davantage le marché naturel du Canada que les États-Unis avec lequel il partage des milliers de kilomètres de frontière commune ? En 1912, le *Journal of Commerce* persiste dans le même sens : « *We believe in the British connection as our final arrangement. From the commercial point of view, we should be sorry to think of any other destination awaiting us* »²³². En 1908, l'Ouest connaît une excellente récolte et les membres du *Board* discutent des marchés potentiels pour vendre le blé et la farine. La réponse est claire : n'importe où sauf aux États-Unis²³³.

Le fait qu'ignorer le marché américain soit un non-sens géographique force les membres du *Board* à se servir d'arguments idéologiques. L'impérialisme s'y prête très bien car il s'agit déjà d'une idée populaire au Canada et dans le reste de l'Empire. D'une part, le *Board* peut y puiser la justification d'un transit de l'Ouest vers Montréal. D'autre part, comme les différentes parties de l'Empire doivent se rapprocher pour être plus

²³¹ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1898, p. 304.

²³² *Journal of Commerce*, 7 juin 1912, p. 816.

²³³ Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1908, p. 280.

fortes, quoi de mieux pour les unir davantage qu'une entente de protection tarifaire ? Quant aux États-Unis, il s'agit d'un compétiteur de l'Empire. C'est même une menace potentielle car on croit qu'ils projettent l'annexion du Canada : « *the United States have for years been looking with longing eyes at Canada* »²³⁵. En définitive, l'imposition de tarifs entre le Canada et les États-Unis jointe à une protection douanière préférentielle avec les autres parties de l'Empire ferait de Montréal le point d'ancrage canadien à ce nouvel espace économique impérial.

Le fait que les intérêts des hommes d'affaires de Montréal coïncident parfaitement avec le projet d'unité impériale n'enlève rien à la sincérité de leur engagement. Bien qu'il soit possible que certains d'entre eux n'y croient que par calcul, il nous apparaît plus probable que la plupart d'entre eux y soient honnêtement attachés. Un impérialiste complètement cynique aurait-il laissé partir avec enthousiasme son fils comme volontaire à la guerre ? C'est le propre de l'idéologie que d'être invisible à ceux-là même qui la vivent. Son efficacité en tant que pensée rassembleuse provient justement du fait qu'elle apparaisse comme naturelle ou allant de soi, et non pas comme une stratégie explicite que l'on pourrait remettre en question.

L'impérialisme est un aspect majeur du discours des milieux d'affaires montréalais anglophones au début du XX^e siècle. L'idée de rapprocher les parties de

²³⁴ *Rapport annuel*, janvier 1909, p. 255

²³⁵ Extraits du rapport annuel, Fonds..., *Procès verbaux...*, janvier 1909, p. 255.

l'Empire britannique atteint son sommet de popularité exactement au moment de notre période. Les valeurs qui y sont rattachées sont celles de la mission civilisatrice des Britanniques : la diffusion de la liberté, du progrès et du commerce auprès des peuples primitifs. C'est le « fardeau de l'homme blanc ». Au *Montreal Board of Trade*, les discussions portent sur des aspects plus concrets de l'impérialisme, principalement la création d'un espace de commerce protégé intérieur à l'Empire et la contribution des colonies à sa défense. Sur le plan du commerce, l'aspect qui leur tient le plus à cœur, le rapprochement impérial ne se concrétise pas dans des politiques du gouvernement canadien. Quant à la défense de l'Empire, malgré l'engagement du Canada dans la guerre des Boers et la Première Guerre mondiale, elle ne débouchera pas sur la formation d'un parlement impérial. Leur vision économique et politique ne se concrétise donc pas et les liens économiques avec les États-Unis continueront de s'affermir.

Si on ne peut douter de la sincérité des hommes d'affaires montréalais dans leur engagement impérialiste, force est de constater qu'il s'agit d'un projet qui leur permettrait d'assurer la pérennité de la mainmise de Montréal sur l'économie canadienne. En stigmatisant les États-Unis comme un rival plutôt qu'un partenaire commercial et en convainquant leurs concitoyens que l'Empire est le seul vrai marché pour le Canada, le *Board* peut espérer limiter les échanges du Nord vers le Sud et renforcer celles allant de l'Ouest vers Montréal. S'ils échouent dans cette tâche, ce sera le début de la fin de la place prédominante de Montréal comme métropole du Canada car la ville n'est pas géographiquement avantagée dans un espace strictement nord-américain alors que les populations se déplacent toujours plus à l'Ouest.

CONCLUSION

Les archives du *Montreal Board of Trade* révèlent entre 1897 et 1921 l'idéologie d'un groupe social vivant une sorte d'âge d'or. Montréal est alors la métropole incontestée d'un pays connaissant la plus forte croissance économique de son histoire, une croissance phénoménale selon tous les standards. Le *Board*, alors le plus important organisme du genre au pays, est dirigé par des représentants de l'élite des hommes d'affaires de la ville. Cette élite est un groupe socialement et géographiquement très compact logeant en communauté dans le territoire du Mille Carré Doré de Montréal. À elles seules, une cinquantaine de familles montréalaises possèdent près de la moitié des actifs nationaux. Dans un Canada très préoccupé par son développement économique, l'avis des hommes d'affaires de la métropole compte pour beaucoup. Les représentations du *Board* auprès des différents paliers de gouvernement trouvent souvent une oreille attentive. Ils se concrétisent en investissements importants pour des infrastructures et des changements législatifs. Le discours du *Board*, et donc son idéologie, influence également les autres groupes sociaux par le biais des médias qu'ils possèdent ainsi que par les institutions hospitalières, caritatives et académiques que ces hommes d'affaires financent et dirigent. Quelle est donc l'idéologie de cette classe triomphante ? Nous avons postulé en introduction qu'une idéologie était d'abord un ensemble de valeurs. Voyons quelles sont les valeurs défendues par le *Montreal Board of Trade* au début du siècle.

Les membres du *Board* ne vivent pas en isolement complet. Ils partagent avec leurs concitoyens un grand nombre de valeurs communes qui se retrouvent également dans d'autres sociétés occidentales. Cependant, ils sont membres d'un groupe particulier, ce qui implique l'adhésion à un sous-ensemble de valeurs particulières permettant au *Board* d'avoir une identité cohérente. Comme la caractéristique première de cette institution est de rassembler des hommes d'affaires, il n'est donc pas surprenant d'y constater une insistance sur les qualités reliées au profil de l'entrepreneur ou même de l'ingénieur. Au *Board*, on juge d'abord et avant tout un individu sur sa capacité d'agir concrètement sur son environnement. Pour reprendre les termes de notre source, une personne doit être *utile*. Les vertus nécessaires à cette utilité sont celles du *travail*, de la *discipline*, de *l'énergie*, de *l'industrie* et du *dynamisme*. On retrouve un peu là les qualités de la machine qui fournit un travail infatigable et toujours exact. Cependant, cela ne suffit pas, il faut également *l'esprit d'entreprise*, qui permet l'avènement de choses nouvelles, et le *progrès technologique*, qui permet d'améliorer l'efficacité du travail sur la nature. Aux côtés de ces valeurs d'entreprise, on retrouve aussi celles plus morales de *l'intégrité* et de *l'honnêteté*. Celles-ci seraient indispensables à la bonne conduite des affaires bien qu'on n'explique pas vraiment de quelle façon. Il s'agit de rendre le profit respectable, en le présentant comme le fruit d'une conduite honorable, car le gain est souvent associé à l'avidité, au hasard ou à la tromperie. Pour le *Board*, un tel gain ne pourrait être qu'accidentel et temporaire.

Une autre valeur d'importance est celle de la *générosité*. La philanthropie est encouragée et très bien vue au *Montreal Board of Trade*. Cependant, elle n'est pas présentée comme un acte de partage, mais plutôt comme une démonstration de libéralité.

Les hôpitaux, écoles et instituts fondés par ces dons sont autant de témoignages de la grandeur des hommes d'affaires de Montréal en plus de faire office d'ornements de la ville. En ce sens, la haute bourgeoisie montréalaise aime être perçue comme une forme d'aristocratie locale.

Le *Board* est avant tout une institution centrée sur les affaires. Toutefois cela n'empêche pas ses membres de se percevoir également comme des Canadiens. Ce faisant, ils construisent une identité canadienne qui leur est en partie spécifique. Parmi les valeurs que les membres du *Board* attribuent au « nous » canadien, il y a d'abord celle de la *loyauté* à la couronne britannique. Cette loyauté est à la base même de l'identité canadienne qui se définit toujours par opposition aux États-Unis. Le Canada est la colonie américaine restée loyale. De cette loyauté découlent d'autres valeurs canadiennes clefs : la *continuité*, la *stabilité*, la *prudence* que l'on peut aussi opposer à la perception du caractère instable et anarchique des États-Unis. Au delà de la loyauté, les vrais Canadiens, selon le *Board*, adhèrent à l'*impérialisme*, ce projet de rapprochement commercial et militaire des différentes parties de l'Empire. Parmi les valeurs positives attribuées à l'Empire britannique, on retrouve celles du *gouvernement responsable*, de la défense des *libertés individuelles* et du respect de la *loi et de l'ordre*. Cependant, si les membres du *Board* valorisent l'*égalité* des hommes devant la loi, ils ne sont pas égalitaires.

Une autre des valeurs nationales développées par le *Board* est celle de *nordicité*. Le terme ne lui est pas contemporain mais il résume un ensemble de caractéristiques positives attribuées au climat froid et à la situation nordique du Canada. On considère

que la situation nordique du Canada procure à ses habitants l'environnement le plus pur et le plus salubre qui soit. De plus, l'adaptation aux rigueurs du climat et de la géographie produit une race d'hommes particulièrement *forts, énergiques et disciplinés*. Ainsi, la nature même du Canada produit des hommes aptes au travail sur la nature elle-même.

Le choix de valeurs clefs implique une valorisation de certaines actions plutôt que d'autres. En ce sens, toute idéologie implique un projet de société qui serait l'aboutissement des actions faites selon ces valeurs. La vision du *Montreal Board of Trade* est celle du Canada devenant une grande puissance mondiale. On perçoit le Canada comme un vaste territoire regorgeant de richesses inexploitées et c'est la mission des Canadiens de transformer ces ressources brutes en base matérielle d'une grande civilisation. Le développement national est donc avant tout un projet d'entreprise et c'est ce qui encadre l'idéologie du *Board*. Ce ne sont donc pas les valeurs militaires ou spirituelles qui priment, mais plutôt celles décrites plus haut du travail sur la matière et du progrès matériel. En définitive, le projet de société du *Board* est surtout l'avènement d'une grande *prospérité*. En cela, les États-Unis ne font plus office de repoussoir mais plutôt de modèle. Les membres du *Board* pensent avec Laurier que si le XIX^e siècle fut celui des États-Unis, le XX^e sera celui du Canada.

Le projet de société des hommes d'affaires montréalais ne s'arrête pas aux frontières du Canada. Dans son extension maximale, il embrasse l'ensemble de l'Empire britannique. Grâce aux rapprochements commerciaux et militaires de ses différentes parties, l'Empire deviendra l'entité politique la plus importante du monde. Il s'agira

d'une grande fédération au sein de laquelle le Canada sera pair de la Grande-Bretagne et non pas une dépendance. Avec l'énorme croissance du Dominion telle qu'on l'entrevoit, celui-ci supplantera éventuellement la mère patrie en population et en poids économique. Grâce à la *solidarité* entre les différents membres de la *famille* impériale, le Canada pourra ainsi se développer en toute *sécurité* pour une toujours plus grande *liberté et prospérité*.

Lorsque l'idéologie d'un groupe s'étend à d'autres sections de la société, c'est autant de personnes de plus qui agissent dans le sens de son projet de société. C'est pourquoi il y a toujours un rapport entre l'idéologie et les intérêts d'un groupe. Cela s'observe de différentes façons chez le *Board of Trade*. En premier lieu, nous avons mentionné les valeurs reliées à une certaine éthique du travail : discipline, industrie, économie, énergie, intégrité, etc. Il s'agit de qualités individuelles légitimant la réalisation du gain. Toute personne pratiquant ces vertus est tenue d'accéder à un certain niveau de confort matériel. Conséquemment, toute personne pauvre peut être soupçonnée d'être soit paresseuse, prodigue, malhonnête ou affligée d'un autre vice du même genre, sauf en cas d'incapacités objectives comme un handicap. Tout problème social est donc avant tout un problème individuel qui doit être réglé individuellement. Les hommes d'affaires nient l'existence de problèmes sociaux et surtout se dégagent de toute responsabilité sociale envers les travailleurs ou autres membres moins fortunés de la société. Cela ne veut pas dire qu'ils ne participent pas à l'éducation des pauvres et au soulagement de la misère, mais cela ne peut se faire que par initiative personnelle, par œuvres philanthropiques. Tout système forcé de redistribution de la richesse serait une atteinte grave à la *liberté* ainsi qu'au droit à la *propriété individuelle*. Ces deux mêmes

valeurs jouent dans la dénonciation des syndicats qui veulent priver les patrons de jouir comme ils l'entendent de leur bien (l'entreprise) et de leur liberté de négocier individuellement avec les travailleurs.

En plus de fournir des arguments contre ceux qui voudraient porter atteinte aux acquis des hommes d'affaires, l'idéologie du *Board* permet également de justifier la canalisation d'importantes ressources nationales à leur bénéfice. En diffusant la vision selon laquelle l'avenir du Canada dépend du développement économique dont ils sont les principaux agents, ils obtiennent du gouvernement de nombreux coups de main. Ainsi, pendant notre période, le *Board* est à l'origine de nombreux travaux d'aménagement du fleuve Saint-Laurent et du port de la ville de Montréal, tous extrêmement coûteux. Bien sûr, les retombées économiques peuvent bénéficier à l'ensemble de la société, mais le *Board* est aux premières loges. En plus d'investissements directs, les hommes d'affaires bénéficient également d'une protection légale contre leurs compétiteurs américains par l'instauration et le maintien de la Politique nationale. Le *Board* fait de cette question un enjeu patriotique en affirmant à plusieurs reprises qu'un traité de libre-échange, voulu par plusieurs Canadiens, serait le premier pas vers une annexion aux États-Unis.

Malgré l'importance de ces enjeux, le plus grand enjeu idéologique pour le *Board* se situe probablement dans sa défense de l'impérialisme. Avec le développement de l'Ouest canadien, les hommes d'affaires montréalais craignent de voir leur ville perdre en importance dans le paysage économique canadien par le développement de réseaux commerciaux nord-sud. Le statut de Montréal tient pour beaucoup à sa position d'intermédiaire privilégié entre les ressources du Canada et le marché européen. En plus

de faire appel à plusieurs éléments patriotiques canadiens, l'impérialisme fournit une alternative crédible à la consolidation d'un marché nord-américain. Le *Board* défend passionnément l'instauration d'un espace de commerce privilégié entre les différentes parties de l'Empire (et principalement la Grande-Bretagne), qui, en conjonction avec une barrière tarifaire contre les États-Unis, rival de l'Empire, rendrait logique l'exportation outre-mer des produits de l'ouest du Canada via Montréal.

Afin de mieux cerner ce que l'idéologie des milieux d'affaires montréalais avait de particulier à cette époque, il serait très intéressant d'étendre cette étude aux autres chambres de commerce du Canada. Est-ce que les hommes d'affaires de Toronto défendaient l'idée impériale avec autant de ferveur ? Si oui, était-ce avec les mêmes arguments ? Qu'en est-il de ceux de l'Ouest canadien ? Que pensaient les producteurs des Prairies de la pertinence d'exporter leur blé ou farine outre-mer plutôt que de les vendre directement au Sud ? Quel était leur attachement à la couronne britannique ? Y avait-il un clivage entre les différents secteurs économiques ? La *Canadian Manufacturer's Association*, par exemple, est beaucoup moins en faveur du tarif préférentiel accordé à la Grande-Bretagne que le *Montreal Board of Trade* car elle souhaite le maximum de protection pour ses industries. En quoi cela affecte-t-il son discours sur la question impériale ?

Nous avons dit au début de cette conclusion que le groupe que nous étudions connaît un âge d'or à cette époque. Il serait également intéressant de suivre l'idéologie des hommes d'affaires anglophones montréalais lors du déclin de leur projet. En 1921, alors que l'Empire britannique connaît sa plus grande expansion géographique, l'idée

impériale est un « *dead duck* » selon Beloff. De toute façon, au cours de la guerre, l'investissement britannique au Canada a été remplacé par l'investissement américain et intérieur dans des entreprises industrielles. Le Canada est en passe de lui-même devenir un pays industrialisé d'importance, progressivement moins dépendant des pays investisseurs. La nature de l'économie canadienne change et le modèle des *merchant princes* devient suranné. De plus, avec la crise économique, ces hommes d'affaires perdent de leur auréole de bâtisseurs auxquels il fallait donner toute licence. À partir de 1918, les Canadiens ne peuvent plus recevoir de titre de noblesse, ce qui contribue à changer le cursus idéal de l'homme d'affaires terminant sa vie comme lord anglais.

En fait, le discours du *Montreal Board of Trade* de 1897 à 1921 représente à la fois l'apogée et une sorte de chant du cygne d'un modèle canadien datant du XIX^e siècle et ayant Montréal pour centre. L'avenir est à l'industrialisation, aux échanges Nord-Sud et à l'indépendance du Canada envers l'Empire qui se manifeste dès les années 1920. Mieux située dans ce nouveau contexte économique, la ville de Toronto gagnera du terrain tout au long du XX^e siècle pour finalement occuper la place de métropole canadienne.

BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires

Archives

Fonds du bureau de commerce de Montréal, Série B, *Procès verbaux des assemblées générales*, 1897-1921, Service des archives de l'École des Hautes études commerciales, Montréal.

Périodique

The Canadian Journal of Commerce: Finance and Insurance Review, hebdomadaire, M.S. Foley, Montréal, 1897-1912.

Documents

Chambers, Ernest J. *The Book of Montreal*. Montreal, Book of Montreal Cie., 1903.

The Board of Trade Illustrated Edition of : Montreal, the Imperial City of Canada. Montreal, The Trade Review Cie, 1909.

Who's Who and Why in Canada. Toronto, Canadian Press Association, 1912.

Ouvrages de référence

Berger, Carl. *The Writing of Canadian History*. Toronto, University of Toronto Press, 1988, c1986.

Douglas, Francis R. et Smith, Donald B. *Viewpoints : Readings in Canadian History*. Toronto, Nelson, 2007.

Dictionnaire biographique du Canada. Québec, Presses de l'Université Laval, 1966-. Volumes 11-14.

Owram, Doug. *Canadian History : a Reader's Guide*, vol. 2. Toronto, University of Toronto Press, 1994.

Rouillard, Jacques (dir.). *Guide d'histoire du Québec : du régime français à nos jours : bibliographie commentée*. Montréal, Méridien, 1993.

Schultz, John (ed.). *Writing about Canada : A Handbook for Modern Canadian History*. Scarborough, Prentice-Hall Canada, 1990.

Études

Ouvrages généraux

Beloff, Max. *Britain's Liberal Empire : 1897-1921*. London, Methren & Co., 1969.

Cooper, John Irwin. *Montreal. A Brief History*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1969.

Craig Brown, Robert et Cook, Ramsay. *Canada 1896-1921 : A Nation Transformed*. Toronto, McLelland & Stewart, 1974.

Dickinson, John A. et Young, Brian. *Brève histoire socio-économique du Québec*. Québec, Septentrion, 1995.

Linteau, Paul-André. *et al. Histoire du Québec Contemporain : De la Confédération à la crise (1867-1929)*. Montréal, Boréal, 1989.

Linteau, Paul-André. *Histoire de Montréal depuis la Confédération*. Montréal, Boréal, 2000.

Rumilly, Robert. *Histoire de Montréal : 5 tomes*. Montréal, Fides, 1970.

Sancton, Andrew. *Governing the Island of Montreal : Language Differences and Metropolitan Politics*. Berkeley, University of California Press, 1985.

Idéologies et analyse du discours

Angenot, Marc. *La propagande socialiste, six essais d'analyse du discours*. Montréal, Les éditions Balzac, 1997.

Bourque, Gilles et Duchastel, Jules. *Restons traditionnels et progressifs : pour une nouvelle analyse du discours politique. Le cas du régime de Duplessis au Québec*. Montréal, Boréal, 1988.

Bourque, Gilles et Duchastel, Jules. *La société libérale duplessiste*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1994.

Bourque, Gilles et Duchastel, Jules. « Texte, discours et idéologie(s) ». *Revue belge de philologie et d'histoire*, Vol. 73, n.3, 1995, pp. 259-278.

Dumont, Fernand. *Le Lieu de l'homme*. LaSalle, Hurtubise HMH, 1971.

Maingueneau, Dominique. *Initiation aux méthodes de l'analyse du discours, problèmes et perspectives*. Paris, Hachette, 1976.

Mannheim, Karl. *Idéologie et Utopie*. Paris, Marcel Rivière, 1956.

Pêcheux, Michel. *Les vérités de La Palice*. Paris, François Maspero, 1975.

Schäffner, Christina et Kelly-Holmes, Helen (éd). *Discourse and Ideologies*. Clevedon, Multilingual matters, 1996.

Van Dijk, Teun. « Ideological discourse analysis ». *New Courant*, 4 (1995), University of Helsinki.

Économie canadienne

Armstrong, Christopher et Nelles, H.V. *Monopoly's Moment. The Organization and Regulation of Canadian Utilities, 1830-1930*. Philadelphia, Temple University Press, 1986.

Armstrong, Robert. *Structure and Change : An Economic History of Québec*. Toronto, Gage, 1984.

Bliss, Michael. *Northern Enterprise : Five Centuries of Canadian Business*. Toronto, McClelland and Stewart, 1990.

Linteau, Paul-André. *L'économie de Montréal : essai d'interprétation historique*. Montréal, Ville de Montréal, 1989.

Marr, William L. et Patterson, Donald G. *Canada : An Economic History*. Toronto, Gage, 1980.

Naylor, Tom. *The History of Canadian Business, 1867-1914*. Toronto, J. Lorimer, 1975.

Norrie, Kenneth et Owram, Douglas. *A History of the Canadian Economy*. Toronto, Harcourt Brace, 1996.

Rouillard, Jacques. *Histoire du syndicalisme au Québec*. Montréal, Boréal, 1989.

Taylor, Graham D. et Baskerville, Peter A. *A Concise History of Business in Canada*. Toronto, Oxford University Press, 1994.

Histoire et sociologie des milieux d'affaires

- Acheson, T. W. « Changing Social Origins of the Canadian Industrial Elite, 1880-1910 ». *Business History Review*, vol. 43, no. 2, 1973.
- Bliss, Michael. *A Living Profit : Studies in the Social History of Canadian Business, 1883-1911*. Toronto, McClelland and Stewart, c1974.
- Bliss, Michael. *A Canadian Millionaire : the Life and Business Times of Sir Joseph Flavelle, Bart., 1858-1939*. Toronto, McMillan of Canada, 1978.
- Clement, Wallace. *The Canadian Corporate Elite : an Analysis of Economic Power*. Toronto, McClelland and Stewart, c1975.
- Johnson, L. « The Development of Class in Canada in the XXth Century ». in Gary Teeple, *Capitalism and the National Question in Canada*. Toronto, University of Toronto Press, 1973.
- Linteau, Paul-André. « Quelques réflexions autour de la bourgeoisie québécoise, 1850-1914 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 30, no. 1, 1976.
- Linteau, Paul-André. *Maison neuve ou comment des promoteurs fabriquent une ville (1883-1918)*. Montréal, Boréal express, 1981.
- MacKay, Donald. *The Square Mile : Merchant Princes of Montreal*. Vancouver, Douglas & McIntyre, 1987.
- Niosi, Jorge E. *La Bourgeoisie Canadienne : la formation et le développement d'une classe dominante*. Montréal, Boréal express, 1979.
- Piédalue, Gilles. *La Bourgeoisie canadienne et la réalisation du profit au Canada, 1900-1930*. Thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Montréal, 1976.
- Piédalue, Gilles « Les groupes financiers au Canada 1900-1930 - étude préliminaire ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 30, no. 1, 1976.
- Porter, John A. *The Vertical Mosaic : an Analysis of Social Class and Power in Canada*. Toronto, University of Toronto Press, 1965.
- Rémillard, François. *Demeures bourgeoises de Montréal : le mille carré doré, 1850-1930*. Montréal, Édition du Méridien, 1986.

Identités canadiennes

- Berger, Carl. *Imperialism and Nationalism, 1884-1914: A Conflict in Canadian Thought*. Toronto, Copp Clark, 1969.

- Berger, Carl. *The sense of power: Studies in the Idea of Canadian Imperialism 1867-1914*. Toronto, University of Toronto Press, 1970.
- Brunet, Michel. *Canadiens et canadiens : études sur l'histoire et la pensée des deux Canadas*. Montréal, Fides, 1954.
- Francis, Daniel. *National Dreams : Myth, Memory and Canadian History*. Vancouver, Arsenal Pulp Press, 1997.
- Gordon, Alan. *Making Public Pasts : the Contested Terrain of Montreal's Public Memories, 1891-1930*. Montreal, McGill-Queen's University Press, 2001.
- Higham, John. *Strangers in the Land: Patterns of American Nativism 1865 – 1924*. New York, Atheneum, c1955.
- Roy, Fernande. *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*. Montréal, Boréal, 1993.
- Roy, Fernande. *Progrès, harmonie, liberté. Le Libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*. Montréal, Boréal, 1988.
- Rudin, Ronald. *Histoire du Québec anglophone, 1759-1980*. Québec, IQRC, 1986.
- Westley, Margaret. *Grandeur et déclin : l'élite anglo-protestante de Montréal, 1900-1950*. Montréal, Libre expression, 1990.

Montreal Board of Trade et chambres de commerce

- Chambre de commerce du district de Montréal. *Un Siècle à entreprendre : la Chambre de commerce de Montréal, 1887-1987*. Montréal, Libre expression, 1987.
- La Chambre de commerce du Montréal métropolitain. *Historique*, <http://www.cmmm.qc.ca/>, 30 janvier 2007.
- Collard, Edgar Andrew. *The Montreal Board of Trade : 1822-1972 : a Story*. Montréal, Montreal Board of Trade, 1972.
- Groupe de recherche sur la société montréalaise au XIXe siècle. « Les rapports du Board of Trade ». *Rapport 1972-1973*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1973.
- Magliulo, Bruno. *Les chambres de commerce et d'industrie*. Paris, Presses universitaires de France, 1998.
- Plouffe, Omer. *Analyse idéologique de la Chambre de commerce du district de Montréal (1945-1955)*. Thèse de M.A. (Histoire), Montréal, Université de Montréal, 1987.

ANNEXE A : MEMBERSHIP DU MONTREAL BOARD OF TRADE (1887-1906)

Nombre de membres

Année	Membres
1887	1362
1888	1292
1889	1244
1890	1223
1891	1178
1892	1150
1893	1102
1894	1084
1895	1061
1896	1025
1897	990
1898	991
1899	945
1900	906
1901	856
1902	1027
1903	1012
1904	988
1905	976
1906	1090
1907	1105
1908	1273
1909	1345
1910	1444
1911	1456
1912	1478
1913	1492
1914	1525
1915	1672
1916	1796
1917	1858
1918	1883
1919	1953
1920	1989
1921	2039

1887-1906 : Chiffres officiels du *Board*

1907-1921 : Approximation basée sur le nombre d'admission et les décès

1921 : Décompte manuel

Origine ethnique des membres

Année	Anglo.	Franco.	Autres	Ambigus
1897	89%	10%	0%	1%
1921	82%	14%	1%	2%

(Approximation basée sur la consonance des patronymes de la liste des membres)

Source :

Fonds du bureau de commerce de Montréal, Série B, *Procès verbaux des assemblées générales*, HEC Montréal, 1897-1921

ANNEXE B : MEMBRES DE L'EXÉCUTIF (1895-1918)

Année	Président	1 ^{er} Vice président	2 ^e Vice président
1895	Jas. A. Cantlie	Jos Torrance	John McKergow
1896	Robert Bickerdike	Jos Torrance	John McKergow
1897	John McKergow	Jas. Crathern	Chas. F. Smith
1898	Jas. Crathern	Chas F. Smith	Robert Mackay
1899	Chas F. Smith	Robert Mackay	Henry Miles
1900	Robert Mackay	Henry Miles	John MacFarlane
1901	Henry Miles	John MacFarlane	R. W. MacDougall
1902	Alex Mcfee	R. W. MacDougall	Geo. E. Drummond
1903	Arthur J. Hodgson	Geo. E. Drummond	Will. I. gear
1904	Geo. E. Drummond	Will. I. Gear	Robert Munro
1905	William I. Gear	Robert Munro	R. M. Ballantyne
1906	F. H. Matthewson	R. M. Ballantyne	T. J. Drummond
1907	Geo. Caverhill	Thos. J. Drummond	Farquhar Robertson
1908	Thos. J. Drummond	Farquhar Robertson	G. L. Cains
1909	Farquhar Robertson	Geo. L. Cains	R. M. Ballantyne
1910	Geo. L. Cains	Jeffrey H. Burland	R. W. Reford
1911	Jeffrey H. Burland	R. Wilson Reford	H. R. Drummond
1912	Robt. W. Reford	H. R. Drummond	R. J. Dale
1913	Huntly R. Drummond	R. J. Dale	Jos. Quintal
1914	Robert J. Dale	Jos. Quintal	David W. Campbell
1915	Geo. F. Benson	H. B. Walker	Zeph. Hébert
1916	H. B. Walker	Zéph. Hébert	Anson Mikin
1917	Zéphirin Hébert	Wm. A. Black	A. R. Doble
1918	Wm. A. Black	John Baillie	Geo. Summer

(Surlignés en gris : les membres de l'exécutif n'ayant pas été élus à l'unanimité)

Source :

Fonds du bureau de commerce de Montréal, Série B, *Procès verbaux des assemblées générales*, HEC Montréal, 1897-1921

ANNEXE C : DONNÉES BIOGRAPHIQUES SUR LES PRÉSIDENTS (1895-1918)

1895 : James Alexander Cantlie

Naissance, décès	1836-?
Lieu de naissance	Écosse
Profession du père	?
Résidence	131 Crescent
Religion	Presbytérien
Carrière	Firme James A. Cantlie
Clubs	Saint-James Club

1896 : Robert Bickerdike

Naissance, décès	1843-1928
Lieu de naissance	Kingston, Ontario
Profession du père	Fermier
Résidence	?
Religion	Presbytérien
Carrière	<ol style="list-style-type: none"> 1) Cies d'abattage et d'assurance de bétail 2) Fondateur de St-Henry Light and Power -> Standard Light and Power 3) Robert Bickerdike and Co. (250 000\$) 4) Président : Montreal and Great Lakes Steamship cie. 5) Président : Canadian Securities Corp.
Clubs	Canadian Club, Rideau

1897 : John McKergow

Naissance, décès	1847-1920
Lieu de naissance	Angleterre
Profession du père	Menuisier
Résidence	Westmount
Religion	Baptiste
Carrière	<ol style="list-style-type: none"> 1) VP de A. A. Ayer et Cie. (un des plus gros exportateurs de produits laitiers) 2) Président : Montreal Lumber and Cie 3) Administrateur de Sun Life
Clubs	Canadian Club

1900 : Robert Mackay

Naissance, décès	1840-1916
Lieu de naissance	Écosse
Profession du père	?
Résidence	?
Religion	?
Carrière	1) Grossiste 2) Sénateur en 1901
Clubs	?

1901 : Henry Miles

Naissance, décès	1854-?
Lieu de naissance	Lennoxville, Québec
Profession du père	Historien
Résidence	1040 Dorchester O.
Religion	Anglican
Carrière	Président de Leening-Miles Co., importateurs
Clubs	Canadian Club

1902 : Alexander McFee

Naissance, décès	?
Lieu de naissance	Saint-Chrysostome, Québec
Profession du père	Marchand
Résidence	159 Stanley
Religion	Anglican
Carrière	Manager d'Alex McFee and Co., marchands de céréales
Clubs	Canadian Club

1903 : Arthur J. Hodgson

Naissance, décès	1860-?
Lieu de naissance	Angleterre
Profession du père	?
Résidence	Westmount
Religion	Presbytérien
Carrière	Président de Hodgson Bros & rowson, Marchand et exportateur agricole
Clubs	Saint-James Club

1904 : George E. Drummond

Naissance, décès	1858-1919
------------------	-----------

Lieu de naissance	Irlande
Profession du père	Constable
Résidence	15 McGregor
Religion	?
Carrière	1. Fonde Drummond, McCall et Cie (importateur métaux) 2. Fonde : Iron Furnace Cie 3. Directeur de Molson's Bank et de plus autres cies 4. Président de la <i>Canadian Manufacturers' Association</i> en 1905 5. Knight of Grace and St-John of Jerusalem en 1909
Clubs	Mount-Royal, Saint-James, York

1907 : George Caverhill

Naissance, décès	1858-?
Lieu de naissance	Beauharnois, Québec
Profession du père	?
Résidence	166 Drummond
Religion	?
Carrière	1. Caverhill, Learmont & Co : quincaillers 2. Directeurs de plusieurs Cies : Dominion Iron Steel, Canadian Cotton, Montreal Light Heat and Power
Clubs	St-James Club, Mount-Royal Club

1909 : Farquhar Robertson

Naissance, décès	1850-
Lieu de naissance	Ontario
Profession du père	?
Résidence	30 Ontario
Religion	?
Carrière	Marchand de charbon
Clubs	St-James Club, Canada Club

1910 : George Lightall Cains

Naissance, décès	1857-?
Lieu de naissance	Ontario
Profession du père	?
Résidence	14 McGregor
Religion	Presbytérien
Carrière	1. Greenshields ltd. Wholesale goods 2. Directeur : Merchant's bank of Canada
Clubs	Mount-Royal Club, Saint-James, Canada, York

1911 : Jeffrey H. Burland

Naissance, décès	1861-1914
Lieu de naissance	Montréal
Profession du père	Entrepreneur
Résidence	342 Sherbrooke O.
Religion	?
Carrière	1. Président : British American Bank Note Cie 2. Président de plusieurs autres cies 3. Millionnaire selon <i>Daily Star</i>
Clubs	Mount-Royal, Canada, Canadian, Rideau

1912 : Robert Wilson Reford

Naissance, décès	1821-1912
Lieu de naissance	Irlande
Profession du père	Industriel du textile
Résidence	300 Drummond
Religion	Anglican
Carrière	1. Grand exportateur de bétail en Angleterre 2. Plus grand importateur de riz 3. Surtout : transport maritime 4. Sur CA de plusieurs cies 5. Actif : 2,6 millions en 1914 6. Marié à la fille de Robert Meighen
Clubs	Mount-Royal, Canada

1913 : Huntly Redpath Drummond

Naissance, décès	?
Lieu de naissance	Montréal
Profession du père	Fils de Sir G. Drummond (industriel du sucre) et Helen Redpath Drummond
Résidence	208 Drummond
Religion	?
Carrière	1. Président de Canada Sugar Refinery 2. Directeur de Banque de Montréal 3. Vice-Président de Royal Trust
Clubs	Mount-Royal

1914 : Robert John Dale

Naissance, décès	?
Lieu de naissance	Angleterre
Profession du père	?
Résidence	Dorval

Religion	?
Carrière	1. Président : Dale & co. 2. Président : Marine and Fire Insurance Underwriters
Clubs	Saint-James Club

1915 : George Frederick Benson

Naissance, décès	?
Lieu de naissance	Montréal
Profession du père	?
Résidence	15 Ontario
Religion	Anglican
Carrière	W.T. Benson and Co. : Importateurs et marchands en laine, produits chimiques et digestifs
Clubs	Mount-Royal, St-James, Canada, Canadian

1916 : Herbert Barber Walker

Naissance, décès	1858-?
Lieu de naissance	Hamilton, Ontario
Profession du père	?
Résidence	27 McGregor
Religion	?
Carrière	Manager de la Canadian Bank of Commerce
Clubs	Mount-Royal Club, St-James Club

1917 : Zéphirin Hébert

Naissance, décès	1866-?
Lieu de naissance	Montréal
Profession du père	?
Résidence	?
Religion	Catholique
Carrière	Président de Hudon, Hébert et Cie (importateurs et grossistes)
Clubs	Saint-James, Canada

1918 : William Allan Black

Naissance, décès	1862-?
Lieu de naissance	Montréal
Profession du père	?
Résidence	135 Sherbrooke O.
Religion	Anglican
Carrière	1. VP : Ogilvie Flour Mills, Molson's Bank 2. Directeur : Dominion Textile
Clubs	Mount-Royal Club, Montreal

1919 : John Baillie

Naissance, décès	1858-?
Lieu de naissance	Montréal
Profession du père	?
Résidence	133 Crescent
Religion	Anglican
Carrière	1. Manager : Dominion Oil & Cloth 2. Director : Dominion Textile
Clubs	Saint-James Club

Résumé**Résidence**

- Golden Square Mile : 14/17 (82%)

Secteur d'affaires

- Finance : 9/20 (45%)
- Industrie : 5/20 (25%)
- Commerce : 15/20 (75%)
- Services d'utilité publique : 2/20 (10%)

Origine

- Canada : 13/20 (65%)
- Angleterre : 3/20 (15%)
- Écosse : 2/20 (10%)
- Irlande : 2/20 (10%)

Clubs

- Saint-James : 11/19 (58%)
- Mount-Royal : 8/19 (42%)
- Canadian : 5/19 (26%)
- Canada : 5/19 (26%)

Sources :

Fonds du bureau de commerce de Montréal, Série B, *Procès verbaux des assemblées générales*, HEC Montréal, 1897-1921.

Who's Who and Why in Canada. Toronto, Canadian Press Association, 1912.

Dictionnaire biographique du Canada. Québec, Presses de l'Université Laval, 1966-. Volumes 11-14.

**ANNEXE D : CORRESPONDANCE DU
MONTREAL BOARD OF TRADE
(1897-1921)**

Expéditeur/ Destinataire	Thèmes							
	Aménagement du Saint- Laurent	Loi sur les banqueroutes	Aménagement du port de Montréal	Empire	Immigration	Affaires municipales	Canaux et chemins de fer	Transport Ouest-Est
Lettres au Premier Ministre du Canada	1897 1898 1902 1903 1904 1913	1897*2 1899 1900 1903 1904 1918	1899 1901*3 1905 1909*2	1897 1902*3 1903 1906 1915*2 1916 1917*3	1907		1907 1914 1919	
Lettres au Gouverneur Général	1897 1900 1908 1914	1912	1897 1903 1909	1902	1907		1907	
Lettres du Gouverneur Général			1911					
Lettres au ministre des travaux publics	1897*2 1898*2 1900 1901		1897*2 1898*4 1899 1901*7 1905 1909					
Lettres du ministre des Travaux publics	1897 1898 1900 1901		1898*2 1901*3					
Lettre au ministre de la Marine et des pêches	1898*5 1902*2 1903*2 1904*3 1906*2 1907 1908 1913		1897 1901*2 1902 1905 1906 1909					
Lettre du ministre de la Marine et des pêches	1898*3 1902 1903*2 1904 1906							
Lettre au maire						1897		

						1898 1901*2 1902 1903 1904 1905 1906 1907 1908 1909 1912 1914		
Lettre au conseil municipal						1899 1902 1905 1906		
Lettre au Premier Ministre du Québec						1897 1898 1899 1900*2 1903 1908*2 1909 1911*2		
Lettre au ministre de la Justice		1901	1915					
Lettre au ministre des Chemins de fer et canaux			1901*2 1904				1898 1904*2	
Lettre au ministre de l'Agriculture					1897			
Lettre au ministre de l'Intérieur				1915	1897			
Lettre au ministre du Commerce		1899						
Lettre au ministre des Finances		1899						
Lettre au ministre du Travail					1904			
Lettre à membre du parlement		1898 1899				1904		
Secrétaire d'état				1902				
Cie de chemins de fer							1902*2	
TOTAL	45	13	42	15	5	30	9	

Source :

Fonds du bureau de commerce de Montréal, Série B, *Procès verbaux des assemblées générales*, HEC Montréal, 1897-1921.